

**Aecon**

Le 25 octobre 2006

Monsieur Daniel Gauthier.
Groupe Gauthier, Biancamano, Bolduc
1060, rue Université
Montréal, Québec
H3B 4V3

**Objet: Pré-qualification – Service d'entrepreneur général en construction d'immeubles,
en construction d'infrastructures, en décontamination de sol et en mise en
marché de projets immobiliers (Dossier: QUA 01-2006)
Site Contrecoeur – Projet Nouveau Mercier**

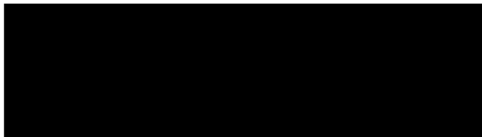
Monsieur,

Par la présente, nous accusons réception des documents d'appel de candidatures pour la pré-qualification du projet cité en rubrique.


Groupe Aecon Ltée constitue la filiale québécoise de Aecon Group Inc, la plus grande société ouverte dans le domaine de la construction et du développement d'infrastructure au Canada avec un volume d'affaires annuel d'un milliard de dollars. Nous possédons une expérience diversifiée tant dans le génie civil qu'en bâtiment, et ce dans différents types d'environnements (milieu urbain, Grand Nord québécois, etc.). Nos habiletés à gérer le risque avant et durant les travaux de construction sont reconnues et ont fait notre renommée dans la gestion de projets complexes et multidisciplinaire tel que le présent projet.

Pour la présente proposition, nous avons choisi une équipe composée de personnel ayant plusieurs années d'expérience, experts dans le domaine du génie du bâtiment, du génie civil et plus particulièrement dans la réalisation de projets similaires et rompue à la logistique de projets.

Notre souci constant de mener à terme tout mandat qui nous est confié à l'intérieur de l'échéancier et du budget fixés constitue un de nos meilleurs atouts qui, nous l'espérons, sera pris en considération dans votre évaluation et nous permettra de contribuer au succès de la mise en valeur du site Contrecoeur et la réalisation du projet Nouveau Mercier.



Sylvain Thériault, ing., MBA,
Vice-président, Développement des affaires



Groupe Aecon Ltée
25 H, rue De Lauzon, Boucherville (Québec) Canada J4B 1E7 Téléphone 450.449.6333 Télécopieur 450.449.6334 www.aeconquebec.com

Licence RBO : 8264-8152-29 ISO 9001:2000



TABLES DES MATIÈRES

SITE CONTRECOEUR
PROJET NOUVEAU MERCIER

Onglet 1	Formulaire d'identification du candidat ✓ <ul style="list-style-type: none">- Référence bancaire ✓- Attestation de responsabilité quant à l'exécution des travaux et à la mise en marché du projet ✓- Autorisation de signature sous la forme d'une résolution ✓- Copie de la licence d'entrepreneur de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ✓
Onglet 2	Description générale de l'entreprise ✓
Onglet 3	Description et expérience des ressources humaines ✓
Onglet 4	Expérience et réalisation du candidat
Onglet 5	Organisation du bureau du candidat

25 octobre 2006

AECON







Formulaire d'identification du candidat

Entrepreneur

► **Nom de l'entrepreneur :** Groupe Aecon Ltée
Nom du responsable : Sylvain Thériault, ing., MBA, Vice-président dév. des affs
Nombre d'années de l'entreprise : 6* **Nombre d'employés :** 130
Adresse principale : 25H, rue de Lauzon
Boucherville, Québec
J4B 1E7
■ Téléphone : 450-449-6333 **■ Télécopieur :** 450-449-6334
■ Personnes clés : **■ Courriel :**

Réjean Dallaire, ing., Chef de la direction rdallaire@aecon.com
Sylvain Thériault, ing., MBA, Vice-prés. dév. des affaires stheriault@aecon.cc
Riccardo Arena, ing., Vice-président préconstruction rarena@aecon.com

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ): 

Licence d'entrepreneur de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ): 

* sous le nom Groupe Aecon Ltée. Voir onglet 1 - Présentation générale de l'entreprise pour un aperçu de notre historique (qui remonte à 1958 au Québec, à 1910 au Canada).

Référence bancaire :

À titre de société publique (TSX : ARE), le Groupe Aecon inc. souscrit à une éthique en gouvernance d'entreprise des plus strictes.

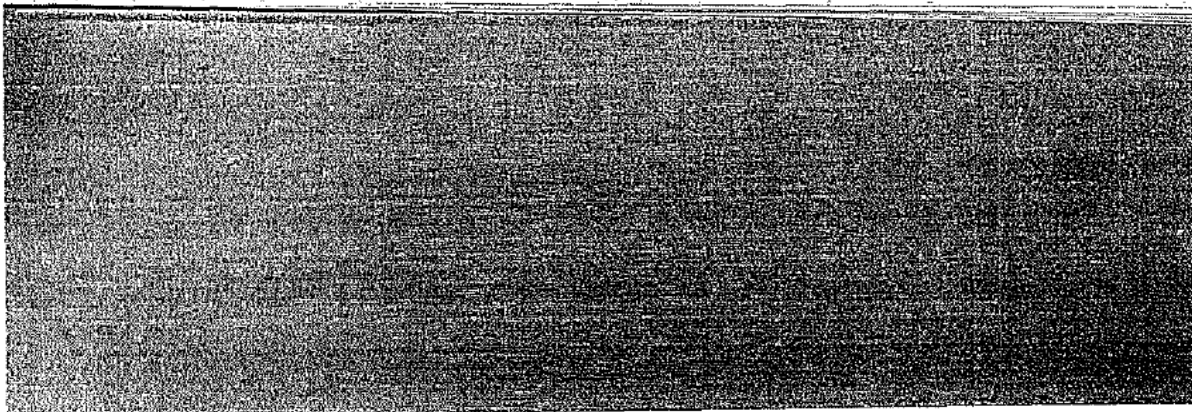
L'information financière sur l'entreprise est disponible dans nos rapports annuels qui sont contrevérifiés par la firme indépendante PricewaterhouseCoopers. Ces documents sont disponibles pour consultation publique sur le site web de l'entreprise à l'adresse suivante : www.aecon.com/investing_in_us/.

Ainsi, le rapport financier le plus récent, c'est-à-dire celui du deuxième trimestre 2006, indique que la société détient une équité disponible de 130 millions de dollars (voir rapport ci-joint).

Vous trouverez également ci-joint une lettre de référence de notre compagnie d'assurance en cautionnement.

Attestation de responsabilité quant à l'exécution des travaux et la mise en marché du projet :

Nous attestons que le groupe Aecon Ltée, dans le cadre de la présente qualification, sera seul responsable des services de construction d'immeubles, de construction d'infrastructures, de décontamination de sol et de mise en marché requis pour la mise en valeur du site Contrecoeur et la réalisation du projet de développement immobilier appelé Nouveau Mercier, situés dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve de la Ville de Montréal.

**AECON**

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

de Groupe Aecon Ltée
(nom)
tenue à Toronto
le 6^e jour de août 2005.

«IL EST PROPOSÉ, SECONDÉ ET RÉSOLU :

QUE Monsieur/Madame (nom, profession et titre) Réjean Dallaire, ing., Président ; Riccardo Arena, ing., Vice-président Préconstruction ; Sylvain Thériault, ing., MBA de Groupe Aecon Ltée soient et sont par la présente résolution autorisés à faire et à signer séparément pour et au nom de la compagnie, toutes candidatures, propositions ou soumissions pour le projet :

Services d'entrepreneurs en construction d'immeubles, en construction d'infrastructures, en décontamination du sol et en mise en marché de projets immobiliers requis pour la mise en valeur du site Contrecoeur et du projet Nouveau Mercier sur le territoire de la Ville de Montréal dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

ainsi qu'à signer tout contrat et convention en conséquence requis par le Client, ainsi qu'à signer toute modification ou extension, tout changement ou autre document qui pourraient être nécessaires au déroulement du projet. »

Je, soussigné Timothy L. Hutzul, certifie par la présente

- a) que la résolution ci-dessus fut adoptée en une assemblée des Administrateurs de ladite Compagnie, dûment convoquée et tenue le 6 août 2004;
- b) que ladite résolution n'a pas été subséquemment rescindée ou modifiée,
- c) et qu'à la fin des heures d'affaires en date de ce certificat, elle est encore en pleine force et en vigueur.

ADOPTÉ

Copie certifiée conforme

Le 24 octobre 2006

(Signé)

(Titre)

Secrétaire adjoint

Répondants

A= Administration S= Sécurité T= Technique

Brassard Richard

Bujold Marc

Finnerty Michael

***** 3 répondants autorisés *****

Garantie financière

Accrédité au plan de garantie par:

La Garantie des Maîtres Bâisseurs Inc.

Cautionné pour fraude, malversation et détournement de fonds par:

APECCQ (Association patronale des entreprises en construction du Québec)

Ass. Constructeurs - routes et grands Travaux du Québec

Titulaire de la licence

Aecon aménagements

Aecon Bâtiments

Aecon/Cegreco Bâtiments

AECON Civil - Industriel

GROUPE AECON LTÉE
 255 BOUL. GRÉMAZIE EST
 BUREAU 300
 MONTREAL QC H2M 1M2

Président

Secrétaire

CATÉGORIE(S) ET SOUS-CATÉGORIE(S) DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est, pour la période de validité de cette licence, autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général

3031	Entrepreneur en bâtiments résidentiels neufs visés par un plan de garantie Classe I	4209	Ferrailage
4041	Bâtiments résidentiels classe I	4210.1	Charpenterie
4042	Bâtiments résidentiels classe II	4210.2	Ménisserie
4043	Entretien, rénovation, réparation et modification de bâtiments résidentiels	4211.1	Coffrage
4047	Déplacement de bâtiments	4211.2	Coffrage pour assises et murs de fondation
4050.1	Bâtiments publics, commerciaux et industriels, classe I	4212	Revêtements souples
4050.2	Abris de tout genre	4220	Serrurerie de bâtiment
4051	Bâtiments publics, commerciaux et industriels, classe II	4223	Chaudronnerie
4053	Entretien, rénovation, réparation et modification de bâtiments publics, comm. et ind.	4224	Revêtement métallique
4062	Complexe d'usine d'industrie lourde	4225	Ferblanterie
4063	Équipements sportifs	4226	Couverture
4071.1	Routes et voies publiques	4226.2	Couverture de toits en pente
4071.2	Égouts, canalisations d'eau, réservoirs et stations de pompage préfabriqués	4227	Soudure
4071.3	Ouvrages ferroviaires	4230.1	Ventilation
4072	Ponts et voies superposées	4230.2	Équilibrage aérodynamique
4073	Ouvrages de génie civil souterrains	4231	Isolation thermique
4074	Ouvrages de génie civil immergés	4232	Calorifugage
4092	Ouvrages relatifs à la génération d'électricité	4232.1	Installation de chambres froides préfabriquées
4093.1	Sous-stations pour distribution d'électricité	4233	Réfrigération
4093.2	Lignes aériennes	424	Peinture de bâtiment
4093.3	Lignes souterraines	424.2	Peinture d'ouvrages de génie civil
4096	Canalisation	4250.4	Systèmes d'instrumentation et de régulation
		4253	Systèmes de protection incendie
		4257.2	Systèmes de protection incendie localisés
		4271	Mécanique de chantier
		4280	Excavation et terrassement

Catégorie entrepreneur spécialisé

4200	Fieux et fondations spéciales	4281.1	Pavage et asphalage
4201	Charpente et éléments architecturaux	4281.2	Pavé imbriqué
4203	Maçonnerie	4283.1	Démolition de bâtiment
4204	Finition de béton	4283.2	Démolition d'ouvrages de génie civil
4205	Marbre, granito, céramique et terrazzo	4283.3	Dégamissage
4207	Systèmes intérieurs	4300	Blanchiment et imperméabilisation
		4302	Signalisation

Note: L'information mentionnée sur cette licence peut être vérifiée à la Régie du bâtiment du Québec au 1-800-361-0761 ou au (514) 873-0976 ou sur notre site Internet www.rbv.gouv.qc.ca.

Répondants

A= Administration S= Sécurité T= Technique

Garantie financière

Titulaire de la licence

GROUPE AECON LTÉE
255 BOUL. CRÉMAZIE EST
BUREAU 300
MONTREAL QC H2M 1M2

Président

Secrétaire

CATÉGORIE(S) ET SOUS-CATÉGORIE(S) DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est, pour la période de validité de cette licence, autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

- 4505 Ignifugation
- 4507 Tuyauterie industrielle
- 4508 Coupure et forage
- 4511 Glissières de sécurité et de clôtures
- 4515 Installation d'équipement pétrolier
- 4520 Plomberie effectuée sur des territoires non organisés
- 4521 Travaux effectués à l'aide de résine synthétique

*** 68 sous-catégories autorisées ***



CHUBB DU CANADA COMPAGNIE D'ASSURANCE

Montréal Toronto Oakville Calgary Vancouver

25 octobre 2006

Société d'habitation et de développement de Montréal
a/s de Groupe Gauthier, Biancamano, Bolduc
Attention de M. Daniel Gauthier
1060, rue University, bureau 400
Montréal QC H3B 4V3

Objet : Lettre de préqualification – Groupe Aecon Ltée
Projet : Site Contrecoeur – Projet Nouveau Mercier - Demande de qualification pour
« Services d'entrepreneurs en construction d'Immeubles, en construction d'infrastructures,
en décontamination de sol et en mise en marché de projets Immobiliers.
Dossier numéro : QUA-01-2006 »

Nous comprenons que Groupe Aecon Ltée désire se qualifier pour la soumission du projet en titre.


Nous sommes la compagnie de cautionnement de Groupe Aecon Ltée et ce dernier est un client qui jouit d'une excellente réputation auprès de notre institution. Il est de notre avis que le Groupe Aecon Ltée a complété avec succès des projets d'envergure. Présentement, Groupe Aecon Ltée bénéficie d'une capacité de cautionnement totale de plus de 40 000 000,00\$.

Dans l'éventualité où le contrat en titre serait octroyé au Groupe Aecon Ltée et que des cautionnements d'exécution et de gages matériels seraient requis, la demande de cautionnement de Groupe Aecon Ltée sera évaluée attentivement par notre équipe de souscripteurs.

Prenez note cependant, que toute demande de cautionnement est assujettie à la situation financière de la compagnie au moment de la demande ainsi qu'à la nature et aux conditions du contrat en cause. De plus, la décision d'émettre des cautionnements demeure en tout temps à notre entière discrétion et la présente ne constitue en aucun cas un engagement de notre part.

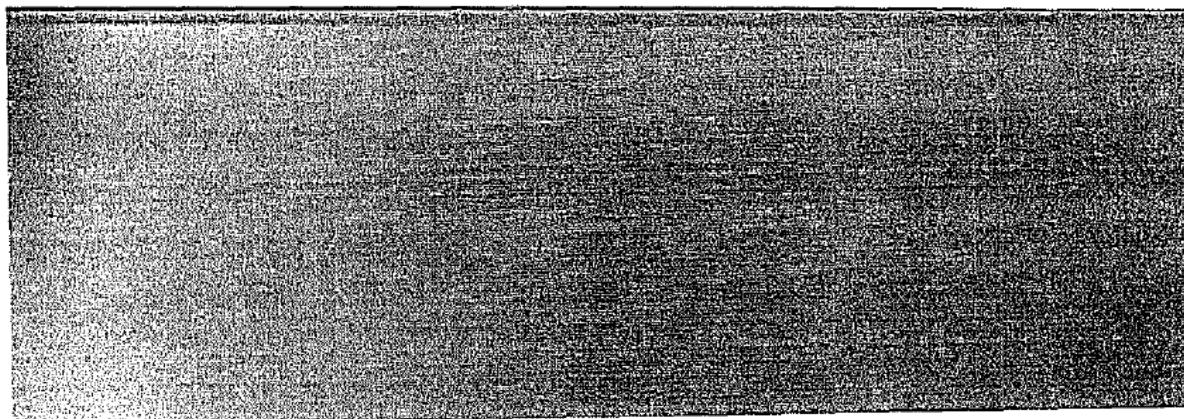
Salutations distinguées,

CHUBB DU CANADA COMPAGNIE D'ASSURANCE


Daniel Reid, Mandataire
Fondé de pouvoir







Deuxième trimestre 2006 Groupe Aecon Inc.

Six mois terminés le 30 juin 2006

AECON

Aux actionnaires,

Les résultats obtenus par Aecon au deuxième trimestre restent généralement conformes aux attentes. Ils témoignent du dynamisme des principaux marchés de la société et de l'amélioration constante de ses marges exprimées en pourcentage. Aecon reste bien placée pour poursuivre dans la même voie et tirer profit de la vigueur remarquable du marché canadien de la construction.

Pour l'exercice 2006, les attentes d'Aecon demeurent généralement conformes aux prévisions publiées à la fin du premier trimestre. La société compte notamment sur des marges d'exploitation accrues pour renouer avec la rentabilité.

Les résultats d'exploitation d'Aecon affichent traditionnellement des variations saisonnières, les produits d'exploitation et le bénéfice dégagés au premier semestre de l'exercice étant généralement inférieurs à ceux du deuxième semestre. Cette tendance historique devrait se reproduire en 2006. La société prévoit donc toujours une amélioration de ses résultats nets à mesure que l'année avance.

Au deuxième trimestre, Aecon a conclu de nouveaux contrats totalisant plus de 414 millions de dollars, contre 223 millions au deuxième trimestre de 2005, ce qui représente une augmentation de 191 millions ou 86 %. Dopé par la vigueur des activités, le carnet de commandes de la société a atteint 812 millions de dollars au 30 juin 2006, un sommet en près de cinq ans.

La vitalité et l'expansion du marché canadien de la construction, de même que la rigueur avec laquelle soumissionne Aecon, ont notamment permis à la société d'accroître le carnet de commandes ainsi que les marges bénéficiaires, exprimées en pourcentage, rattachées aux futurs produits. Cette attention accordée à l'augmentation des marges bénéficiaires plutôt qu'à l'accroissement du volume des travaux reste au cœur des priorités de la direction lorsqu'elle fait des soumissions et négocie les travaux dont témoigneront les résultats d'exploitation dans les trimestres à venir.

Perspectives sectorielles

Au sein du secteur des infrastructures, nous nous attendons à ce que les activités de construction de routes d'Aecon soient de nouveau fort productives cette année. La province d'Ontario mettant davantage l'accent sur l'aménagement des infrastructures, le nombre de nouveaux projets soumis à des appels d'offres ne cesse d'augmenter. Comme les marges ont par ailleurs tendance à s'améliorer dans ce secteur, les activités d'infrastructures devraient apporter une contribution accrue au bénéfice en 2006.

Dans le secteur des activités liées aux services publics, le solide partenariat noué par Aecon avec Union Gas et Expertech, entre autres, laisse toujours entrevoir une amélioration de l'apport au bénéfice. Aecon continue certes à n'attendre qu'un apport modeste pour la première année de son retour sur le marché civil de l'Alberta. D'après les premières indications, ce marché semble toutefois prometteur à court terme, puisque trois nouveaux projets au moins devraient démarrer d'ici la fin de l'année.

Sur le plan international, la construction du nouvel aéroport de Quito (Équateur) et l'expansion de l'autoroute transisraélienne restent les principales activités d'Aecon dans le secteur.

Jusqu'ici, Aecon rendait compte de ses opérations de concession au sein du secteur des infrastructures. Cependant, compte tenu de la réalisation récente de la clôture du financement de la concession aéroportuaire de Quito, la propriété et l'exploitation des concessions constituent désormais une part importante de l'ensemble des activités d'exploitation d'Aecon. Il nous a donc semblé que la création d'un nouveau secteur pour ces activités permettrait d'améliorer la qualité des informations communiquées aux actionnaires.

La valeur des investissements déclarés dans le secteur des concessions continue à croître, mais le bénéfice ne reflète pleinement cette augmentation qu'à partir du moment où certaines étapes de projets auront été atteintes ou lorsque nous aurons récupéré une partie des sommes investies. Le gain modique que nous prévoyons dégager des activités d'exploitation de l'aéroport actuel de Quito en 2006 et les montants perçus sur les activités d'exploitation des autres concessions en Israël et au Canada ne devraient pas couvrir les frais généraux et autres frais engagés dans ce secteur. Toutefois, l'apport au bénéfice de l'aéroport actuel de Quito devrait être plus significatif pendant le reste de la période de construction. De plus, l'autoroute transisraélienne remporte du succès et la circulation s'y accroît comme prévu malgré les récents événements dans la région.

Dans le secteur des bâtiments, la reprise amorcée en 2005 suit son cours. Aecon est en bonne position pour améliorer ses marges et accroître l'apport au bénéfice du secteur en 2006. La contribution des travaux dans le secteur des bâtiments dans la région de Toronto devrait en effet augmenter en 2006, notamment grâce aux bons résultats provenant des travaux d'Aecon à l'aéroport international Pearson et à l'Université de Guelph.

L'apport au bénéfice provenant des unités fonctionnelles de Toronto et Seattle devrait augmenter en 2006. Mais la contribution globale des autres unités du secteur des bâtiments devrait être plus ou moins équivalente à celle de 2005, certaines unités affichant une légère augmentation et d'autres, un repli modeste.

Les perspectives du secteur de la construction industrielle d'Aecon continuent de se raffermir grâce aux progrès remarquables constatés dans les unités fonctionnelles de la fabrication, de l'Ouest canadien et du Canada atlantique.

Les activités menées dans l'Ouest canadien, qui ont constitué la principale source de croissance du secteur durant l'exercice antérieur, devraient encore faire augmenter le bénéfice cette année, grâce à la forte croissance des marges bénéficiaires et au règlement définitif de questions en suspens rattachées à deux contrats importants.

Le marché de la construction industrielle en Ontario devrait connaître une autre année remarquable, même s'il faut s'attendre à ce que l'apport au bénéfice s'inscrive juste au-dessous des excellents résultats de 2005. Les plans d'augmentation de la capacité de production caressés par la province, ainsi que le projet de redémarrage de la centrale nucléaire Bruce Power, impriment une poussée sur le carnet de commandes d'Aecon qui atteint des sommets historiques dans ce secteur. Innovative Steam Technologies (IST) continue à suivre de près un gros volume de contrats potentiels, mais la confirmation des nouvelles commandes par les clients continue à prendre beaucoup de temps. Malheureusement, IST sera vraisemblablement état d'une perte d'exploitation en 2006.

Conclusion

Dans l'ensemble, je reste convaincu que le dynamisme actuel des principaux marchés d'Aecon et les améliorations apportées à l'exploitation de la société se traduiront par un accroissement des marges et un bénéfice net intéressant en 2006.

Je vous remercie du soutien constant que vous témoignez à Aecon.

(signé) Jean M. Beck
Président et chef de la direction
Le 9 août 2006

Le présent rapport de gestion, qui présente une analyse par la direction des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière de Groupe Aecon Inc. (« Aecon »), doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires de la société et les notes y afférentes (qui n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes de la société) et avec le rapport de gestion annuel de la société pour 2005. Ce rapport intermédiaire est établi en date du 8 août 2006. Des informations supplémentaires sur Aecon, notamment sa notice annuelle et d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, sont disponibles dans le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR), à l'adresse www.sedar.com.

Introduction

Aecon mène des activités dans quatre principaux secteurs isolables de l'industrie de la construction, soit les infrastructures, les bâtiments, la construction industrielle et les concessions. Avant le trimestre à l'étude, Aecon présentait les résultats de ses activités liées aux concessions (essentiellement sa participation dans le projet d'autoroute transisraélienne) dans le secteur des infrastructures. Cependant, depuis la récente conclusion des modalités financières de l'entente de concession conférant à la société le droit de propriété et d'exploitation de l'aéroport actuel et du nouvel aéroport de Quito, en Équateur, les activités liées aux concessions constituent une part importante de l'ensemble des activités d'Aecon. Ainsi, afin de fournir aux actionnaires l'information la plus précise possible, il a été décidé de modifier la répartition des secteurs de façon à en créer un nouveau.

Le secteur des infrastructures comprend tous les aspects de la construction et de l'aménagement des infrastructures publiques et privées, y compris des routes et des autoroutes, essentiellement dans la province d'Ontario, ainsi que des routes à péage, des barrages, des tunnels, des ponts, des aéroports, des installations maritimes, des systèmes de transport ainsi que des centrales hydroélectriques au Canada et à l'étranger. Ce secteur englobe l'exploitation minière, la fabrication et la fourniture de produits de bitume et d'agrégats ainsi que la construction et l'installation de systèmes de distribution pour les services publics, notamment les réseaux de distribution de gaz naturel, de télécommunications et d'électricité, les réseaux d'aqueduc et d'égout, ainsi que les systèmes de signalisation routière et d'éclairage des autoroutes, essentiellement dans la province d'Ontario. Les services fournis par le secteur des infrastructures comprennent la construction d'ouvrages d'infrastructures civiles d'envergure au Canada et sur une base sélective au niveau international.

Le secteur des bâtiments se spécialise dans la construction et la rénovation d'immeubles d'habitation, d'établissements institutionnels et d'immeubles commerciaux, dont des centres commerciaux, des immeubles de bureaux, des aéroports, des installations récréatives, des établissements d'enseignement, des ambassades, des centres hospitaliers et des tours d'habitation en copropriété. Les travaux dans ce secteur sont surtout concentrés au Canada et dans le nord-ouest des États-Unis. Les services comprennent la construction générale, la gestion de construction contre honoraires, la rénovation de bâtiments et la gestion d'installations.

Le secteur de la construction industrielle comprend toutes les activités de fabrication et de construction industrielle d'Aecon. Ces activités incluent la construction en usine et l'assemblage modulaire dans les secteurs manufacturier, énergétique, pétrochimique, sidérurgique et automobile, notamment la construction de centrales d'énergie de secours, de centrales à combustibles fossiles, de centrales de cogénération d'énergie et de centrales nucléaires en usine de même que la fabrication de canalisations spécialisées de petit et de gros diamètre et la conception et la fabrication de génératrices à vapeur de récupération de chaleur à passage unique pour les industries et les centrales électriques. Quoique les activités de ce secteur soient principalement exercées au Canada et que certains projets soient aussi mis en œuvre aux États-Unis et en Europe, la société vend et installe des génératrices à vapeur à passage unique partout dans le monde par l'entremise d'Innovative Steam Technologies.

Le secteur des concessions comprend la conception, l'exploitation et le financement de projets d'infrastructures par voie d'ententes de construction-exploitation-transfert, de construction-possession-exploitation-transfert ou de partenariat entre les secteurs public et privé. Ce secteur se concentre essentiellement sur l'exploitation, la gestion, l'entretien et l'amélioration d'installations dans lesquelles la société détient une participation et qui font l'objet d'une entente de concession. À l'heure actuelle, les participations de concessionnaire de la société comprennent celles dans l'autoroute à péage transisraélienne et dans le projet d'aéroport international de Quito. Ce secteur

comprend aussi l'exploitation du poste de péage de l'autoroute 104 au Canada atlantique. De plus, il comprend des activités de développement par l'entremise desquelles la société recherche des occasions d'affaires et, le cas échéant, amène les compétences et les ressources de son organisation et celles de ses partenaires stratégiques, à la réalisation, au Canada ou ailleurs au monde, de projets faisant l'objet d'une entente de concession conclue entre les secteurs public et privé et auxquels la société participe à titre d'investisseur, de constructeur et/ou d'exploitant.

Au Canada, l'industrie de la construction est de nature saisonnière pour les sociétés comme Aecon, qui exécutent une part importante de leurs travaux à l'extérieur (surtout les travaux de construction de routes et les travaux liés aux services publics). Par conséquent, moins de travaux sont exécutés en hiver et au début du printemps qu'en été et en automne. Ainsi, dans le passé, les résultats d'Aecon ont toujours suivi un schéma saisonnier, le premier semestre de l'exercice affichant normalement des produits et un bénéfice moins élevés que le deuxième semestre. Voilà pourquoi les résultats d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement révélateurs de ceux d'un autre trimestre ni de ceux de l'ensemble de l'exercice.

Le rapport de gestion contient certaines mesures hors PCGR qui aident les lecteurs à interpréter le rendement de la société. Les mesures financières hors PCGR excluent ou incluent des montants qui ne sont pas exclus ou inclus dans les mesures les plus directement comparables calculées et présentées conformément aux PCGR.

FAITS SAILLANTS DE NATURE FINANCIÈRE CONSOLIDÉS

En millions de dollars	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005	2006	2005
Produits	258,7 \$	283,0 \$	459,3 \$	455,9 \$
Marge brute ¹⁾	17,6	17,9	24,0	23,0
Bénéfice (perte) d'exploitation ²⁾	0,9	4,5	(7,6)	(4,8)
Intérêts débiteurs	1,8	2,5	4,2	4,3
Impôts sur les bénéfices	0,1	0,3	0,2	1,1
Gain extraordinaire, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	-	-	3,4
Bénéfice net (perte) de la période	(1,0)	1,7	(11,9)	(6,7)
Rendement sur les produits ³⁾	0,3 %	1,6 %	(1,6) %	(1,1) %
Carnet de commandes - 30 juin ⁴⁾	811,7 \$	530,0 \$		

- 1) La marge brute correspond aux produits, moins les coûts et les frais directs (avant déduction des PCAG, des gains et des pertes de change, des intérêts, des gains et des pertes à la vente de placements, des impôts sur les bénéfices et des éléments extraordinaires).
- 2) Le bénéfice (la perte) d'exploitation représente le bénéfice (la perte) d'exploitation avant les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les éléments extraordinaires.
- 3) Le rendement sur les produits correspond au bénéfice (à la perte) d'exploitation exprimé en pourcentage des produits.
- 4) Le carnet de commandes au 30 juin 2005 comprend un montant de 133 M\$ lié au projet de construction du nouvel aéroport de Quito. Bien que la part de 50 % qui revient à Aecon des produits tirés des activités de construction liées au projet soit estimée à 230 M\$, le montant inscrit dans le carnet de commandes a été réduit de 97 M\$, soit de 42,3 %, pour tenir compte du fait que, comme la société a une participation de coentrepriseur de 42,3 % dans la concession pour laquelle sont exécutés les travaux de construction du nouvel aéroport, elle ne peut inscrire au carnet de commandes des produits tirés de travaux réalisés pour son propre compte.

Les produits du deuxième trimestre de 2006 ont totalisé 258,7 M\$, en baisse de 24,2 M\$ comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits des secteurs des infrastructures et des concessions ont augmenté respectivement de 4,7 M\$ et de 1,3 M\$, et ceux des secteurs des bâtiments et de la construction industrielle ont diminué respectivement de 28,0 M\$ et de 0,9 M\$. Les produits du premier semestre de 2006 ont totalisé 459,3 M\$, soit une hausse de 3,5 M\$ par rapport à ceux du semestre correspondant de 2005, la hausse des produits enregistrée pour les secteurs des infrastructures, des concessions et de la construction industrielle ayant compensé la baisse des produits du secteur des bâtiments. Les résultats de chacun des quatre grands secteurs sont présentés sous une rubrique distincte dans la section intitulée « Données financières sectorielles ».

La marge bénéficiaire brute (les produits moins les coûts et les charges), exprimée en pourcentage des produits, est passée de 6,3 % au deuxième trimestre de 2005 à 6,8 % au trimestre écoulé, ce qui rend compte d'un accroissement des marges dans les secteurs de la construction industrielle et des bâtiments, en partie neutralisé par un recul dans le secteur des infrastructures. Pour le semestre, la marge bénéficiaire brute a augmenté, passant de 5,1 % à 5,2 %. Le

recul de la marge brute du secteur des infrastructures au deuxième trimestre découle essentiellement d'une diminution des réclamations réglées en 2006 par rapport à 2005. Les règlements de réclamations ont cependant eu une incidence favorable sur les résultats du secteur des bâtiments pour le deuxième trimestre de 2006. Les frais de commercialisation, les frais d'administration et les frais généraux (les « FCAG ») se sont élevés à 13,8 M\$ au deuxième trimestre de 2006, en hausse de 1,9 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse tient à plusieurs facteurs, notamment à l'expansion des activités menées dans l'Ouest canadien, à l'augmentation des primes versées aux termes du régime d'intéressement, à l'augmentation des charges de rémunération sous forme d'options et à la hausse des coûts engagés par le siège social afin d'assurer le respect du projet de loi 198. De plus, les résultats de 2005 tenaient compte de recouvrements de coûts de soumission de 0,5 M\$, ce qui n'est pas le cas en 2006. Pour le semestre, les FCAG ont totalisé 26,8 M\$, soit 2,2 M\$ de plus que pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation de 2,2 M\$ découle essentiellement des mêmes facteurs qui ont entraîné l'augmentation des FCAG au deuxième trimestre. En raison de ces hausses, les FCAG exprimés en pourcentage des produits ont augmenté, passant de 4,2 % pour le deuxième trimestre de 2005 à 5,3 % pour le deuxième trimestre de 2006, et de 5,4 % pour le premier semestre de 2005 à 5,8 % pour le premier semestre de 2006. L'augmentation des marges bénéficiaires brutes, ajoutée à la hausse des FCAG, a entraîné un recul du rendement global dégagé sur les produits.

Le montant net des intérêts débiteurs s'est établi à 1,8 M\$ pour le trimestre écoulé, en baisse de 0,7 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour ce qui est du semestre, le montant net des intérêts débiteurs s'est établi à 4,2 M\$, en baisse de 0,1 M\$ par rapport à l'an dernier. Cette diminution est principalement attribuable au remboursement temporaire, au deuxième trimestre, de l'emprunt à terme renouvelable de la société (21,9 M\$) au moyen du produit net de 27,7 M\$ tiré d'une émission de titres réalisée en mars 2006. De plus, la société a vu ses intérêts débiteurs diminuer en mars 2006, après que son principal actionnaire a eu converti en actions ordinaires les débetures convertibles qu'il détenait toujours. La diminution observée au deuxième trimestre a toutefois été atténuée par l'augmentation de 0,6 M\$ des intérêts débiteurs au premier trimestre de 2006 par rapport à un an plus tôt, laquelle s'explique par l'émission de débetures convertibles totalisant 32,5 M\$ en mars 2005.

En 2005 et en 2004, la société a constitué une provision pour moins-value au titre des actifs d'impôts futurs nets déjà inscrits et de ceux qui auraient autrement été inscrits à l'égard de ses activités d'exploitation sous contrôle canadien. Selon ce traitement comptable, les actifs d'impôts futurs se rapportant aux pertes fiscales futures additionnelles subies en 2006 et découlant des activités d'exploitation sous contrôle canadien seront contrebalancés par une provision pour moins-value, tandis que le bénéfice provenant des activités d'exploitation sous contrôle canadien sera contrebalancé par une réduction des provisions pour moins-value déjà inscrites.

Le tableau suivant présente le rapprochement des économies d'impôts prévues en 2006 et en 2005 aux taux d'imposition prévus par la loi, et de la charge d'impôts réelle présentée en 2006 et en 2005 (en milliers de dollars).

	Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005
Perte avant impôts sur les bénéfices et éléments extraordinaires	11 737 \$	9 079 \$
Taux d'imposition prévu par la loi	36,1 %	36,1 %
Économie d'impôts sur les bénéfices prévue	(4 237)	(3 279)
Incidence des éléments ci-dessous sur les impôts sur les bénéfices :		
Provision pour moins-value au titre des actifs d'impôts futurs de l'exercice en cours	3 722	3 832
Écarts entre les taux d'imposition provinciaux et étrangers	86	54
Dépenses non déductibles	268	217
Impôts des grandes sociétés	-	225
Pertes de change	229	103
Pertes de change ne donnant lieu à aucune économie d'impôts	132	-
Autres	(2)	(67)
	4 435	4 364
Charge d'impôts sur les bénéfices	198 \$	1 085 \$

La charge d'impôts sur les bénéfices du premier semestre de 2006 s'est élevée à 0,2 M\$ (1,1 M\$ en 2005) sur une perte avant impôts de 11,7 M\$ (perte avant impôts de 9,1 M\$ en 2005) avant l'élément extraordinaire. La société aurait normalement comptabilisé une économie d'impôts sur les bénéfices de 4,2 M\$ pour le semestre (3,3 M\$ en 2005) sur les pertes présentées pour les deux périodes. Toutefois, comme la plus grande partie des pertes provenait de ses activités menées au Canada, pour lesquelles aucune économie d'impôts ne peut être inscrite, la charge d'impôts et la perte nette du trimestre ont été supérieures de 4,4 M\$ (4,4 M\$ en 2005) à ce qu'elles auraient été autrement. Si Aecon déclare un bénéfice provenant de ses activités menées au Canada pour le reste de 2006, la charge d'impôts sur ce bénéfice sera diminuée des pertes fiscales non constatées. Compte tenu des données qui précèdent, une charge d'impôts sur les bénéfices de 0,1 M\$ a été inscrite pour le trimestre terminé le 30 juin 2006 (0,3 M\$ en 2005) sur une perte avant impôts de 0,9 M\$ (bénéfice avant impôts de 1,9 M\$ en 2005).

Les résultats d'Aecon pour 2006 et 2005 tiennent compte de certains éléments de produits et de charges qui ont eu une incidence importante sur le bénéfice net. Ces éléments sont présentés sommairement dans le tableau qui suit.

En millions de dollars	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005	2006	2005
Produits/(charges)				
Gain à la vente d'actifs	0,1	1,0	0,1	1,0
Pertes de change	(1,0)	(0,6)	(1,0)	(0,5)
Gain extraordinaire, déduction faite des impôts	-	-	-	3,4
Incidence globale sur le bénéfice	(0,9)	0,4	(0,9)	3,9

Une perte nette de 1,0 M\$ a été inscrite pour le trimestre terminé le 30 juin 2006, ce qui représente un recul de 2,7 M\$ par rapport aux résultats inscrits pour le trimestre correspondant de 2005. Comme il est indiqué dans le tableau figurant ci-dessus, les résultats du deuxième trimestre de 2005 tenaient compte de gains nets découlant de la conversion de devises et de la vente d'actifs, en comparaison de pertes nettes de 0,9 M\$ en 2006. Abstraction faite de l'incidence de ces éléments, le recul enregistré se chiffrerait à 1,4 M\$, plutôt qu'à 2,7 M\$. Pour le semestre terminé le 30 juin 2006, une perte nette de 11,9 M\$ a été inscrite, en comparaison d'une perte nette de 6,7 M\$ en 2005, ce qui représente une détérioration des résultats de 5,2 M\$. Tout comme pour le deuxième trimestre, la perte nette du premier semestre de 2005 comprend des gains nets de 0,5 M\$ découlant de la conversion de devises et de la vente d'actifs, en regard de pertes de 0,9 M\$ en 2006. De plus, les résultats du premier semestre de 2005 comprenaient un gain extraordinaire de 3,4 M\$ après impôts sur les bénéfices. Compte non tenu de l'incidence de ces gains, de ces pertes et de l'élément extraordinaire, le recul enregistré serait de 0,4 M\$, plutôt que de 5,2 M\$.

Au 30 juin 2006, le carnet de commandes s'établissait à 812 M\$, soit une progression de 282 M\$ par rapport à celui enregistré un an plus tôt. Le secteur des infrastructures et celui de la construction industrielle ont enregistré une avancée de 309 M\$ et de 100 M\$, respectivement, tandis que le secteur des bâtiments a accusé un recul de 127 M\$. Le montant inscrit au titre des nouveaux contrats attribués au cours du trimestre à l'étude a été de 414 M\$, contre 223 M\$ en 2005. Pour le premier semestre, le montant inscrit au titre des nouveaux contrats attribués a totalisé 694 M\$, en regard de 421 M\$ en 2005. L'augmentation du nombre de contrats attribués au cours du premier semestre s'explique par un accroissement du nombre de contrats obtenus dans le secteur des infrastructures et le secteur de la construction industrielle. Cet accroissement a plus que compensé la baisse du nombre de contrats obtenus dans le secteur des bâtiments. De plus amples détails sur chacun de ces secteurs sont présentés plus loin, sous la rubrique « Données financières sectorielles ». Les marges que devrait dégager le carnet de commandes affichent toujours une tendance à la hausse comparativement aux années passées.

Au 30 juin 2006, le carnet de commandes des projets majeurs s'établissait à 135 M\$, soit 130 M\$ de plus qu'à la même date en 2005. Cette augmentation tient à l'inclusion, dans le carnet des commandes, des produits devant découler de la construction de l'aéroport de Quito.

Il est à noter que les engagements importants et croissants pris envers Aecon aux termes de contrats de construction générale, d'ententes de fournisseur privilégié ou d'ententes de partenariat ne figurent pas nécessairement comme mandats fermes dans le carnet de commandes présenté à l'externe, essentiellement en raison du degré d'incertitude entourant l'ampleur exacte des travaux qui peut être escomptée. À titre d'exemple, Aecon a conclu des ententes contractuelles avec ses deux clients les plus importants dans le secteur des services publics, notamment des mandats visant certaines régions géographiques en Ontario. En vertu de ces ententes, les travaux attribués par le client portant sur les régions géographiques visées et satisfaisant aux spécifications et aux modalités du contrat sont attribués à Aecon en sa qualité de fournisseur privilégié par la simple production d'un ordre d'achat. Bien qu'il soit possible d'estimer avec un certain degré de certitude la valeur minimale des travaux susceptibles d'être attribués aux termes de ces contrats, Aecon n'inclut pas ces travaux dans le carnet de commandes avant que des ordres d'achat n'aient été produits. Le carnet de commandes réel à une date donnée est par conséquent beaucoup plus important que celui qui est présenté si le volume escompté de travaux attribués aux termes de ces contrats de construction générale et d'ententes de partenariat, pour lesquels des ordres d'achat n'ont pas été produits, est important. Comme Aecon a pour orientation stratégique de privilégier les contrats de construction générale, les ententes de fournisseur privilégié et les ententes de partenariat avec ses clients, le montant du carnet de commandes réel qui n'est pas reflété dans le carnet de commandes présenté continuera de s'accroître.

DONNÉES FINANCIÈRES SECTORIELLES

INFRASTRUCTURES

Faits saillants de nature financière ^{1) et 3)}

En millions de dollars	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005	2006	2005
Produits	108,4 \$	103,7 \$	164,3 \$	159,0 \$
Bénéfice d'exploitation sectoriel (perte)	2,0	4,7	(2,5)	1,3
Rendement sur les produits	1,9 %	4,5 %	(1,5) %	0,8 %
Carnet de commandes - 30 juin ²⁾	459,6 \$	141,4 \$		

- 1) Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés selon la nouvelle répartition des secteurs d'exploitation, tel qu'il est décrit dans la première partie du présent rapport de gestion.
- 2) Le carnet de commandes au 30 juin 2006 comprend un montant de 133 M\$ lié au projet de construction du nouvel aéroport de Quito. Bien que la part de 30 % qui revient à Aecon des produits tirés des activités de construction liées au projet soit estimée à 230 M\$, le montant inscrit dans le carnet de commandes a été réduit de 97 M\$, soit de 42,3 %, pour tenir compte du fait que, comme la société a une participation de coentrepriseur de 42,3 % dans la concession pour laquelle sont exécutés les travaux de construction du nouvel aéroport, elle ne peut inscrire au carnet de commandes des produits tirés de travaux réalisés pour son propre compte.
- 3) Le tableau des faits saillants de nature financière présenté ci-dessus ne fait pas état d'un gain extraordinaire après impôts sur les bénéfices de 3,4 M\$ inscrit pour le premier trimestre de 2005 attribuable à l'acquisition, par Aecon, de la part de son associé dans la coentreprise possédant le tiers de la coentreprise de construction de l'autoroute transsaharienne.

Les produits tirés du secteur des infrastructures sont passés de 103,7 M\$ au deuxième trimestre de 2005 à 108,4 M\$ au deuxième trimestre de 2006, l'augmentation de 12,2 M\$ des produits tirés des activités de construction de routes et de 4,6 M\$ des produits tirés des activités liées aux services publics ayant contrebalancé le recul de 11,8 M\$ des produits tirés des activités menées au Québec et de 0,2 M\$ des produits tirés des autres activités de génie civil lourd. Le principal objectif stratégique du secteur des infrastructures est l'accroissement de la rentabilité, qu'il compte atteindre en s'ouvrant des débouchés sur le marché du génie civil en Alberta.

La progression marquée des produits tirés des activités de construction de routes a été stimulée par un carnet de commandes bien rempli et des conditions météorologiques favorables. Conformément aux objectifs énoncés dans son budget provincial, la province d'Ontario accorde maintenant une plus grande importance au développement des infrastructures sur son territoire, ce qui entraîne un accroissement des appels d'offres pour de nouveaux projets. En 2006, les soumissions présentées par le secteur de la construction de routes ont porté leurs fruits, des contrats d'une valeur de totale de 130 M\$ et de 267 M\$ ayant été attribués au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice, respectivement. Et grâce à cet accroissement du carnet de commandes, ajouté aux conditions météorologiques favorables, l'échéancier des travaux de nombreux projets a pu être devancé. En conséquence, les travaux liés aux autoroutes QEW Redhill, 407 ETR et 401 Woodstock ont rapporté des produits d'environ 34 M\$ pour le trimestre à l'étude. Cette intensification des activités de construction de routes a aussi eu des retombées positives sur les activités liées à la fabrication et à la fourniture de produits de bitume et d'agréats, entraînant un accroissement de 6 M\$ des volumes pour le trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits tirés des activités menées au Québec pour le deuxième trimestre ont reculé de 11,8 M\$ pour s'établir à 3,1 M\$, essentiellement parce que le projet Eastmain tire à sa fin en 2006 et qu'il a été décidé de réduire le nombre de nouveaux projets entrepris sur le marché québécois du génie civil.

Les produits du secteur des infrastructures pour le semestre terminé le 30 juin 2006 ont totalisé 164,3 M\$, contre 159,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression de 5,3 M\$ est le résultat d'une augmentation de 20,5 M\$ des produits liés aux activités de construction de routes et de 9,0 M\$ des produits tirés des activités liées aux services publics, contrebalancée en partie par une baisse de 23,8 M\$ des produits tirés des activités menées au Québec et de 0,4 M\$ des produits tirés des autres activités de génie civil lourd. La variation des produits tirés des activités de construction de routes et des activités menées au Québec par rapport à l'exercice précédent tient essentiellement aux mêmes facteurs qui expliquent la variation des produits du deuxième trimestre et qui sont mentionnés plus haut. La hausse de 9,0 M\$ des produits tirés des activités liées aux services publics est attribuable principalement à l'accroissement du volume de travaux réalisés dans le secteur des communications et de travaux d'installation de gazoducs.

Les résultats d'exploitation du secteur des infrastructures se sont chiffrés à 2,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2006, soit un fléchissement de 2,6 M\$ par rapport au chiffre inscrit pour le trimestre correspondant de 2005. La hausse de 0,7 M\$ du bénéfice d'exploitation provenant des activités de services publics et de 0,6 M\$ des activités menées au Québec a été annulée par un recul de 2,2 M\$ du bénéfice d'exploitation provenant des activités de construction de routes et de 1,7 M\$ du bénéfice d'exploitation provenant des autres activités de génie civil lourd. Plusieurs facteurs importants expliquent l'écart entre les résultats obtenus pour le deuxième trimestre de 2006 et ceux obtenus pour le deuxième trimestre de 2005. Tout d'abord, le bénéfice tiré des activités de construction de routes de 2005 tient compte de gains de 3,5 M\$ se rapportant à des règlements de réclamations, tandis que le montant inscrit en 2006 au titre des règlements de ce type a été nettement inférieur. Compte non tenu de l'incidence de ces règlements sur les résultats du deuxième trimestre de 2005, le bénéfice d'exploitation tiré des activités de construction de routes en 2006 aurait été supérieur à celui de l'an dernier, essentiellement en raison de l'accroissement du volume de travaux. L'amélioration des résultats des activités liées aux services publics est attribuable notamment aux règlements de réclamations de 1,3 M\$ inscrits en 2006, aucun règlement de ce type n'ayant été inscrit en 2005. Le recul des résultats d'exploitation provenant des autres activités de génie civil lourd s'explique notamment par la comptabilisation, en 2005, d'un gain de 0,5 M\$ se rapportant au recouvrement partiel des coûts de soumissions engagés au deuxième semestre de 2004 et par une baisse du bénéfice associé aux travaux de construction liés au projet mené en Inde et au projet d'autoroute transisralienne, lesquels sont maintenant achevés.

Pour le semestre, le secteur des infrastructures a inscrit une perte d'exploitation de 2,5 M\$, tandis qu'il avait inscrit un bénéfice d'exploitation de 1,3 M\$ en 2005. Le bénéfice d'exploitation provenant des activités liées aux services publics a augmenté de 0,3 M\$. Toutefois, cette hausse a été annulée par un recul de 1,5 M\$ du bénéfice d'exploitation provenant des activités de construction de routes menées au Québec, de 0,4 M\$ du bénéfice d'exploitation provenant des activités menées au Québec et de 2,2 M\$ du bénéfice d'exploitation provenant des autres activités de génie civil lourd.

Compte non tenu de l'incidence, en 2006 et en 2005, des règlements de réclamations se rapportant aux activités de construction de routes dont il est question plus haut, le bénéfice d'exploitation aurait augmenté par rapport au chiffre inscrit un an plus tôt, essentiellement en raison d'un accroissement important du volume de travaux enregistré en 2006.

Pour le premier semestre de 2006, les résultats d'exploitation provenant des activités liées aux services publics ont subi l'incidence favorable de plusieurs règlements de réclamations, qui ont totalisé 1,3 M\$, comme il est mentionné ci-dessus. L'incidence positive de ces réclamations et la hausse des produits enregistrée en 2006 ont été en partie contrebalancées par un rétrécissement des marges associées à certaines activités au premier trimestre et par une augmentation de 1,1 M\$ des frais généraux. Cette hausse des frais généraux tient principalement à l'importante augmentation des activités des entreprises d'ingénierie et de recherche de services publics d'Aecon au cours de la dernière année, lesquelles ont toutes deux accru récemment leurs champs d'activités.

Le recul des résultats d'exploitation attribuables aux activités menées au Québec pour le semestre découle d'une décision de réduire le nombre de nouveaux projets de génie civil entrepris sur ce marché.

Une tranche de 0,5 M\$ de la baisse enregistrée par les autres activités de génie civil est attribuable au fait que des recouvrements de coûts de soumission avaient été comptabilisés en 2005, tel qu'il est mentionné plus haut. De plus, comme prévu, les autres activités de génie civil lourd ont vu leur bénéfice reculer par suite de l'achèvement des projets menés Inde et en Israël, le bénéfice provenant des activités de construction liées à ces projets ayant diminué de 1,7 M\$.

En juin 2005, Satluj Jai Vidyut Nigam Ltd. (« SJVN ») (auparavant Nathpa Jhakri Power Corporation Limited), propriétaire du projet de Nathpa Jhakri en Inde, a informé la coentreprise chargée de la construction du projet, dans laquelle Aecon détient une participation de 45 %, de son intention d'exiger de la coentreprise des dommages-intérêts liquidés de 28,0 M\$ (soit la demande initiale de paiement de SJVN) pour ne pas avoir terminé le projet à temps. Toutefois, comme le retard a été occasionné par différents facteurs qui étaient indépendants de la volonté de la coentreprise et qui ne relevaient pas de sa responsabilité contractuelle, dont une inondation catastrophique en 2002, la coentreprise croit que cette indemnité est injustifiée. De plus, la coentreprise estime que, même dans le cas improbable où elle serait tenue responsable d'une partie du retard (par la voie d'audiences d'arbitrage actuellement en cours), comme celui-ci n'a pas causé de dommages à SJVN, elle ne peut être tenue par la loi de verser des dommages-intérêts. La conclusion de la coentreprise quant à l'inadmissibilité de SJVN à imposer des dommages-intérêts est étayée par deux avis juridiques indépendants. La coentreprise avait déjà présenté contre SJVN des réclamations d'environ 111,7 M\$, dont la plus importante partie vise à couvrir les frais de retard de la coentreprise relativement à ces mêmes questions. Ce montant s'ajoute aux 8,8 M\$ déjà reçus par la coentreprise et compris dans le bénéfice estimatif de la coentreprise à l'égard de ce projet. En raison de nouvelles constatations soulevées au cours des audiences d'arbitrage, le montant des réclamations a été révisé et se chiffre maintenant à 88,5 M\$. Compte tenu de tout ce qui précède, aucune provision n'a été constituée pour l'indemnité de retard et, conformément à la convention comptable de la société précisant que les produits tirés de réclamations ne doivent être constatés qu'une fois ces réclamations réglées, aucun montant n'a été inscrit à titre de recouvrements éventuels découlant de ces réclamations.

Il est à noter que tous les montants mentionnés dans le paragraphe ci-dessus sont le résultat de la conversion de devises en dollars canadiens effectuée aux taux de change en vigueur le 30 juin 2006.

Le rapport de gestion de la société qui traite des résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2005 (le « rapport de gestion 2005 ») comprend une analyse détaillée de la participation de la société dans le projet Eastmain, au Québec, dans lequel Aecon possède une participation de coentreprise de 50 %, et celle du projet Nathpa Jhakri, en Inde, dans lequel Aecon possède une participation de 45 %. À l'exception de ce qui est mentionné plus haut, aucun fait nouveau important ne s'est produit depuis dans le cadre de ces projets, et la direction estime que la comptabilité qu'elle préconise à leur égard et décrite dans le rapport de gestion 2005 convient toujours.

À la fin de juin 2006, le carnet de commandes s'établissait à 451 M\$, en hausse de 309 M\$ par rapport à celui enregistré à la même date un an plus tôt. Cet accroissement du carnet de commandes est entre autres attribuable aux montants de 309 M\$ et de 498 M\$ inscrits au titre des nouveaux contrats attribués au cours du trimestre à l'étude et du premier semestre de 2006, respectivement, ce qui représente une hausse de 212 M\$ pour le trimestre et de 354 M\$ pour le semestre par rapport aux périodes correspondantes de 2005. L'accroissement des contrats attribués et du carnet de commandes se rapporte principalement aux activités de construction de routes, dans le cadre desquelles plusieurs nouveaux contrats majeurs, d'une valeur de 201 M\$, ont été attribués au cours du premier semestre de 2006, ainsi qu'au projet de construction de l'aéroport international de Quito, lequel est venu gonfler de 133 M\$ le carnet de commandes d'Aecon en juin 2006, après la conclusion des ententes financières relatives au projet. Tel qu'il est mentionné plus haut, comme une partie des produits tirés des activités de construction du nouvel aéroport de Quito, laquelle est proportionnelle à la participation d'Aecon dans la concession dont fait l'objet l'aéroport, est considérée comme un revenu tiré de travaux de construction réalisés pour son propre compte, ces produits, ainsi que le bénéfice qui y est associé, ne seront pas constatés à titre de produits et de bénéfice tirés des activités de construction dans les états financiers consolidés, et ces produits ne seront pas non plus inscrits dans le carnet de commandes. Le bénéfice non comptabilisé provenant des activités de construction sera plutôt porté en diminution du coût des droits de concessionnaire afférents au nouvel aéroport et inscrit dans les résultats à titre de diminution des charges d'amortissement sur la durée de vie de l'actif que représente la concession visant le nouvel aéroport.

Comme il est décrit sous la rubrique « Faits saillants de nature financière consolidés », les engagements importants pris envers Aecon aux termes de contrats de construction générale, d'ententes de fournisseur privilégié ou d'ententes de partenariat ne figurent pas nécessairement comme mandats fermes dans le carnet de commandes. Le carnet de commandes réel est par conséquent beaucoup plus important que celui qui est présenté si le volume escompté de travaux attribués est important.

BÂTIMENTS

Faits saillants de nature financière

En millions de dollars

	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005	2006	2005
Produits	80,2 \$	108,2 \$	167,5 \$	185,3 \$
Bénéfice d'exploitation sectoriel	1,2	0,4	0,7	0,6
Rendement sur les produits	1,5 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %
Carnet de commandes – 30 juin	177,7 \$	304,8 \$		

Les produits tirés du secteur des bâtiments se sont établis à 80,2 M\$ pour le trimestre à l'étude, en baisse de 28,0 M\$ par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2005. Les activités du secteur des bâtiments ont été menées de façon à améliorer les marges plutôt qu'à accroître les produits. Dans cette optique, les projets de conception-construction ont été favorisés, de même que les activités de gestion de projets de construction et les programmes en cours de travaux de rénovation. Les produits de 42,7 M\$ tirés des activités menées sur le marché de Toronto représentent toujours l'essentiel des produits du secteur. Ce sont les secteurs de Toronto, d'Ottawa et de Montréal qui, pris individuellement, ont enregistré les plus importantes baisses pour le trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2005, affichant des reculs de 26,8 M\$, de 9,9 M\$ et de 6,2 M\$, respectivement. Le recul des produits tirés des activités menées sur le marché de Toronto s'explique essentiellement par la baisse du volume de production découlant de l'achèvement, en 2006, d'importants projets forfaitaires qui étaient en branle en 2005 et par une diminution des nouveaux projets entrepris. Le recul des produits tirés des activités menées sur les marchés d'Ottawa et de Montréal découle de la baisse du volume de nouveaux contrats attribués au cours du premier semestre de 2006. Ces baisses ont cependant été contrebalancées en partie par une progression de 11,4 M\$ des produits tirés des activités de la division de Seattle résultant de l'augmentation du montant inscrit au carnet de commandes en début d'exercice et de l'attribution de nouveaux projets qui avaient été prévus pour 2005.

Pour le semestre terminé le 30 juin 2006, le secteur des bâtiments a inscrit des produits de 167,5 M\$, contre 185,3 M\$ en 2005, soit une baisse de 17,9 M\$. Les produits tirés des activités menées sur les marchés de Toronto, d'Ottawa et de Montréal ont affiché un recul de 25,1 M\$, de 10,5 M\$ et de 6,3 M\$, respectivement, essentiellement pour les mêmes raisons qui ont entraîné le recul des produits du deuxième trimestre, comme il est expliqué ci-dessus. Tout comme au deuxième trimestre, les produits inscrits pour le premier semestre au titre des activités menées à Seattle pour le semestre ont progressé par rapport à 2005, affichant une hausse de 17,9 M\$.

Les résultats d'exploitation du deuxième trimestre de 2006 se sont chiffrés à 1,2 M\$, soit une amélioration de 0,8 M\$ par rapport à l'an dernier. Le bénéfice d'exploitation des activités menées sur les marchés de Toronto et de Seattle inscrit pour le trimestre a progressé respectivement de 0,7 M\$ et de 0,4 M\$. Les activités de Toronto ont profité grandement (à la hauteur de 1,3 M\$) d'un règlement favorable d'ordres de modification en cours liés à un projet d'envergure en 2005. Ce règlement a compensé l'incidence de la baisse des produits tirés des activités de Toronto. L'amélioration enregistrée par les activités de Seattle est directement attribuable à l'augmentation considérable des produits tirés de cette division au cours du trimestre. Collectivement, les autres activités ont enregistré une baisse nette de 0,3 M\$ du bénéfice d'exploitation, essentiellement en raison d'une diminution du volume de travaux réalisés au cours du trimestre et de la réduction connexe des marges bénéficiaires attribuable au fait que le volume de travaux entrepris a été moins élevé que prévu. Les résultats d'exploitation devraient néanmoins s'améliorer d'ici à la fin de l'exercice, grâce aux retombées positives des initiatives stratégiques mises en œuvre afin d'améliorer le rendement financier de ces activités et aux résultats prometteurs obtenus par le repositionnement stratégique des activités sur le marché de l'Ontario.

Pour le semestre terminé le 30 juin 2006, le secteur des bâtiments a inscrit un bénéfice d'exploitation de 0,7 M\$, soit essentiellement le même montant que pour le semestre correspondant de 2005. Le bénéfice d'exploitation tiré des activités menées dans la région de Toronto a progressé de 0,4 M\$, tout comme celui tiré des activités menées à Seattle, essentiellement pour des raisons similaires à celles qui expliquent la progression du bénéfice du deuxième trimestre. Ces avancées ont toutefois été annulées par la baisse du bénéfice d'exploitation attribuable aux autres activités du secteur des bâtiments et par un rajustement défavorable de 1,1 M\$ apporté à la dépréciation d'une participation dans une coentreprise au cours de l'exercice en cours.

À la fin du deuxième trimestre de 2006, le carnet de commandes s'établissait à 178 M\$, en baisse de 127 M\$ par rapport à l'an dernier. De nouveaux contrats totalisant 57 M\$ ont été attribués au cours du premier semestre, contre 145 M\$ en 2005. Au cours du trimestre à l'étude, les nouveaux contrats attribués ont totalisé 24 M\$, en regard de 40 M\$ en 2005. La diminution du nombre de contrats attribués a principalement touché les activités menées sur les marchés de Toronto et de Montréal (103 M\$ au total pour le premier semestre) et s'explique par l'effet combiné des pressions concurrentielles sur ces marchés, de la décision de réduire le nombre de nouveaux projets forfaitaires entrepris et d'une stratégie consistant à cibler davantage les contrats de gestion et de conception-construction à prix négocié plutôt que les projets forfaitaires plus risqués.

Comme il est décrit à la rubrique « Faits saillants de nature financière consolidés », les engagements importants pris envers Aecon aux termes d'ententes de consultation en gestion de construction, de contrats de construction générale, d'ententes de fournisseur privilégié ou d'ententes de partenariat ne figurent pas nécessairement comme mandats fermes dans le carnet de commandes. Le carnet de commandes réel est par conséquent beaucoup plus important que celui qui est présenté si le volume escompté de travaux attribués est considérable.

CONSTRUCTION INDUSTRIELLE

Faits saillants de nature financière

En millions de dollars	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005	2006	2005
Produits	67,8 \$	68,7 \$	120,8 \$	107,7 \$
Bénéfice d'exploitation sectoriel	2,1	2,3	2,5	-
Rendement sur les produits	3,1 %	3,4 %	2,1 %	- %
Carnet de commandes - 30 juin	183,4 \$	83,8 \$		

Les produits tirés du secteur de la construction industrielle se sont chiffrés à 67,8 M\$ au deuxième trimestre, en baisse de 0,9 M\$ par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2005. Le secteur de la construction industrielle a pour principal objectif l'accroissement de la rentabilité et il cible avant tout des projets de développement du secteur de l'énergie en Alberta et en Ontario.

Les produits tirés des activités de construction menées en Ontario pour le trimestre ont atteint 30,0 M\$, en hausse de 8,1 M\$, soit de 36,9 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2005, en raison essentiellement d'un accroissement du volume de travaux exécutés pour des clients des secteurs pétrochimiques et nucléaires, contrebalancé par une diminution des produits gagnés auprès des clients du secteur automobile. Après s'être penchée sur la question, Aecon a choisi de cibler quelques clients importants du secteur automobile plutôt que de dégager des marges plus faibles dans ce marché très concurrentiel.

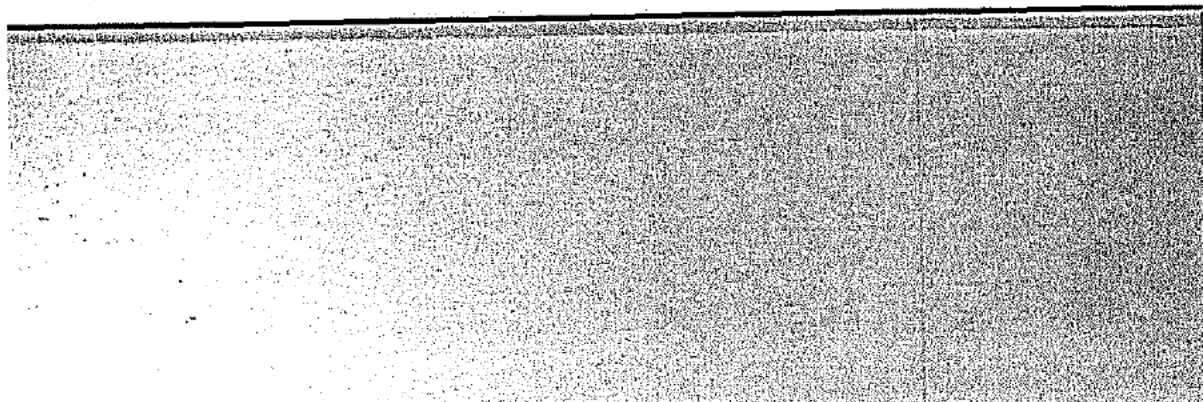
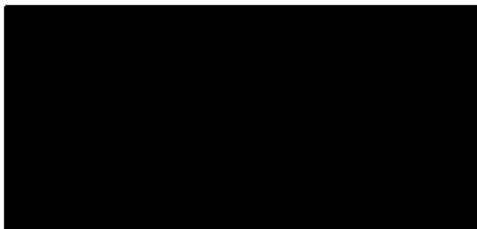
Les produits tirés des activités menées sur le marché de l'Ouest canadien ont totalisé 28,4 M\$ pour le trimestre, contre 31,6 M\$ en 2005. Les résultats du deuxième trimestre de 2005 tenaient compte d'un volume important de travaux de démolition et de reconstruction exécutés en vertu d'une entente de partenariat avec Suncor, à ses installations de Fort McMurray endommagées par un incendie en janvier 2005. En 2006, grâce à son statut de fournisseur privilégié de Suncor et grâce aux relations continues qu'elle entretient avec d'autres clients, aux nouvelles relations qu'elle a établies et à de nouveaux projets potentiels, Aecon a pu maintenir un volume important de travaux et un bénéfice appréciable sur ce marché. Le recul subi par les travaux de construction sur le terrain en 2006 a été compensé par un accroissement du volume de travaux d'assemblage modulaire et de fabrication de canalisations exécutés dans l'Ouest canadien pour des clients comme OPTI et ConocoPhillips Canada.

Les produits tirés des activités de fabrication menées sur le marché de l'Ontario et le marché de l'Est canadien ont atteint 8,9 M\$ pour le trimestre à l'étude, soit 0,6 M\$ de plus qu'en 2005, principalement en raison d'un accroissement du volume de travaux réalisés dans l'Est canadien.

Les produits de 1,8 M\$ tirés d'Innovative Steam Technologies (« IST »), qui vend de la technologie pour les génératrices à vapeur à passage unique et octroie des licences pour cette technologie, ont diminué de 5,2 M\$ par rapport à ceux de 2005. Ce recul est attribuable à une diminution des nouveaux contrats obtenus et à la baisse du volume de production qui en a découlé dans le trimestre.

Pour le semestre terminé le 30 juin 2006, le secteur de la construction industrielle a inscrit des produits de 120,8 M\$, contre 107,7 M\$ en 2005, ce qui représente une augmentation de quelque 13,0 M\$. Ce sont les produits tirés des activités de construction menées sur les marchés de l'Est canadien et de l'Ontario qui ont enregistré les plus fortes progressions, augmentant respectivement de 13,5 M\$ et de 10,5 M\$. Les activités menées sur le marché de l'Ouest canadien ont continué de profiter de la mise en valeur de plusieurs projets d'exploitation des sables bitumineux et du gaz naturel dans les régions de Fort McMurray et de Long Lake, en Alberta. Ainsi, grâce à cette conjoncture avantageuse, conjuguée à la hausse du prix du pétrole brut et à la croissance de la demande pour le pétrole, les produits réalisés sur le marché de l'Ouest canadien sont passés de 39,8 M\$ en 2005 à 53,4 M\$ en 2006. En Ontario, les activités de construction ont enregistré une augmentation de volume de 10,5 M\$ par rapport à l'an dernier, essentiellement en raison de l'accroissement des produits gagnés auprès des clients du secteur pétrochimique et du secteur de l'énergie, notamment l'énergie nucléaire. Les produits d'IST ont diminué de 9,8 M\$ au cours du premier semestre de 2006, en raison des retards accusés au niveau des nouvelles commandes passées par les clients. IST travaille toujours à l'obtention d'un volume important de nouveaux contrats et elle détient deux lettres d'intention et un contrat dont l'ordre d'exécution d'a pas encore été signé, d'une valeur de plus de 40 M\$. Cependant, d'ici à la signature des ententes officielles et à l'obtention des autorisations requises pour aller de l'avant, rien ne garantit que ces projets se réaliseront et généreront des produits dans l'avenir.

À 2,1 M\$, les résultats d'exploitation trimestriels du secteur de la construction industrielle sont de 0,3 M\$ inférieurs à ceux du trimestre correspondant de 2005.



Soutenu par la hausse des produits tirés des activités de construction menées en Ontario, le bénéfice d'exploitation provenant de ces activités a augmenté pour passer à 1,7 M\$, soit une augmentation de 1,2 M\$ par rapport à 2005.

Le bénéfice d'exploitation attribuable aux activités menées dans l'Ouest canadien s'est élevé à 2,2 M\$, en hausse de 0,6 M\$ par rapport au chiffre correspondant de 2005. Malgré la baisse de volume mentionnée ci-dessus, les marges se sont accrues de 1,2 M\$ au deuxième trimestre, grâce à une modification dans la composition des travaux et des produits qui en découlent, en particulier à l'accroissement de la proportion de travaux de fabrication et d'assemblage modulaire à marges élevées exécutés par rapport aux travaux de construction sur le terrain à marges plus faibles, lesquels sont de plus en plus délaissés. Cette progression des marges a toutefois été atténuée par une hausse des frais généraux engagés au cours du trimestre à l'étude pour soutenir l'expansion des activités de l'Ouest. Les infrastructures étant maintenant en place, les frais généraux devraient être plus stables à l'avenir.

Les activités de fabrication menées en Ontario et dans l'Est canadien ont dégagé un bénéfice d'exploitation de 0,5 M\$ au deuxième trimestre de 2006, soit une amélioration de 1,0 M\$ par rapport à la perte de 0,5 M\$ qui avait été inscrite en 2005. Une tranche de 0,9 M\$ de cette amélioration, soit la majeure partie, est attribuable aux activités de fabrication menées en Ontario, qui profitent maintenant de la mise en œuvre d'initiatives conçues, par suite d'une analyse approfondie, dans le but d'en accroître la rentabilité. Une petite usine de fabrication située à Oakville, en Ontario, a fermé ses portes en 2006, et le groupe de l'Ontario s'est alors concentré sur ses installations principales de Cambridge, avec pour objectifs l'atteinte de l'excellence opérationnelle, le développement des marchés et l'amélioration des conditions commerciales négociées avec ses clients.

Les pertes d'exploitation d'IST se sont chiffrées à 2,3 M\$ au deuxième trimestre de 2006, soit 3,0 M\$ de plus que celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce recul découle principalement de la baisse du volume de travaux.

Pour le semestre, le secteur de la construction industrielle a enregistré un bénéfice d'exploitation de 2,5 M\$, alors que le seuil de rentabilité avait été atteint l'an dernier. Cette avancée de 2,5 M\$ est le résultat de la hausse de 4,1 M\$, de 0,8 M\$ et de 0,9 M\$ du bénéfice d'exploitation des activités de l'Ouest canadien, des activités de construction de l'Ontario et des activités de fabrication, respectivement. Ces hausses ont toutefois été atténuées par la détérioration des résultats d'IST, qui a inscrit une perte de 3,5 M\$, en comparaison d'une perte de 0,3 M\$ en 2005. Les activités de l'Ouest canadien ont dégagé des marges plus élevées grâce à l'accroissement des volumes, aux retombées positives de la renégociation des conditions commerciales de deux projets d'envergure mis de l'avant en 2005 et à la composition plus avantageuse des travaux, comme il est mentionné plus haut. Cette augmentation des marges a toutefois été atténuée par la hausse des frais généraux qui a découlé de l'expansion des activités de l'Ouest canadien. L'amélioration des résultats d'exploitation provenant des activités de construction menées en Ontario tient à l'augmentation des volumes en 2006 et à la diminution des coûts de soumission. De même, l'amélioration des résultats inscrits au titre des activités de fabrication menées en Ontario et dans l'Est canadien est le résultat d'un accroissement des volumes et d'une réduction des frais généraux. Quant au recul des résultats d'exploitation d'IST, il est directement attribuable à la baisse des produits et au rétrécissement des marges bénéficiaires brutes enregistrés en 2006, tel qu'il est mentionné ci-dessus.

Le carnet de commandes de 183 M\$ au 30 juin 2006 est de 100 M\$ supérieur à celui de l'an dernier. Le carnet de commandes des activités de construction de l'Ontario affiche une hausse de 92 M\$, en raison surtout d'un contrat de 204,0 M\$ attribué à la fin de 2005 à une coentreprise (dans laquelle Aecon détient une participation de 50 %) concernant un projet de centrale nucléaire en Ontario. Pour ce qui est des activités menées sur le marché de l'Ouest canadien, le carnet de commandes de 32 M\$ au 30 juin 2006 affiche une hausse de 3 M\$ par rapport à un an plus tôt. Le carnet de commandes de 11 M\$ des contrats de fabrication est quant à lui en hausse de 5 M\$ par rapport à l'an dernier et celui d'IST, à 8 M\$, est en baisse de 1 M\$. De nouveaux contrats totalisant 78 M\$ ont été attribués au cours du trimestre écoulé, soit une baisse de 4 M\$ comparativement au chiffre correspondant de 2005. Au cours du premier semestre de 2006, ce sont 133 M\$ en nouveaux contrats qui ont été attribués, soit une hausse de 9 M\$ par rapport à 2005. Les activités de construction et de fabrication menées en Ontario ont tiré parti d'une intensification de l'activité sur le marché nucléaire et le marché gazier de cette province. De plus, un bon volume de contrats a été attribué par les principaux clients des secteurs de l'Ontario et de l'Alberta. À la fin de juin 2006, le carnet de commandes d'IST comprenait au total deux contrats visant deux groupes de chaudières pour génératrices à vapeur à passage unique et l'installation de trois turbines à gaz. Des produits de 8 M\$ du carnet de commandes sont associés à ces contrats, qui devraient être exécutés en 2006.

Comme il a été décrit sous la rubrique intitulée « Faits saillants de nature financière consolidés », des engagements importants pris envers Aecon aux termes de contrats de construction générale, d'ententes de fournisseur privilégié ou d'ententes de partenariat ne figurent pas nécessairement comme mandats fermes dans le carnet de commandes. Particulièrement pour ce qui est des activités menées sur le marché de l'Ouest canadien, les activités de l'atelier de fabrication de canalisations, du chantier d'assemblages modulaires et des chantiers de construction ont atteint des sommets historiques au premier semestre de 2006. Le carnet de commandes réel est plus important que le carnet de commandes présenté, étant donné que le volume escompté de travaux attribués est important.

CONCESSIONS

Faits saillants de nature financière ¹⁾

En millions de dollars	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005	2006	2005
Produits	5,0 \$	3,7 \$	10,6 \$	6,0 \$
Déficit d'exploitation sectoriel (perte)	(1,2)	0,1	(1,9)	(1,2)
Rendement sur les produits	(24,2) %	1,9 %	(18,0) %	(19,4) %
Carnet de commandes - 30 juin	- \$	- \$	- \$	- \$

1) Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés selon la nouvelle répartition des secteurs d'exploitation adoptée pour le deuxième trimestre de 2006 (se reporter à la rubrique « Introduction » du présent rapport de gestion).

Les produits du secteur des concessions se sont établis à 5,0 M\$ pour le trimestre à l'étude, en hausse de 1,3 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2005. Pour le semestre, les produits se sont chiffrés à 10,6 M\$, soit une augmentation de 4,6 M\$ par rapport à la période correspondante de 2005. Le tableau ci-dessus fait état principalement des résultats attribuables à l'autoroute transisraélienne et au poste de péage de l'autoroute 104 au Canada atlantique. Les résultats attribuables à la concession de l'aéroport de Quito seront pris en compte à compter du troisième trimestre. Quoique, aux fins comptables, l'exploitation de la concession de Quito ait débuté le 28 juin 2006, les résultats de la période allant du 28 juin au 30 juin 2006 n'ont pas été inclus dans le tableau précédent, du fait qu'ils étaient négligeables. Le placement à long terme d'Aecon dans Derech Eretz Highways (1997) Ltd. (« Derech Eretz »), société propriétaire des droits de concessionnaire de l'autoroute transisraélienne, est comptabilisée au coût. Par conséquent, des produits ne sont constatés que lorsque des dividendes sont reçus. Ainsi, Aecon n'a constaté aucun produit ni aucun bénéfice provenant de ce placement pour les périodes présentées ci-dessus.

Les produits tirés des concessions se présentent comme suit (en millions de dollars) :

	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005	2006	2005
Exploitant de l'autoroute transisraélienne	4,7 \$	3,6 \$	9,9 \$	5,8 \$
Autres	0,3	0,1	0,7	0,2
	5,0 \$	3,7 \$	10,6 \$	6,0 \$

L'augmentation des produits du secteur des concessions, tant pour le trimestre que pour le semestre, reflète principalement la progression des produits gagnés par l'entité qui assure la gestion des activités de l'autoroute transisraélienne.

La perte d'exploitation inscrite pour le deuxième trimestre de 2006 s'est chiffrée à 1,2 M\$, soit 1,3 M\$ de plus que l'an dernier. Pour le semestre, la perte d'exploitation s'est établie à 1,9 M\$, en comparaison de 1,2 M\$ en 2005. L'écart entre les résultats d'exploitation du secteur des concessions inscrits pour le deuxième trimestre de 2006 et ceux inscrits pour le deuxième trimestre de 2005 résulte en partie du fait qu'un gain de 0,9 M\$ avait été constaté en 2005 par suite de la vente d'une participation de 40 % dans la société qui détient une participation de 51 % dans l'entité exploitant l'autoroute transisraélienne. De plus, des frais ponctuels de 0,5 M\$ ont été engagés en 2006 relativement au projet d'aéroport de Quito et, comme il était prévu, de faibles marges ont été dégagées par l'entité qui assure la gestion des activités liées à l'autoroute transisraélienne.

La concession de l'autoroute transisraélienne ne devrait pas générer de produits importants avant que des dividendes ne soient versés ou qu'une partie du placement ait été vendu. Comme il est mentionné ci-dessus, le bénéfice dégagé par l'exploitant de l'autoroute transisraélienne sera vraisemblablement négligeable.

Aecon n'inclut pas dans son carnet de commandes les produits pouvant potentiellement être tirés des contrats de gestion et des ententes de concession. Le carnet de commandes réel est par conséquent plus important que celui qui est présenté si le volume escompté de travaux attribués aux termes de ces contrats est considérable.

Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés du trimestre terminé le 30 juin 2006 pour plus de détails sur la participation d'Aecon dans le projet d'aéroport de Quito.

SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

Le montant net des charges du siège social du trimestre écoulé s'est établi à 3,2 M\$, contre 3,0 M\$ en 2005. L'augmentation tient surtout à la hausse de la charge de rémunération liée aux primes versées en vertu du régime d'intéressement, aux coûts des rémunérations à base d'options sur actions et à l'augmentation des coûts afférents aux mesures de conformité au projet de loi 198.

Le montant net des charges du siège social du semestre s'est établi à 6,4 M\$, en regard de 5,5 M\$ en 2005. Cette augmentation est attribuable avant tout aux facteurs énumérés dans le paragraphe précédent, dont une charge de rémunération de 0,6 M\$ liée à l'attribution d'options sur actions au cours du premier trimestre.

Données financières trimestrielles

Le lecteur est invité à consulter le rapport de gestion de 2005 de la société pour obtenir l'analyse des résultats de la période de huit trimestres terminée le 31 décembre 2005.

Les produits, le bénéfice net (la perte nette) et le résultat par action de chacun des huit trimestres les plus récents sont présentés dans le tableau ci-après (en millions de dollars, sauf les données par action).

	2006		2005				2004	
	T1	T2	T1	T2	T3	T4	T3	T4
Produits	200,6 \$	258,7 \$	172,9 \$	283,0 \$	140,8 \$	323,5 \$	290,0 \$	258,7 \$
Bénéfice net (perte)	(10,9)	(1,0)	(8,4)	1,7	2,1	3,5	(0,9)	(40,7)
Résultat par action								
De base	(0,36)	(0,03)	(0,29)	0,06	0,07	0,12	(0,03)	(1,42)
Dilué	(0,36)	(0,03)	(0,29)	0,05	0,07	0,11	(0,03)	(1,42)

SITUATION FINANCIÈRE, TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Aecon détient une participation directe de 42,3 % dans la société équatorienne Corporacion Quiport S.A. (la « coentreprise Quiport »), qui a pour principales activités a) la gestion et l'exploitation de l'aéroport international actuel et b) la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien du nouvel aéroport international de Quito aux termes d'une entente de concession. La participation d'Aecon dans la coentreprise Quiport est comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle, en vertu de laquelle la quote-part des actifs, des passifs, des produits, des charges et des flux de trésorerie de la coentreprise Quiport revenant à la société est présentée distinctement dans les états financiers consolidés. Compte tenu de l'importance importante de la coentreprise Quiport sur les états financiers consolidés d'Aecon et dans le but de fournir des informations supplémentaires sur les activités de cette coentreprise et sur les actifs qui sont donnés en garantie de la dette liée au projet, Aecon a inclus, à la note 11 afférente aux états financiers consolidés du trimestre terminé le 30 juin 2006, des tableaux qui présentent le bilan et les flux de trésorerie sur une base consolidée, fournissant ainsi des données supplémentaires sur ses comptes et facilitant pour le lecteur la compréhension des actifs, des bénéfices et des ressources financières sous-jacents de la société.

Trésorerie et encours de la dette

Au 30 juin 2006, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 49,3 M\$, contre 27,0 M\$ à la fin de l'exercice précédent. De ces montants, 41,9 M\$ et 10,2 M\$, respectivement, étaient en dépôt dans les comptes bancaires des coentreprises, auxquels Aecon n'a pas directement accès. La quote-part d'Aecon de la trésorerie détenue par la coentreprise Quiport et revenant à Aecon se chiffre à 35,7 M\$.

Au 30 juin 2006, la trésorerie affectée de 8,3 M\$ (7,5 M\$ au 31 décembre 2005) représentait la trésorerie en dépôt à titre de garantie d'emprunts contractés et de lettres de crédit émises par Aecon. Ce montant n'était donc pas disponible pour les besoins généraux de l'exploitation.

Des titres négociables soumis à restrictions et des dépôts à terme de 14,7 M\$ (15,3 M\$ au 31 décembre 2005) étaient détenus en totalité au sein de coentreprises. Comme c'est le cas de la trésorerie détenue par les coentreprises, Aecon n'a pas directement accès à ces titres.

Au 30 juin 2006, la dette à long terme et les débentures convertibles, y compris la partie à court terme, totalisaient 131,4 M\$, contre 108,7 M\$ à la fin de 2005. L'augmentation de 22,7 M\$ s'explique en grande partie par la consolidation proportionnelle de la quote-part des emprunts de 39,3 M\$ revenant à Aecon, qui ont été contractés pour financer le projet d'aéroport de Quito (lesquels sont sans recours envers la société), moins les versements de 11,8 M\$ effectués sur la facilité d'emprunt renouvelable de la société, et par la conversion en actions ordinaires de débentures convertibles totalisant 7,7 M\$ par le principal actionnaire de la société.

À la fin de juin 2006, la dette bancaire de 8,8 M\$ comprenait un montant de 7,9 M\$ se rapportant à la part de 45 % des emprunts revenant à Aecon, qui ont été contractés par la coentreprise formée pour réaliser le projet hydroélectrique de Nathpa Jhakri, en Inde.

La dette portant intérêt s'élevait à 140,2 M\$ au 30 juin 2006, contre 119,6 M\$ au 31 décembre 2005, et se répartissait comme suit (en millions de dollars) :

	30 juin 2006	31 déc. 2005
Dette bancaire	8,8 \$	8,3 \$
Emprunt auprès d'un apparenté	-	2,5
Partie à court terme de la dette à long terme	4,8	6,2
Débentures convertibles - à court terme	-	7,7
Dette à long terme - avec recours	27,7	35,7
Dette à long terme - sans recours	39,3	-
Débentures convertibles	59,6	59,2
Total	140,2 \$	119,6 \$

Aecon a contracté un emprunt à terme renouvelable dégressif (actuellement plafonné à 21,9 M\$) servant à financer ses besoins de fonds de roulement et d'exploitation. L'encours de cette facilité d'emprunt, incluse dans la dette à long terme, se chiffrait à 10,0 M\$ au 30 juin 2006, de sorte que 11,9 M\$ pouvaient être prélevés sur la facilité pour combler les besoins de trésorerie et de fonds de roulement d'Aecon. En outre, des débentures convertibles d'un montant de 59,6 M\$ étaient en cours. Ces débentures sont présentées plus en détail à la note 5 afférente aux états financiers consolidés du trimestre terminé le 30 juin 2006. En mars 2006, des débentures convertibles totalisant 7,7 M\$ ont été converties en actions ordinaires.

Par suite d'une émission de titres de capitaux propres réalisée en mars 2006, la situation de trésorerie d'Aecon s'est raffermie considérablement et elle devrait suffire à financer son exploitation et les besoins de son fonds de roulement dans un avenir prévisible. Aecon ne tente pas moins de trouver d'autres sources de financement qui viendraient accroître son crédit et sa trésorerie. Ainsi, le 31 juillet 2006, la société a conclu avec la Banque TD une nouvelle entente de crédit, en vertu de laquelle elle a accès à une marge de crédit à l'exploitation de 20 M\$, qui comprend une facilité de lettres de crédit de 5 M\$. L'ancienne marge de crédit à l'exploitation consentie à la société par la Banque TD se chiffrait à 7,5 M\$. Pour financer les investissements dans ses immobilisations corporelles, Aecon a accès à plusieurs facilités engagées et non engagées de financement et de location de matériel. Les

montants disponibles aux termes de ces facilités de crédit devraient suffire à combler les autres besoins prévus d'Aecon pour 2006.

Les investissements futurs en titres de capitaux propres que devra effectuer Aecon au titre du projet d'aéroport de Quito totalisent 20,4 M\$ US. Aecon prévoit financer ce montant au moyen des bénéfices en espèces qui résulteront de l'exploitation de l'aéroport actuel de Quito et de la construction du nouvel aéroport.

Sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005	2006	2005
Flux de trésorerie liés aux				
Activités d'exploitation	(27,0) \$	(34,5) \$	(25,3) \$	(45,2) \$
Activités d'investissement	(6,7)	(13,8)	(9,3)	(16,8)
Activités de financement	54,6	25,7	57,2	31,9
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	20,9	(22,6)	22,6	(30,1)
Incidence du taux de change sur les soldes de trésorerie	(0,3)	0,1	(0,3)	0,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	28,7	42,7	27,0	50,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	49,3 \$	20,2 \$	49,3 \$	20,2 \$

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation ont totalisé 27,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2006, soit 7,5 M\$ de moins que pour la même période de 2005. Pour le premier semestre de 2006, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont chiffrés à 25,3 M\$, soit 19,9 M\$ de moins que pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution des sorties de fonds au cours des deux périodes est attribuable à une importante réduction des liquidités affectées au fonds de roulement. Le secteur des bâtiments, dont le volume de travaux exécutés au cours des six premiers mois de 2006 a diminué considérablement, est en grande partie responsable de la diminution du fonds de roulement. Cette diminution n'a été contrebalancée qu'en partie par les besoins accrus en fonds de roulement des secteurs de la construction civile et de la construction industrielle, qui découlent de l'expansion continue de leurs activités en 2006. Le projet d'aéroport de Quito n'a eu qu'une incidence négligeable sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de l'exercice en cours.

Activités d'investissement

Des flux de trésorerie de 6,7 M\$ ont été affectés aux activités d'investissement du trimestre, en regard de 13,8 M\$ en 2005. La plus importante sortie de fonds se rapporte à une augmentation de 4,5 M\$ des autres actifs, laquelle tient principalement aux frais de démarrage supplémentaires qui ont dû être engagés à l'égard du projet de l'aéroport de Quito. En 2005, la plus importante sortie de fonds se rapportait à une augmentation de 10,8 M\$ de la trésorerie donnée en garantie des emprunts contractés et des lettres de crédit émises par Aecon. Ce montant de trésorerie est classé à titre de « trésorerie affectée » au bilan consolidé d'Aecon.

Pour le semestre terminé le 30 juin 2006, des flux de trésorerie de 9,3 M\$ ont été affectés aux activités d'investissement, en regard de 16,8 M\$ en 2005. Tout comme pour le trimestre, la plus importante sortie de fonds au premier semestre de 2006 se rapporte à une augmentation de 6,9 M\$ des autres actifs, laquelle est principalement liée aux frais de démarrage supplémentaires qui ont dû être engagés relativement au projet de l'aéroport de Quito. Les plus importantes sorties de fonds au premier semestre de 2005 avaient découlé de l'augmentation de 4,3 M\$ de la participation d'Aecon dans Derech Eretz Highways (1997) Ltd. (« Derech Eretz »), laquelle était passée de 22 % à 25 %, et d'une augmentation de 10,8 M\$ de la trésorerie affectée donnée en garantie des emprunts contractés et des lettres de crédit émises par Aecon.

Les activités d'investissement du trimestre terminé le 30 juin 2006 n'ayant pas nécessité de sortie de fonds immédiate comprennent l'acquisition des droits de concessionnaire (évalués à 80 M\$) permettant d'exploiter l'aéroport actuel et le nouvel aéroport de Quito. En plus du placement hors trésorerie dans l'aéroport de Quito, les placements hors trésorerie du semestre terminé le 30 juin 2006 comprennent une augmentation de 1,5 M\$ de la participation d'Aecon dans Derech Eretz, le concessionnaire de l'autoroute transisraélienne. L'acquisition de cette participation supplémentaire a été financée au moyen d'un prêt consenti par d'autres actionnaires de Derech Eretz à un taux d'intérêt annuel de 6 %.

Activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont élevés à 54,6 M\$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2006, contre 25,7 M\$ en 2005. Cette augmentation est attribuable dans une large mesure (39,3 M\$) à la quote-part proportionnellement consolidée du financement du projet du nouvel aéroport de Quito qui revient à Aecon. En outre, une somme de 10,0 M\$ a été prélevée sur la facilité à terme renouvelable de la société afin de financer les activités courantes. De plus, avant la conclusion des ententes financières, l'exploitation de l'aéroport actuel a généré un produit net d'exploitation de 4,7 M\$, lequel servira à financer la construction du nouvel aéroport de Quito. Ce produit de 4,7 M\$, qui a été traité comme un avantage incitatif aux fins de l'établissement des états financiers, est inclus dans les produits reportés liés à la concession figurant au bilan de la société au 30 juin 2006 et sera amorti par voie d'imputation aux résultats sur la durée de l'entente de concession du nouvel aéroport.

Pour le semestre terminé le 30 juin 2006, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 57,2 M\$, contre 31,9 M\$ en 2005. Au cours du semestre, Aecon a émis 4 680 000 actions ordinaires pour un produit net de 27,7 M\$ ainsi que des actions ordinaires supplémentaires d'un montant de 1 M\$ à l'exercice d'options sur actions. Les émissions de titres d'emprunt à long terme ont totalisé 49,3 M\$, tandis que les versements sur la dette à long terme se sont chiffrés à 23,8 M\$, ce qui représente un écart net de 25,5 M\$. Au nombre des emprunts figure le financement du projet du nouvel aéroport à Quito (39,3 M\$), qui a été contrebalancé en partie par un versement net de 11,9 M\$ sur l'emprunt à long terme en cours en vertu de la facilité à terme renouvelable de la société. Le montant brut des émissions de titres d'emprunt à long terme et des versements sur la dette à long terme a subi l'incidence d'une série de prélèvements et de versements réalisés aux termes de la facilité de crédit à terme renouvelable de la société. Au cours du premier semestre de 2005, une opération de financement par débentures convertibles de 32,5 M\$ avait été réalisée et avait donné lieu à un produit net de 31,0 M\$.

Les activités de financement qui n'ont généré aucune rentrée de fonds au cours du trimestre comprennent l'augmentation de 64 M\$ des produits reportés découlant de l'acquisition des droits de concessionnaire liés à l'aéroport international de Quito.

La capacité de cautionnement d'Aecon demeure suffisante pour répondre à ses besoins. Toutefois, la capacité de cautionnement et la fixation des prix sont des questions toujours contraignantes pour l'ensemble de l'industrie, auxquelles Aecon n'échappe pas. Les initiatives décrites ci-dessus visant à améliorer la situation de trésorerie d'Aecon se sont répercutées favorablement sur sa capacité de cautionnement. Au 30 juin 2006, Aecon disposait toujours d'une importante capacité de cautionnement. En outre, Aecon est l'un des rares entrepreneurs au Canada à avoir été en mesure de garantir sa capacité de fournir une assurance contre défaillance de l'entrepreneur, laquelle peut remplacer les garanties dans le cadre de certains projets et ainsi réduire, dans l'ensemble, la dépendance d'Aecon à l'égard des cautionnements.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Aucune nouvelle norme comptable canadienne n'a été adoptée en 2006 aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Responsabilité de la direction

La direction de la société maintient des systèmes d'information et des contrôles et procédures de communication de l'information appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et diffusée à l'externe est complète, fiable et à jour. Le chef de la direction et le chef des finances de la société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la société (au sens de la Norme multilatérale 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) pour la période terminée le 30 juin 2006, et ils ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces.

Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2005, la société avait des engagements totalisant 172,8 M\$ à l'égard de matériel et de locaux détenus en vertu de contrats de location-exploitation prévoyant des paiements minimaux et des obligations de remboursement du capital au titre de la dette à long terme (y compris les débetures convertibles décrites à la note 11 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2005). Les seuls changements importants survenus depuis se composent des emprunts d'environ 39 M\$ contractés relativement au projet d'aéroport international de Quito, du remboursement de quelque 12 M\$ de la dette aux termes d'une facilité de crédit à terme renouvelable et de la conversion de certaines débetures convertibles en capitaux propres, dont le détail figure à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires du deuxième trimestre de 2006.

Au 30 juin 2006, Aecon était liée par des obligations contractuelles visant le respect des contrats de construction en cours. Les produits à tirer de ces contrats se chiffraient à 909 M\$, c'est-à-dire le montant inscrit au carnet de commandes, soit 812 M\$, majoré d'un montant de 97 M\$ représentant la quote-part des produits revenant à Aecon, qui sont associés au projet d'aéroport de Quito et qui ne sont pas pris en compte dans le carnet de commandes présenté.

Arrangements hors bilan

Relativement à ses activités menées par l'entremise de ses coentreprises en Inde et en Israël, Aecon a fourni diverses garanties financières et garanties d'exécution ainsi que des lettres de crédit, qui sont décrites à la note 6 afférente aux états financiers consolidés. En plus des arrangements hors bilan qui pourraient découler des activités d'Aecon menées par l'entremise des coentreprises en Inde et en Israël (incluant Derech Eretz), Aecon détient dans ces deux coentreprises un placement net inscrit au bilan (soit sa part de l'actif total de ces coentreprises, moins le passif total) d'environ 13 M\$ et 50 M\$, respectivement. Ces coentreprises internationales peuvent être exposées à des risques et à des incertitudes, notamment à ceux associés aux facteurs internationaux et aux territoires étrangers, comme il est mentionné dans le rapport de gestion annuel de 2005. Les notes 2 et 11 afférentes aux états financiers consolidés du trimestre terminé le 30 juin 2006 fournissent plus de détails sur les diverses garanties financières, garanties d'exécution et lettres de crédit émises à l'égard des activités d'Aecon à Quito et sur les placements connexes.

Aucun changement important n'est survenu dans la situation de capitalisation des régimes de retraite d'Aecon au cours du premier semestre de 2006. Les régimes à prestations déterminées d'Aecon sont décrits en détail à la note 19 afférente aux états financiers consolidés de 2005 de la société.

De temps à autre, Aecon conclut des contrats à terme et recourt à d'autres opérations de couverture du change pour gérer son exposition à la variation des taux de change liée aux opérations libellées en monnaies autres que le dollar canadien. Au 30 juin 2006, la société détenait des contrats en cours pour la vente d'un montant net de 5,9 M\$ US (vente de 3,6 M\$ US au 31 décembre 2005) ne donnant lieu à aucun gain de change net non réalisé (gain de change net non réalisé de 0,2 M\$ en 2005). Le gain de change net non réalisé (la perte) représente le montant estimatif que la société aurait reçu si elle avait mis fin aux contrats à la fin des périodes respectives. Les instruments financiers sont présentés plus en détail à la note 21 afférente aux états financiers consolidés de 2005.

Aux termes de contrats d'acquisition antérieurs, la société pourrait devoir faire des versements de capacité de gain supplémentaires d'un montant total de 0,5 M\$ de plus si certains objectifs de rendement financier étaient atteints.

Opérations entre apparentés

Aecon reçoit de temps à autre un soutien financier d'Hochtief AG, son principal actionnaire, et de ses filiales (« Hochtief »). En mars 2006, la débenture subordonnée convertible auparavant en circulation de 7,7 M\$ a été convertie en titres de capitaux propres, comme il a été décrit à la note 5 afférente aux états financiers consolidés, et un emprunt à court terme non garanti de 2,5 M\$ a été remboursé le 13 janvier 2006, comme il est décrit à la note 13 c) afférente aux états financiers consolidés. Hochtief AG a fourni des garanties totalisant 24,8 M\$ en vue de soutenir les obligations financières et les obligations liées à l'exécution du projet hydroélectrique de Nathpa Jhakri en Inde, dans lequel Aecon a une participation de coentrepreneur.

Aecon et Hochtief sont aussi partenaires dans une coentreprise formée pour réaliser un projet hydroélectrique au Québec. D'autres informations sur les opérations et les soldes entre apparentés figurent à la note 13 afférente aux états financiers consolidés.

Estimations comptables critiques

Le lecteur est invité à lire l'analyse des estimations comptables critiques figurant dans les notes afférentes aux états financiers consolidés de 2005 de la société.

Données sur les actions en circulation

Aecon est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires. Le tableau qui suit présente des détails sur les actions ordinaires en circulation et les titres convertibles en actions ordinaires.

(en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions)

	30 juin 2006	8 août 2006
Nombre d'actions ordinaires en circulation	38 283 175	38 283 175
Capital libéré sur les actions ordinaires en circulation ¹⁾	133 247 \$	133 247 \$
Titres en circulation échangeables ou convertibles en actions ordinaires :		
Nombre d'options sur actions en cours	1 350 000	1 350 000
Nombre d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice d'options sur actions	1 350 000	1 350 000
Augmentation du capital libéré à l'exercice d'options sur actions	8 216 \$	8 216 \$
Montant du capital des débentures convertibles en circulation (se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés de la société)	59 574 \$	59 574 \$
Nombre d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion de débentures convertibles	8 276 316	8 276 316
Augmentation du capital libéré à la conversion de débentures convertibles	59 574 \$	59 574 \$

1) Comme il est précisé à la note 7 afférente aux états financiers consolidés de la société, conformément aux recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, le capital-actions a été réduit de 1,1 M\$ pour tenir compte des prêts non remboursés destinés à l'achat d'actions consentis aux employés.

PERSPECTIVES

Aecon nourrit pour 2006 les mêmes attentes qu'à la fin du premier trimestre, soit un retour à la rentabilité au cours de l'exercice, résultant essentiellement de l'amélioration des marges d'exploitation.

Pour ce qui est de son secteur des infrastructures, la société s'attend toujours à un autre exercice solide pour les activités de construction de routes menées en Ontario. Le carnet de commandes, que sont venus garnir d'importants contrats attribués au cours de l'exercice, demeure volumineux et, stimulé par la tendance à la hausse de ses marges, ce secteur devrait voir son apport au bénéfice augmenter en 2006.

Dans le secteur des activités liées aux services publics, les assises solides conférées par les partenariats qu'a noués Aecon avec Union Gas et Expertech laissent entrevoir une amélioration de l'apport de ces activités au bénéfice de 2006. De plus, tablant sur le succès qu'elle a obtenu plus tôt cette année en décrochant de nouveaux contrats de construction de tunnels dans la région du Grand Toronto, Aecon s'attend à ce que l'apport au bénéfice de ses activités de génie civil lourd soient à la même hauteur qu'en 2005.

Le secteur de la construction civile en Alberta ne devrait contribuer que légèrement au bénéfice au cours de son premier exercice sur ce marché. Néanmoins, les premiers indices laissent présumer que le retour de la société sur ce marché est porteur d'un immense potentiel à court terme. Trois nouveaux projets au moins ont de bonnes chances d'être lancés avant la fin de l'exercice.

Compte tenu de l'achèvement du projet hydroélectrique Eastmain et de la décision de la société de réduire le nombre de soumissions présentées pour des travaux de construction civile au Québec, la contribution au bénéfice des activités de génie civil menées dans cette province devrait être modeste et provenir surtout du règlement de réclamations présentées au cours d'exercices précédents. Au cours du deuxième semestre de l'exercice, l'équipe chargée des travaux de génie civil au Québec concentrera ses efforts sur la résolution des questions non réglées avec le client dans le cadre du projet Eastmain. La direction persiste à croire que la contrepartie unissant Aecon et Hochtief réussira à recouvrer la valeur des ordres de modification non tarifés survenus au fil du projet.

Sur le plan international, Aecon continue de se concentrer avant tout sur la construction du nouvel aéroport de Quito, en Équateur, (dont les ententes financières ont été conclues au cours du deuxième trimestre) et sur le prolongement de l'autoroute transisraélienne. Les travaux de construction liés au projet de Quito démarreront cette année, mais aucun bénéfice provenant de ces activités ne sera constaté en 2006, car Aecon a pour convention comptable de constater le bénéfice provenant des activités de construction uniquement lorsque les travaux atteignent un seuil d'avancement suffisant pour en établir les résultats probables (généralement lorsque le projet est réalisé dans une proportion de 20 %) dans le cas des contrats d'envergure s'échelonnant sur plusieurs années.

La reprise amorcée en 2005 dans le secteur des bâtiments suit son cours, et tout porte à croire qu'Aecon sera en mesure d'améliorer ses marges bénéficiaires et d'accroître l'apport au bénéfice en 2006, et ce, malgré la baisse prévue des produits.

L'apport au bénéfice des travaux réalisés par le secteur des bâtiments sur le marché du Grand Toronto (la plus grande région du secteur) devrait s'accroître en 2006, en partie grâce aux vigoureux résultats dégagés par les travaux d'Aecon liés à l'aéroport international de Pearson et à l'Université de Guelph et grâce au règlement de réclamations relatives à certains projets.

Comme il est mentionné dans le rapport de gestion du premier trimestre, l'apport global au bénéfice des autres unités fonctionnelles du secteur des bâtiments devrait se rapprocher de celui enregistré en 2005. Certaines unités afficheront une légère augmentation de leur apport au bénéfice, tandis que d'autres enregistreront une faible diminution.

Les perspectives pour le secteur de la construction industrielle sont de plus en plus encourageantes, et Aecon s'attend à une progression importante de ses activités de fabrication et des activités menées sur le marché de l'Ouest canadien et du Canada atlantique.

Les activités menées dans l'Ouest canadien devraient encore dégager de bons résultats cette année. On s'attend que leur contribution au bénéfice soit meilleure que l'an dernier, l'amélioration des marges bénéficiaires et la renégociation de deux contrats majeurs devant plus que compenser le fléchissement temporaire du volume de travaux. Cette diminution du volume de travaux par rapport à l'an dernier, attribuable au fait que d'importants travaux de remise en état avaient été exécutés l'an dernier à des installations ayant été endommagées par un incendie, devrait être moins importante que prévue au départ et, à long terme, les volumes de ce secteur devraient suivre une tendance à la hausse.

Le vent semble avoir tourné pour les activités de fabrication menées sur les marchés de l'Ontario et du Canada atlantique qui, après avoir subi des pertes en 2005, devraient contribuer au bénéfice en 2006.

Aecon s'attend à ce que l'apport au bénéfice de ses activités de construction industrielle menées sur le marché de l'Ontario soit fort appréciable cette année encore, quoique légèrement inférieur à celui de 2005, qui avait été considérable. Le marché de la construction industrielle en Ontario demeure fort. Déjà en pleine croissance, le carnet de commandes d'Aecon dans ce secteur pourrait fort bien atteindre un sommet en 2006, grâce notamment aux initiatives mise en œuvre par la province afin d'accroître la capacité de production énergétique sur son territoire, et au projet de redémarrage de la centrale nucléaire Bruce Power.

IST continuer d'évoluer dans un environnement prometteur offrant un vaste potentiel de ventes. Toutefois, ces ventes ne se concrétisent pas aussi rapidement que prévu, de sorte qu'Aecon s'attend à une chute des produits en 2006 et à la comptabilisation d'une perte nette pour IST.

Les placements d'Aecon classés dans son secteur des concessions continuent de prendre de la valeur, mais cette plus-value ne sera reflétée dans les résultats que lorsque certaines étapes des projets auront été franchies. Par exemple, le bénéfice provenant de la participation d'Aecon dans la concession de l'autoroute transisraélienne ne sera pris en compte dans les états financiers qu'au moment où débutera le versement des dividendes, ce qui ne devrait pas se produire avant un certain temps, ou au moment où une partie de la participation sera vendue. Dans le cas de la participation de concessionnaire d'Aecon dans le projet d'aéroport international de Quito, le bénéfice tiré de l'exploitation du nouvel aéroport ne sera pas inscrit dans les états financiers de la société avant la mise en service de l'aéroport en 2010.

Le gain modique que nous prévoyons dégager des activités d'exploitation de l'aéroport actuel de Quito en 2006 et les montants obtenus sur les activités d'exploitation des autres concessions en Israël et au Canada ne devraient pas compenser les frais généraux et autres frais engagés dans ce secteur. Toutefois, nous nous attendons à une amélioration des résultats liés à l'aéroport actuel de Quito pendant le reste de la période de construction.

Le débit de circulation sur l'autoroute transisraélienne continue d'augmenter, comme prévu. La construction du prolongement nord de l'autoroute ne devrait toutefois pas débuter avant 2007.

Le carnet de commandes d'Aecon, qui se chiffrait à 804 M\$ au 30 juin 2006, était de 274 M\$ supérieur à celui enregistré à la même date l'an dernier et de 227 M\$ supérieur à celui enregistré à la fin de l'exercice. Ces hausses sont attribuables aux secteurs des infrastructures et de la construction industrielle, lesquels ont neutralisé la baisse enregistrée par le secteur des bâtiments. Le carnet de commandes comprend un montant de 133 M\$ associé au projet de construction du nouvel aéroport de Quito. Bien que la part de 50 % qui revient à Aecon au titre des produits tirés des activités de construction liées à ce projet soit estimée à 230 M\$, le montant inscrit dans le carnet de commandes a été réduit pour tenir compte du fait que, comme la société a une participation de coentrepreneur dans la concession pour laquelle sont exécutés les travaux de construction du nouvel aéroport, elle ne peut inscrire au carnet de commandes des produits tirés de travaux réalisés pour son propre compte.

Les produits à tirer du nombre croissant d'ententes de partenariat et d'ententes de fournisseur privilégié d'Aecon, en vaste majorité dans les secteurs des activités de construction industrielle et des activités liées aux services publics, occupent une place considérable dans les perspectives d'Aecon, sans toutefois être pris en compte dans le carnet de commandes. Ainsi, comme il a été mentionné plus haut dans le présent rapport de gestion, le carnet de commandes réel d'Aecon est plus important que celui qui est présenté à l'externe.

Dans l'ensemble, la direction continue de croire que la vigueur constante des principaux marchés d'Aecon et les améliorations apportées à l'exploitation de la société se traduiront par une augmentation des marges bénéficiaires et un bénéfice net positif pour Aecon en 2006.

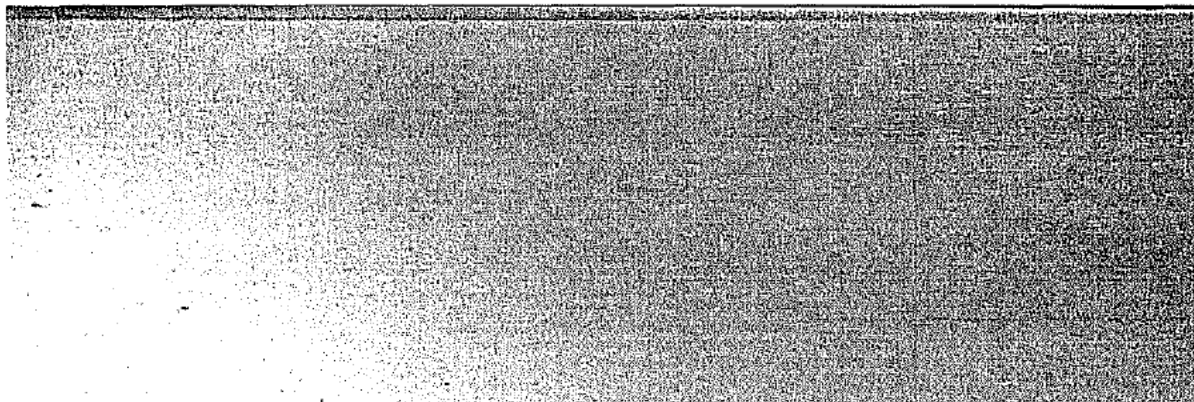
INFORMATIONS FINANCIÈRES DE NATURE PROSPECTIVE

À plusieurs endroits dans le présent rapport de gestion, ainsi que dans d'autres rubriques du présent document, la direction exprime sa position à l'égard des résultats futurs d'Aecon. Ces énoncés de nature prospective sont fondés sur les données actuellement disponibles relativement à la concurrence, à la situation financière, à la conjoncture économique et aux plans d'exploitation, mais font intervenir certains risques et incertitudes. Les résultats, le rendement ou les réalisations d'Aecon pourraient différer de ceux qui sont exposés explicitement ou implicitement dans les présentes en raison de nombreux facteurs, dont les suivants : la capacité de la coentreprise d'Eastmain de recouvrer la pleine valeur des ordres de modification sans prix fixe, les intentions incertaines d'Hochtief, la non-réalisation des objectifs relatifs au projet de l'aéroport de Quito, des volumes inférieurs aux prévisions dans l'Ouest canadien et l'incapacité d'IST à décrocher le nombre de contrats prévus. Des précisions au sujet des facteurs de risques sont données dans la section « Facteurs de risques » de la notice annuelle déposée le 31 mars 2006 sur le site www.sedar.com. Les énoncés de nature prospective comprennent de l'information concernant les résultats d'exploitation et la situation financière futurs éventuels ou présumés d'Aecon, ainsi que des énoncés précédés, suivis ou comprenant des termes tels que « est d'avis », « prévoit », « estime », « a l'intention de », « devrait » ou d'autres expressions similaires. D'importants facteurs, outre ceux qui ont été présentés dans le présent document, pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs d'Aecon, et ces résultats pourraient être considérablement différents de ceux qui ont été présentés dans les énoncés de nature prospective.

Groupe Aecon Inc.

États financiers consolidés

30 juin 2006 et 2005



Avis au lecteur

La direction de Groupe Aecon Inc. est responsable de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires ci-joints. Ces états ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et, de l'avis de la direction, ils donnent une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société.

Ces états financiers intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'un examen par un vérificateur. Ils sont non vérifiés et renferment tous les ajustements habituels et récurrents que la direction a jugés nécessaires pour donner une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie consolidés.

Le président du conseil et chef de la direction, (signé) Jean M. Beck

Le président et chef des finances, (signé) Scott C. Balfour

Groupe Aeon Inc.
 Bilans consolidés

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 342 \$	27 002 \$
Trésorerie soumise à restrictions	8 327	7 500
Titres négociables soumis à restrictions et dépôts à terme	14 703	15 318
Comptes débiteurs	140 109	135 005
Retenues de garantie à recevoir	61 914	66 583
Coûts reportés des contrats et produits non facturés	83 019	82 058
Stocks	9 218	7 186
Charges payées d'avance	7 524	1 763
	374 156	342 415
Immobilisations corporelles	53 886	56 116
Actifs d'impôts futurs	20 100	20 100
Droits de concessionnaire (notes 2 et 8)	60 145	-
Placement à long terme (note 3)	42 733	41 273
Autres actifs	37 824	44 518
	608 844 \$	504 422 \$

Groupe Aecon Inc.
Bilans consolidés (suite)

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Passif		
Passif à court terme		
Dette bancaire	8 787 \$	8 312 \$
Comptes créditeurs et charges à payer	153 295	166 594
Retenues de garantie à payer	34 715	38 021
Produits reportés	37 464	29 274
Impôts sur les bénéfices à payer	678	1 779
Passifs d'impôts futurs	25 510	26 275
Partie à court terme de la dette à long terme	4 846	6 228
Emprunt auprès d'un apparenté (note 13 c) et d))	-	2 500
Déventures convertibles (note 5)	-	7 676
	265 295	286 659
Dette à long terme (note 2 e))	67 032	35 671
Autres passifs	2 922	2 971
Autres passifs d'impôts	13 814	13 634
Produits reportés liés à la concession (note 2 b) et 8)	68 735	-
Déventures convertibles (notes 5 et 7)	59 574	59 159
	477 372	398 094
Engagements et éventualités (note 14)		
Capitaux propres		
Capital-actions (note 7)	133 247	95 985
Surplus d'apport (note 5)	996	361
Déventures convertibles (notes 5 et 7)	4 146	4 982
Bénéfices non répartis (déficit)	(6 917)	5 000
	131 472	106 328
	608 844 \$	504 422 \$

Approuvé par le Conseil :

(signé) Jean M. Beck, administrateur

(signé) Scott C. Balfour, administrateur

Groupe Aecon Inc.
 États consolidés des résultats
 Trimestres terminés les 30 juin 2006 et 2005

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

	2006	2005
Produits	258 739 \$	282 978 \$
Coûts et charges	241 149	265 050
	17 590	17 928
Frais de commercialisation, frais généraux et frais d'administration	13 802	11 857
Pertes de change	1 037	625
Gain à la vente d'actifs	(80)	(989)
Amortissement	1 956	1 968
Intérêts débiteurs, montant net	1 805	2 542
	18 520	16 003
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(930)	1 925
Impôts sur les bénéfices (note 4)		
Impôts exigibles	58	255
Bénéfice net (perte) du trimestre	(988) \$	1 670 \$
Résultat par action (note 7)		
Résultat de base	(0,03) \$	0,06 \$
Résultat dilué	(0,03) \$	0,05 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 7)		
Résultat de base	36 664 586	29 279 582
Résultat dilué	38 073 526	32 992 960

Groupe Aecon Inc.
États consolidés des résultats
Semestres terminés les 30 juin 2006 et 2005

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

	2006	2005
Produits	459 314 \$	455 850 \$
Coûts et charges	435 347	432 820
	23 967	23 030
Frais de commercialisation, frais généraux et frais d'administration	26 811	24 571
Pertes de change	994	538
Gain à la vente d'actifs	(77)	(1 012)
Amortissement	3 796	3 734
Intérêts débiteurs, montant net	4 180	4 278
	35 704	32 109
Perte avant impôts sur les bénéfices et élément extraordinaire	(11 737)	(9 079)
Impôts sur les bénéfices (note 4)	198	1 085
Impôts exigibles	(11 935)	(10 164)
Perte avant élément extraordinaire	-	3 444
Gain extraordinaire, déduction faite des impôts sur les bénéfices (note 12)	(11 935) \$	(6 720) \$
Perte nette du semestre		
Résultat par action avant élément extraordinaire (note 7)		
De base	(0,35) \$	(0,35) \$
Dilué	(0,35) \$	(0,35) \$
Résultat net par action (note 7)		
De base	(0,35) \$	(0,23) \$
Dilué	(0,35) \$	(0,23) \$
Nombre moyen d'actions en circulation (note 7)		
Résultat de base	33 755 034	29 292 929
Résultat dilué	36 072 150	33 031 797

Groupe Aecon Inc.
 États consolidés du déficit
 Trimestres terminés les 30 juin 2006 et 2005

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	2006	2005
Déficit au début du trimestre	(5 939) \$	(2 272) \$
Ajouter (déduire) :		
Bénéfice net (perte) du trimestre	(988)	1 670
Intérêts reçus sur les prêts destinés à l'achat d'actions (note 7)	10	6
Déficit à la fin du trimestre	(6 917) \$	(596) \$

Groupe Aecon Inc.
États consolidés des résultats (déficit)
Semestres terminés les 30 juin 2006 et 2005

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	2006	2005
Bénéfices non répartis au début du semestre	5 000 \$	6 111 \$
Ajouter (déduire) :		
Perte nette du semestre	(11 935)	(6 720)
Intérêts reçus sur les prêts destinés à l'achat d'actions (note 7)	18	13
Déficit à la fin du semestre	(6 917) \$	(596) \$

Groupe Aecon Inc.
États consolidés des flux de trésorerie
Trimestres terminés les 30 juin 2006 et 2005

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	2006	2005
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte) du trimestre	(988) \$	1 670 \$
Éléments hors trésorerie		
Amortissement	1 956	1 968
Gain à la vente d'actifs	(80)	(989)
Amortissement de frais de financement reportés	169	454
Perte de change non réalisée	984	690
Intérêts hors trésorerie sur les autres passifs d'impôts	90	90
Intérêts théoriques représentant la désactualisation	208	235
Charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées	(151)	207
Rémunération à base d'actions	222	39
	2 410	4 364
Variation des autres soldes liés à l'exploitation (note 8)	(29 440)	(38 854)
	(27 030)	(34 490)
Activités d'investissement		
Augmentation des soldes de trésorerie soumise à restrictions	(827)	(10 821)
Augmentation des titres négociables soumis à restrictions et dépôts à terme	(182)	(1 784)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(367)	(900)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	366	1 546
Acquisition (note 12)	(192)	(192)
Accroissement des droits de concessionnaire (notes 2 c) et 8)	(909)	-
Augmentation des autres actifs	(4 548)	(1 670)
	(6 659)	(13 821)
Activités de financement		
Augmentation de la dette bancaire	816	41
Emprunt à court terme auprès d'un apparenté (note 13 d))	-	3 060
Émission de titres d'emprunt à long terme (note 2 e))	49 300	22 974
Versements sur la dette à long terme	(1 305)	(1 342)
Augmentation des produits reportés liés à la concession	4 735	-
Émission de capital-actions (note 7)	1 080	990
Intérêts reçus sur les prêts destinés à l'achat d'actions	10	6
	54 636	25 669
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	20 947	(22 642)
Incidence du taux de change sur les soldes de trésorerie	(349)	155
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début du trimestre	28 744	42 686
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin du trimestre	49 342 \$	20 199 \$
Renseignements supplémentaires (note 8)		

Groupe Aecon Inc.
États consolidés des flux de trésorerie (suite)
Semestres terminés les 30 juin 2006 et 2005

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	2006	2005
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Perte nette du semestre	(11 935) \$	(6 720) \$
Éléments hors trésorerie		
Amortissement	3 796	3 734
Gain à la vente d'actifs	(77)	(1 012)
Amortissement de frais de financement reportés	337	537
Gain extraordinaire (note 12)	-	(4 122)
Perte de change non réalisée	1 024	742
Intérêts hors trésorerie sur les autres passifs d'impôts	180	180
Intérêts théoriques représentant la désactualisation	442	379
Charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées	(306)	368
Impôts sur les bénéfices futurs	-	678
Rémunération à base d'actions	635	79
Autres	32	-
	(5 872)	(5 157)
Variation des autres soldes liés à l'exploitation (note 8)	(19 473)	(39 986)
	(25 345)	(45 143)
Activités d'investissement		
Augmentation des soldes de trésorerie soumis à restrictions	(827)	(10 821)
Augmentation des titres négociables soumis à restrictions et dépôts à terme	(88)	(850)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(896)	(1 717)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	553	1 977
Acquisition (note 12)	(192)	(192)
Accroissement des droits de concessionnaire (notes 2 c) et 8)	(909)	-
Accroissement du placement à long terme (notes 3 et 12)	-	(4 348)
Augmentation des autres actifs	(6 909)	(2 775)
Trésorerie acquise à l'acquisition d'une filiale, déduction faite de la contrepartie versée (note 12)	-	1 896
	(9 268)	(16 830)
Activités de financement		
Augmentation (diminution) de la dette bancaire	806	(3 205)
Emprunt à court terme auprès d'un apparenté (note 13 d))	-	3 000
Versements sur l'emprunt à court terme auprès d'un apparenté (note 13 c))	(2 500)	-
Émission de titres d'emprunt à long terme (note 2 e))	49 300	45 948
Versements sur la dette à long terme	(23 815)	(46 906)
Augmentation des produits reportés liés à la concession	4 735	-
Émission de capital-actions (note 7)	28 695	2 004
Intérêts reçus sur les prêts destinés à l'achat d'actions	18	13
Produit net de l'émission de débentures convertibles	-	31 016
	57 239	31 869
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	22 626	(30 104)
Incidence du taux de change sur les soldes de trésorerie	(286)	164
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début du semestre	27 002	50 139
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin du semestre	49 342 \$	20 199 \$
Renseignements supplémentaires (note 8)		

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

1. Principales conventions comptables

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») qui s'appliquent à des états financiers intermédiaires. Ces états ne renferment pas toutes les informations requises en vertu des principes comptables généralement reconnus dans le cas d'états financiers annuels. Par conséquent, les renseignements financiers intermédiaires doivent être lus à la lumière des états financiers annuels de la société. Les renseignements financiers intermédiaires ont été préparés selon les mêmes conventions comptables que celles décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2005. De l'avis de la direction, ces états tiennent compte de tous les ajustements habituels et récurrents qui sont nécessaires pour donner une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie consolidés.

Le secteur canadien de la construction a un caractère saisonnier pour des sociétés comme Aecon, qui exécutent la majorité de leurs travaux (essentiellement la construction de routes et les travaux de services publics) en plein air. Moins de travaux sont ainsi effectués durant les mois d'hiver et au début du printemps qu'à l'été et à l'automne. Par conséquent, les résultats d'exploitation de la société affichent des tendances saisonnières, les produits d'exploitation et le bénéfice dégagés pour le premier semestre de l'exercice étant généralement inférieurs à ceux du second semestre. Les résultats du trimestre et du semestre terminés le 30 juin 2006 ne sont pas forcément représentatifs des résultats prévus pour l'exercice entier ou pour toute autre période à venir.

2. Projet d'aéroport international de Quito

Au 30 juin 2006, la société avait comptabilisé des droits de concessionnaire, comme suit :

Droits de concessionnaire visant l'exploitation de l'aéroport actuel de Quito	64 000	\$
Droits de concessionnaire visant l'exploitation du nouvel aéroport de Quito	16 143	
	<u>80 143</u>	<u>\$</u>

a) Informations générales

La société détient une participation directe de 42,3 % dans la société équatorienne Corporacion Quiport S.A. (la « coentreprise Quiport »), qui a pour principales activités a) la gestion et l'exploitation de l'aéroport international actuel Mariscal Sucre (l'« aéroport actuel de Quito ») jusqu'à sa fermeture et à la mise en service d'un nouvel aéroport et b) la conception, le financement, la construction, l'exploitation et l'entretien du nouvel aéroport international de Quito aux termes d'une entente de concession conclue avec la Corporacion Aeropuerto y Zona Franca del Distrito Metropolitano de Quito (la « CORPAQ »). La participation directe de 42,3 % de la société reflète sa participation de 45,5 % dans la coentreprise Quiport, une fois prise en compte l'incidence de sa quote-part d'un intérêt passif de 7 % attribué à l'un des autres associés au titre de sa participation au projet. En vertu du contrat de concession conclu avec la CORPAQ, la coentreprise Quiport s'est vu attribuer une concession d'une durée de 35 ans débutant le 27 janvier 2006. Au terme de cette période de concession, la CORPAQ redeviendra propriétaire de l'ensemble des installations. Les produits tirés de l'exploitation de l'aéroport actuel de Quito seront réinvestis dans le nouvel aéroport.

Les associés de la société dans la coentreprise Quiport sont les sociétés Andrade Gutierrez Concessoes du Brésil, Airport Development Corporation de Toronto et HAS Development Corporation de Houston, au Texas, laquelle est affiliée avec Houston Airport System. Le concessionnaire est la CORPAQ et les principaux bailleurs de fonds du projet sont Overseas Private Investment Corporation, dont le siège social est aux États-Unis, l'Export-Import Bank of the United States, la Banque interaméricaine de développement et Exportation et développement Canada (l'« EDC ») (collectivement, les « principaux bailleurs de fonds du projet »).

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

La société investira environ 34 000 \$ US dans ce projet. Une tranche de 13 650 \$ US a déjà été investie avant la conclusion des ententes financières et le reste le sera au cours de la période de construction. La société utilisera les bénéfices en trésorerie qu'elle tirera des activités liées à la construction pour financer sa participation dans la coentreprise Quiport.

La coentreprise Quiport a pris en charge l'exploitation de l'aéroport actuel de Quito le 27 janvier 2006, et la conclusion des ententes financières liées au projet est survenue le 28 juin 2006, date à laquelle les principaux bailleurs de fonds du projet ont avancé la première tranche du financement prévu.

Le contrat de construction du nouvel aéroport a été conclu le 22 juin 2005 et les travaux de construction ont été entrepris officiellement le 12 juillet 2006. Le nouvel aéroport de Quito sera construit en vertu d'un contrat d'ingénierie-construction clé en main à prix fixe d'une durée de 51 mois conclu entre la CORPAQ et la Corporation commerciale canadienne (la « CCC »), un organisme d'État canadien. La CORPAQ a attribué le contrat de construction à la coentreprise Quiport. La CCC a donné en sous-traitance la totalité des travaux de construction à la société, à titre de fournisseur canadien, laquelle a à son tour donné en sous-traitance la totalité des travaux de construction à une coentreprise qu'elle détient à parts égales avec la société brésilienne Construtora Andrade Gutierrez (la « coentreprise de construction »). La société sera l'associé chargé de la gestion de la coentreprise de construction.

b) Comptabilisation des activités de l'aéroport actuel de Quito

En guise d'avantage incitatif pour la conception et le financement du nouvel aéroport international de Quito, la coentreprise JV s'est vu attribuer le droit d'exploiter l'aéroport actuel de Quito pendant la période de construction du nouvel aéroport et d'en tirer les bénéfices connexes. Selon les PCGR, une entité qui acquiert un actif « en nature » doit évaluer cet actif à la juste valeur à la date d'acquisition. Par conséquent, la coentreprise Quiport a évalué son droit d'exploitation de l'aéroport actuel de Quito à la juste valeur et a inscrit au bilan un actif incorporel (soit les « droits de concessionnaire »). Une valeur de 64 000 \$ a été attribuée à la part de cet actif qui revient à la société. Ce montant, qui est le résultat d'une estimation provisoire formulée par la direction, sera mis à jour d'ici à la fin de l'exercice, une fois que la direction aura procédé à l'établissement de la juste valeur définitive du droit. Aux fins de l'établissement de cette juste valeur, une évaluation indépendante de l'avantage incitatif sera prise en compte. Quoique, aux fins de l'établissement des états financiers, l'exploitation de la concession ait débuté le 28 juin 2006, les résultats de la période allant du 28 juin au 30 juin n'ont pas été pris en compte dans les résultats d'exploitation du trimestre à l'étude, du fait qu'ils étaient négligeables. La coentreprise Quiport amortira les droits de concessionnaire sur la durée résiduelle du droit d'exploitation de l'aéroport actuel de Quito. Le montant compensatoire représentant le solde des produits reportés liés à la concession (soit la valeur de l'avantage incitatif qu'a reçu la coentreprise Quiport pour concevoir et financer le nouvel aéroport de Quito) sera amorti par voie d'imputation aux résultats sur la durée de l'entente de concession visant le nouvel aéroport de Quito. Par conséquent, le bénéfice tiré de l'exploitation de l'aéroport actuel de Quito, qui sera constaté selon la méthode habituelle (hormis le fait que le bénéfice sera réinvesti dans le nouvel aéroport de Quito), sera réduit du montant correspondant à la charge d'amortissement annuelle liée aux droits de concessionnaire de l'aéroport actuel de Quito.

Au 28 juin 2006, la coentreprise Quiport avait aussi reçu de la CORPAQ des actifs nets totalisant 4 735 \$, soit le montant du produit net qu'elle avait reçu entre la date d'entrée en vigueur de l'entente de concession (le 27 janvier 2006) et la date de la clôture financière (le 28 juin 2006). Ce montant représente un avantage incitatif supplémentaire et il a été classé dans les produits reportés liés à la concession dans les bilans consolidés. Comme c'est le cas des autres produits reportés liés à la concession dont il est question ci-dessus, ce montant sera amorti par voie d'imputation aux résultats sur la durée de l'entente de concession du nouvel aéroport de Quito.

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

c) Comptabilisation des coûts liés au nouvel aéroport de Quito

Des coûts de 16 145 \$ engagés dans le cadre de la construction du nouvel aéroport de Quito ont été comptabilisés à titre de droits de concessionnaire visant l'exploitation du nouvel aéroport. Ce montant comprend des frais de conception reportés de 15 236 \$ qui avaient été classés auparavant dans les autres actifs ainsi que des coûts de construction supplémentaires de 909 \$ engagés par la coentreprise Quiport. Les droits de concessionnaire visant l'exploitation du nouvel aéroport de Quito ne seront amortis qu'une fois la construction du nouvel aéroport de Quito achevée. Par conséquent, aucune charge d'amortissement n'a été comptabilisée pour le trimestre à l'étude.

d) Comptabilisation de la coentreprise Quiport et de la coentreprise de construction

Depuis le 28 juin 2006, la société comptabilise ces participations selon la méthode de la consolidation proportionnelle, en vertu de laquelle elle inscrit au bilan sa quote-part des actifs et des passifs de la coentreprise Quiport et de la coentreprise de construction et inscrit à l'état des résultats sa quote-part des produits et des charges liées à ces coentreprises.

Conformément aux PCGR, la quote-part des produits et du bénéfice de la coentreprise de construction revenant à la société sera réduite de la participation de la société dans la coentreprise Quiport. Le montant des bénéfices ainsi éliminés sera comptabilisé sur la durée de l'entente de concession du nouvel aéroport de Quito. En vertu de la convention comptable de la société concernant les contrats d'envergure s'étendant sur plus d'une année, les bénéfices tirés de ces contrats ne sont constatés que lorsque les travaux atteignent un degré d'achèvement suffisant, soit généralement 20 %, pour permettre de déterminer les résultats probables d'une manière raisonnable. Aucun bénéfice tiré de la construction n'a encore été comptabilisé à l'égard de ce projet.

e) Dette à long terme de la coentreprise Quiport

Au moment de la conclusion des ententes financières relatives au projet d'aéroport international de Quito, les principaux bailleurs de fonds ont avancé à la coentreprise Quiport la somme de 77 291 \$ US pour financer le projet. Les principaux bailleurs de fonds se sont engagés à avancer au total 376 388 \$ US à la coentreprise Quiport. Ce prêt est garanti par les actifs de la coentreprise Quiport et est sans recours envers la société.

Les fonds avancés sont libellés en dollars américains. Le prêt est d'une durée de 15 ans commençant le 28 juin 2006 et est assorti de taux d'intérêt variables et fixes (certains taux variables pouvant être convertis en taux fixes), lesquels se présentent comme suit :

- taux des obligations d'État des États-Unis à 91 jours majoré de 4 % (53 % du financement total devant être accordé);
- TIOL de six mois majoré de 4,5 % (20 % du total du financement total devant être accordé);
- taux de 4,9 % majoré de commissions d'encours de 26,51 % calculés sur les montants versés (17 % du financement total devant être accordé);
- taux de 10,32 % (10 % du financement total devant être accordé).

Le bilan de la société au 30 juin 2006 tient compte de sa quote-part de cette dette, soit 39 254 \$.

Aucun versement sur la dette n'est prévu au cours de la période de construction.

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

D) Garanties

Relativement au projet international d'aéroport de Quito, la société a fourni des lettres de crédit d'un montant de 24 600 \$ (22 000 \$ US) qui se rapportent à ses obligations financières au titre du projet et des lettres de crédit d'un montant de 33 700 \$ (30 200 \$ US) qui se rapportent à diverses garanties pour éventualités. Au nom de la société, Exportation et développement Canada (l'« EDC ») a fourni aux institutions financières émettrices des garanties à l'appui de ces lettres de crédit. Ces garanties demeureront en vigueur jusqu'à ce que les obligations financières aient été remplies et que les conditions sous-jacentes aux garanties pour éventualités aient été remplies ou levées.

En outre, la société et Andrade Gutierrez ont fourni des garanties conjointes et solidaires à l'égard d'obligations d'exécution de 74 800 \$ (67 000 \$ US) liées à la construction et à la concession, ainsi qu'une garantie de paiement anticipé de 83 100 \$ (74 500 \$ US) et une garantie de libération des retenues de garantie de 23 100 \$ (20 700 \$ US). Dans chaque cas, l'EDC a fourni des garanties à l'appui des obligations de la société.

3. Placement à long terme

Au 30 juin 2006, le placement à long terme de 42 733 \$ (41 273 \$ en 2005) correspondait au placement de 25,0 % de la société, comptabilisé au coût, dans Derech Eretz Highways (1997) Ltd. (« Derech Eretz »), société propriétaire des droits de concessionnaire de l'autoroute transisraélienne. Aux termes de l'accord de concession conclu avec l'État d'Israël et de conventions conclues avec les bailleurs de fonds, la société est tenue de faire approuver la vente totale ou partielle de ce placement. En outre, les actionnaires existants détiennent un droit de première option d'achat de ce placement en cas de vente et ont par ailleurs droit à une participation proportionnelle en cas de vente à un tiers. Une convention conclue avec l'État d'Israël prévoit que, en cas d'exercice des options attribuées, la participation de la société dans Derech Eretz sera diluée et ramenée à environ 12 %. Le 24 janvier 2005, la société a accru sa participation dans Derech Eretz, la faisant passer de 22,2 % à 25 %. Le coût d'acquisition de cette participation supplémentaire s'est chiffré à 4 348 \$ (3 500 \$ US). Le 16 février 2006, les actionnaires de Derech Eretz ont acquis certaines options détenues par les bailleurs de fonds aux termes d'une convention conclue avec eux. Les options des bailleurs de fonds auraient permis à ceux-ci d'acquiescer directement auprès des actionnaires existants une partie de leurs titres de capitaux propres et des titres d'emprunt subordonnés du concessionnaire. La quote-part du coût d'acquisition revenant à la société s'est chiffrée à 1 460 \$ (1 250 \$ US) et a été financée au moyen d'un prêt consenti par d'autres actionnaires de Derech Eretz portant intérêt à un taux de 6 % par année et remboursable à même les distributions que Derech Eretz ou la coentreprise de construction mettront à la disposition de la société.

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

4. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices diffère du résultat qui aurait été obtenu si les taux d'imposition combinés fédéral et provincial (Ontario) prévus par la loi au Canada avaient été appliqués au bénéfice avant impôts sur les bénéfices. La différence tient aux éléments suivants :

	Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005
Perte avant impôts sur les bénéfices et éléments extraordinaires	11 737 \$	9 079 \$
Taux d'imposition prévu par la loi	36,1 %	35,1 %
Économie d'impôts prévue	(4 237)	(3 279)
Incidence des éléments ci-dessous sur les impôts sur les bénéfices :		
Provision pour moins-value au titre des actifs d'impôts futurs de l'exercice	3 722	3 832
Écarts entre les taux d'imposition provinciaux et étrangers	86	54
Dépenses non déductibles	268	217
Impôts des grandes sociétés	-	225
Pertes de change	229	103
Pertes de change ne donnant lieu à aucune économie d'impôts	132	-
Autres	(2)	(67)
	4 435	4 364
Charge d'impôts sur les bénéfices	198 \$	1 085 \$

5. Débentures convertibles

Les débentures subordonnées convertibles se répartissent comme suit :

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Composante passif :		
a) Débentures échéant le 30 juin 2006	- \$	7 676 \$
b) Débentures échéant le 2 novembre 2009	28 673	28 474
c) Débentures échéant le 17 mars 2010	30 901	30 685
	59 574 \$	66 835 \$
Classement à titre de :		
Passif à court terme	- \$	7 676 \$
Passif à long terme	59 574	59 159
	59 574 \$	66 835 \$
Composante capitaux propres :		
a) Débentures échéant le 30 juin 2006	- \$	836 \$
b) Débentures échéant le 2 novembre 2009	1 990	1 990
b) Débentures échéant le 17 mars 2010	2 156	2 156
	4 146 \$	4 982 \$

- a) En mars 2006, le principal actionnaire de la société a exercé son option de conversion de titres d'emprunt convertibles d'une valeur nominale de 7 731 \$ en 2 147 566 actions ordinaires, à un prix de conversion de 3,60 \$ l'action.

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

- b) En novembre 2004, la société a émis des débentures subordonnées convertibles non garanties de 30 000 \$ échéant le 2 novembre 2009. Les débentures portent intérêt à un taux annuel de 8,25 % et les intérêts sont payables deux fois l'an. Au gré du porteur, les débentures convertibles peuvent être converties en actions ordinaires en tout temps jusqu'à la date d'échéance à un prix de conversion de 7,50 \$ l'action ordinaire, sous réserve d'ajustements en certaines circonstances. Les débentures convertibles ne sont pas rachetables avant le 2 novembre 2007. À compter de cette date jusqu'à l'échéance, la société peut racheter à son gré les débentures convertibles en totalité ou en partie à la valeur nominale, plus les intérêts courus non versés, à condition que le cours de clôture moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto au cours d'une période prédéterminée précédant le rachat ne soit pas inférieur à 125 % du prix de conversion.

En mars 2005, la société a émis des débentures subordonnées convertibles non garanties de 32 500 \$ échéant le 17 mars 2010. Les débentures portent intérêt à un taux annuel de 8,25 % et les intérêts sont payables deux fois l'an. Au gré du porteur, les débentures convertibles peuvent être converties en actions ordinaires en tout temps jusqu'à l'échéance à un prix de conversion de 7,60 \$ l'action ordinaire, sous réserve d'ajustements en certaines circonstances. Les débentures convertibles ne sont pas rachetables avant le 18 mars 2008. À compter de cette date jusqu'à l'échéance, la société peut racheter à son gré les débentures convertibles en totalité ou en partie à la valeur nominale, plus les intérêts courus non versés, à condition que le cours de clôture moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto au cours d'une période prédéterminée précédant le rachat ne soit pas inférieur à 125 % du prix de conversion.

À certaines conditions, la société aura le droit de rembourser le capital en cours des débentures convertibles, à la date d'échéance ou de rachat, en émettant des actions ordinaires. Elle aura également la possibilité de s'acquitter de son obligation de verser des intérêts en émettant et en vendant de nouvelles actions ordinaires au moyen d'un placement privé. De plus, elle aura la possibilité, à condition d'obtenir le consentement préalable des détenteurs, de régler ses obligations lors de la conversion au moyen d'un paiement en espèces de valeur égale.

Aux fins de l'établissement de la composante passif et de la composante capitaux propres des débentures convertibles, la valeur comptable du passif financier est initialement déterminée par actualisation du flux des paiements futurs d'intérêts et de capital au taux d'intérêt en vigueur à la date d'émission d'instruments assortis d'une durée et d'un degré de risque similaires. La composante capitaux propres correspond au montant établi en déduisant la composante passif de la valeur comptable de l'instrument hybride.

Les intérêts débiteurs liés aux débentures se composent de l'intérêt calculé sur la valeur nominale des débentures, d'un montant de 62 500 \$ au 30 juin 2006 (70 231 \$ au 31 décembre 2005), d'intérêts théoriques annuels représentant la désactualisation de la valeur comptable des débentures ainsi que de l'amortissement des frais de financement reportés. Les intérêts comptabilisés se répartissent ainsi :

	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005	2006	2005
Intérêts débiteurs sur la valeur nominale	1 278 \$	1 390 \$	2 654 \$	2 217 \$
Intérêts théoriques représentant la désactualisation	207	235	437	379
Amortissement des frais de financement reportés	147	148	294	231
	1 632 \$	1 773 \$	3 385 \$	2 827 \$

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

La composante passif des débentures se répartit comme suit :

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Composante passif financier	58 354 \$	65 249 \$
Intérêts théoriques représentant la désactualisation	1 220	1 586
	59 574 \$	66 835 \$

6. Garanties

La société a des garanties et des lettres de crédit en cours s'élevant à 24 811 \$ (25 668 \$ au 31 décembre 2005) qui se rapportent aux obligations financières et aux obligations liées à l'exécution du projet hydroélectrique de Nathpa Jhakri, en Inde, lesquelles sont également garanties par Hochtief AG (« Hochtief »), société mère du principal actionnaire de la société. La société et Hochtief ont conclu une entente d'indemnisation, selon laquelle la société a convenu de verser à Hochtief tout montant que cette dernière serait tenue de payer en vertu de cette garantie.

En ce qui a trait au projet de l'autoroute transisraélienne, la société a fourni deux garanties conjointes et solidaires, une garantie continue quant au rendement du concessionnaire dans lequel elle détient une participation de 25 % ainsi qu'une garantie contre la fuite de fonds, laquelle est une garantie que fournit au concessionnaire l'exploitant de l'autoroute à péage, dans lequel la société a une participation de 30,60 %. Cette garantie porte sur la perception des droits de péage auprès des usagers de l'autoroute au cours de la période d'exploitation. Ces garanties échoient à la fin de l'accord de concession, soit en 2029. La garantie continue s'élève à 8 100 \$ US (9 041 \$ CA aux taux actuels) (8 100 \$ US ou 9 420 \$ CA au 31 décembre 2005) et est renouvelée en entier chaque année, que des prélèvements aient été effectués ou non. La garantie contre la fuite de fonds est entrée en vigueur lorsque la construction a été terminée et elle est renouvelable annuellement pour un montant de 33 000 NIS majoré de l'indexation cumulée (11 541 \$ CA aux taux actuels) (33 000 NIS majorée de l'indexation cumulée ou 11 397 \$ CA au 31 décembre 2005) ou pour un montant correspondant à 6 % des produits annuels tirés du péage, si ce montant est moins élevé.

Outre ce qui précède, la société a consenti des lettres de crédit de 200 \$ US (223 \$ CA aux taux actuels) à l'appui de certaines exigences en matière de fonds de roulement de l'exploitant de l'autoroute à péage et des lettres de crédit de 2 400 NIS (604 \$ CA aux taux actuels) à l'appui d'un cautionnement de soumission requis par le concessionnaire relativement à la construction d'un prolongement de l'autoroute transisraélienne. La construction de ce prolongement provient d'une convention visant à prolonger l'autoroute et à obtenir des droits de concession dans ce prolongement. La société détient une participation de 25 % dans la construction. La lettre de crédit, garantie par les liquidités, sera en vigueur jusqu'à ce que tout le financement du prolongement soit amassé et que les travaux de construction soient mis en branle.

La société a aussi fourni des garanties d'exécution totalisant 731 \$ (4 965 \$ au 31 décembre 2005) à l'égard de certains autres projets internationaux appuyés par des garanties qu'a émises Exportation et développement Canada à Aecon.

La société a également fourni, dans le cours normal de ses activités, des garanties totalisant 10 182 \$ (10 616 \$ au 31 décembre 2005) à l'appui d'obligations financières et d'obligations liées à l'exécution de contrats visant certains projets nationaux, dont une tranche de 5 339 \$ (5 773 \$ au 31 décembre 2005) est garantie par des liquidités détenues dans des comptes portant intérêt.

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

Aux termes de bon nombre des contrats de coentreprise qu'a conclus la société avec des propriétaires de projets, chaque associé est responsable conjointement et solidairement de l'exécution des contrats. L'inexécution d'un contrat peut résulter de l'incapacité d'un associé à investir des capitaux supplémentaires dans la coentreprise si le projet subit une perte ou des coûts supplémentaires que devrait prendre en charge la société si l'associé n'était pas en mesure de respecter ses engagements contractuels en matière de ressources et de services. Au 30 juin 2006, la valeur des travaux inachevés dont les associés des coentreprises de la société étaient responsables et dont elle pourrait devoir payer les coûts était d'environ 436 416 \$ (142 276 \$ au 31 décembre 2005). Une partie importante de ce montant est garantie par des cautionnements d'exécution. Si la société devait prendre à sa charge les travaux supplémentaires, elle aurait le droit de recevoir la part du montant facturé par l'associé aux propriétaires de projets conformément au contrat de coentreprise.

Au fil du temps, la société a cédé certaines de ses activités. En vertu des conventions de vente, elle pourrait devoir indemniser l'acheteur pour des obligations liées à des événements qui se sont produits avant la conclusion de la vente et qui sont associés notamment à des questions fiscales et à des questions liées à l'environnement, à des litiges, à l'emploi ou à des déclarations de la société. La société n'est pas en mesure de déterminer le passif éventuel découlant de ces indemnisations du fait que celles-ci sont tributaires de l'issue d'événements futurs et éventuels dont la nature et la vraisemblance ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Le montant maximal des garanties ne peut cependant pas dépasser le produit de la cession. Dans le passé, la société n'a jamais eu à verser de montants d'indemnisation importants aux termes de ces conventions.

Des détails sur la participation de la société dans le projet d'aéroport international de Quito sont fournis à la note 2 f).

7. Capital-actions

	2006		2005	
	Nombre d'actions émises	Montant	Nombre d'actions émises	Montant
Solde au 1 ^{er} janvier	31 180 609	\$ 95 985	30 524 609	\$ 93 829
Actions ordinaires émises à l'exercice d'options	275 000	990	276 000	1 014
Actions ordinaires émises, moins des frais de 1 500 \$ i)	4 500 000	26 625	-	-
Actions ordinaires émises à la conversion de débentures ii)	2 147 566	8 567	-	-
Solde au 31 mars	38 103 175	132 167	30 800 609	94 843
Actions ordinaires émises, moins des frais de néant i)	180 000	1 080	275 000	990
Solde au 30 juin iii)	38 283 175	\$ 133 247	31 075 609	\$ 95 833

- i) Le 17 mars 2006, la société a émis 4 500 000 actions ordinaires à un prix de 6,25 \$ l'action. Le produit net, déduction faite des honoraires des placeurs pour compte et des frais d'émission, a été d'environ 26 625 \$. Le 18 avril 2006, une option pour attributions excédentaires a été exercée et la société a émis 180 000 actions ordinaires supplémentaires au prix de 6,25 \$ chacune. Par suite de l'exercice de l'option pour attributions excédentaires, le produit net global tiré de ce placement est passé à 27 705 \$.
- ii) Le principal actionnaire de la société a exercé son option de conversion de titres d'emprunt convertibles d'une valeur nominale de 7 731 \$ en 2 147 566 actions ordinaires, à un prix de conversion de 3,60 \$ l'action. En outre, le capital-actions a été augmenté de 836 \$ pour rendre compte de la composante capitaux propres des débentures convertibles qui, auparavant, avait été classée comme composante distincte des capitaux propres.

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

iii) Conformément aux recommandations de l'ICCA en matière de comptabilisation des prêts non remboursés destinés à l'achat d'actions consentis à des employés, ces prêts, sauf en certaines circonstances, doivent être présentés en déduction des capitaux propres. Par conséquent, des prêts totalisant 1 084 \$ (857 \$ en 2005) sont présentés en déduction du capital-actions. Des intérêts de 10 \$ et de 18 \$ après impôts sur les bénéfices perçus sur ces prêts au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 juin, respectivement (6 \$ et 13 \$ pour les périodes respectives de 2005), sont comptabilisés dans les capitaux propres à titre d'opération portant sur les capitaux propres.

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires.

Aux termes d'une convention ayant trait au consentement de cautionnement relatif au projet d'aéroport international de Quito, la société ne peut verser plus que 10 000 \$ de dividendes au total par exercice.

Le 21 juin 2005, les actionnaires de la société ont approuvé un nouveau régime d'options sur actions (le régime d'options sur actions de 2005) pour remplacer le précédent régime d'options d'achat d'actions de 1998. Le nombre global d'actions ordinaires émises aux termes du régime de 2005 ne doit pas dépasser 2 500 000. Au 30 juin 2006, 1 100 000 actions ordinaires avaient été émises aux termes du régime de 2005. À l'instar du régime de 1998, chaque émission d'options aux termes du régime de 2005 indique la période pendant laquelle celles-ci peuvent être exercées (laquelle période ne peut en aucun cas excéder 10 ans à compter de la date d'attribution) et prévoit l'échéance des options à la fin de cette période. Le conseil d'administration de la société déterminera la période d'acquisition des droits aux options à la date à laquelle elles seront attribuées. Des renseignements détaillés sur les actions ordinaires émises à l'exercice d'options aux termes du régime de 2005 de même que sur les variations du solde des options en cours sont présentés ci-après.

Régime d'options sur actions de 2005

	Semestre terminé le 30 juin 2006	
	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au 1 ^{er} janvier	100 000 \$	5,51 \$
Options attribuées	1 000 000	6,25
Options en cours au 31 mars	1 100 000	6,18
Options en cours au 30 juin	1 100 000 \$	6,18 \$
Options pouvant être exercées à la fin du semestre	250 000 \$	6,25

Les options en cours aux termes du régime d'options sur actions de 2005 étaient assorties des échéances et des prix d'exercice suivants :

Options attribuées en	Nombre d'actions	Prix d'exercice	Date d'échéance
2005	100 000	5,51 \$	7 novembre 2010
2006	1 000 000	6,25 \$	27 mars 2011

Les options attribuées en 2005 échoient cinq ans après la date d'attribution et sont acquises aux dates anniversaires de l'attribution, à raison de un tiers par année du nombre total d'options sur actions attribuées. Les options attribuées en 2006 échoient cinq ans après la date d'attribution et sont acquises à raison de un quart sur-le-champ et de un quart par année par la suite à la date anniversaire de l'attribution.

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

La société a adopté la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les options attribuées aux salariés après 2001 et elle comptabilise une charge de rémunération à l'émission d'options sur actions aux termes de ses régimes de 1998 et de 2005. La juste valeur est estimée à la date de l'attribution selon le modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes, et la charge de rémunération est amortie sur les trois ans que dure la période d'acquisition des droits sous-jacents aux options. Pour le trimestre terminé le 30 juin 2006, la charge de rémunération a été majorée de 206 \$ (néant en 2005) au titre des options attribuées aux termes du régime d'options sur actions de 2005, et le surplus d'apport a été augmenté du même montant. Pour le semestre terminé le 30 juin 2006, une charge de rémunération de 602 \$ (néant en 2005) a été constatée au titre des options attribuées aux termes du régime d'options sur actions de 2005, et le surplus d'apport a été augmenté du même montant.

La juste valeur a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes et compte tenu des hypothèses suivantes :

	2006
Rendement des actions	0 %
Volatilité projetée	32 %
Taux d'intérêt sans risque	4 %
Durée de vie moyenne pondérée projetée (en années)	3,25

L'attribution d'options aux termes du régime d'options d'achat d'actions de 1998 a pris fin le 21 juin 2005. Toutefois, cette mesure ne touche pas les droits attribués en vertu de ce régime aux porteurs des 250 000 options qui avaient précédemment été émises et qui restent en cours aux termes de ce régime. Des renseignements détaillés sur les actions ordinaires émises à l'exercice des options aux termes du régime de 1998 de même que sur les variations du solde des options en cours sont présentés ci-après.

	2006		2005	
	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au 1 ^{er} janvier	525 000	4,58 \$	1 181 000	4,05 \$
Options exercées	(275 000)	3,60	(276 000)	3,67
Options en cours au 31 mars	250 000	5,66	905 000	4,19
Options exercées	-	-	(275 000)	3,60
Options en cours au 30 juin	250 000	5,66 \$	630 000	4,12 \$
Options pouvant être exercées à la fin de la période	150 000	5,26 \$	446 666	3,69 \$

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2005, des options visant 275 000 actions ont été exercées aux termes du régime d'options d'achat d'actions de 1998. Le capital-actions a été augmenté de 990 \$ pour en tenir compte. Au cours du semestre terminé le 30 juin 2006, 275 000 options ont été exercées (551 000 options en 2005), et le capital-actions a été augmenté de 990 \$ (2 004 \$ en 2005) en conséquence. Les options en cours à l'heure actuelle sont assorties des échéances et des prix d'exercice suivants :

Options attribuées en	Nombre d'actions	Prix d'exercice	Date d'échéance
2003	100 000	4,75	1 ^{er} avril 2008
2004	100 000	6,30	3 août 2009
2004	50 000	6,25	30 novembre 2009

Les options attribuées échoient cinq ans après la date d'attribution et sont acquises aux dates anniversaires de l'attribution, à raison de un tiers par année du nombre total d'options sur actions attribuées.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2006, la charge de rémunération a été majorée de 16 \$ (39 \$ en 2005) au titre des options attribuées aux termes du régime d'options sur actions de 1998, et le surplus d'apport a été augmenté du même montant. Pour le semestre terminé le 30 juin 2006, une charge de rémunération de 33 \$ (79 \$ en 2005) a été constatée au titre des options attribuées aux termes du régime d'options sur actions de 1998, et le surplus d'apport a été augmenté du même montant.

Les calculs du résultat par action sont détaillés ci-dessous. Aux fins du calcul du résultat de base par action, le nombre d'actions ordinaires a été réduit de 1 584 963 actions ordinaires (1 522 063 actions au 30 juin 2006) pour tenir compte des prêts non remboursés destinés à l'achat d'actions consentis à des salariés. Aux fins du calcul du résultat dilué par action, ces actions ont été traitées comme si elles étaient des options.

Trimestres terminés les 30 juin

	2006		
	Bénéfice (perte) (numérateur)	Actions (dénominateur)	Par action
Perte nette par action			
Perte nette du trimestre	(988) \$	36 664 586 \$	(0,03)
Effet des titres dilutifs i) :			
Options	-	1 498 940	-
	(988) \$	38 073 526 \$	(0,03)
			2005
Bénéfice net par action			
Bénéfice net du trimestre	1 670 \$	29 279 582 \$	0,06
Effet des titres dilutifs			
Options	-	1 565 810	-
Débiteures subordonnées convertibles garanties portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,0 %, échéant le 30 juin 2006	83	2 147 568	-
	1 753 \$	32 992 960 \$	0,05

Groupe Aecon Inc.
Notes afférentes aux états financiers consolidés
30 juin 2006 et 2005

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

Semestres terminés les 30 juin	2006		
	Bénéfice (perte) (numé- rateur)	Actions (dénom- nateur)	Par action
Perte nette par action			
Perte nette du semestre	(11 935) \$	33 755 034 \$	(0,35)
Effet des titres dilutifs i) :			
Options	-	1 427 241	-
Déventures subordonnées convertibles garanties portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,0 %, échéant le 30 juin 2006	77	889 875	-
	(11 858) \$	36 072 150 \$	(0,35)
			2005
Perte nette par action			
Perte nette du trimestre	(6 720) \$	29 292 929 \$	(0,23)
Effet des titres dilutifs i) :			
Options	-	1 591 300	-
Déventures subordonnées convertibles garanties portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,0 %, échéant le 30 juin 2006	165	2 147 568	-
	(6 555) \$	33 031 797 \$	(0,23)
			2005
Perte par action avant éléments extraordinaires			
Perte avant les éléments extraordinaires	(10 164) \$	29 292 929 \$	(0,35)
Effet des titres dilutifs i) :			
Options	-	1 591 300	-
Déventures subordonnées convertibles garanties portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,0 %, échéant le 30 juin 2006	165	2 147 568	-
	(9 999) \$	33 031 797 \$	(0,35)

i) Puisque les titres dilutifs auraient pour effet de réduire la perte par action, ils ont été exclus du calcul du résultat dilué par action.

Le résultat de base et dilué par action provenant des éléments extraordinaires a été nul pour le trimestre terminé le 30 juin 2005, tandis qu'il s'est chiffré à 0,12 \$ pour le semestre terminé à cette date. Aucun élément extraordinaire n'a été comptabilisé pour les premier et deuxième trimestres de 2006.

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

8. Renseignements sur les flux de trésorerie

Variation des autres soldes liés à l'exploitation :

	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005	2006	2005
Diminution (augmentation) des éléments suivants :				
Comptes débiteurs	(41 861) \$	(53 913) \$	(5 562) \$	(14 330) \$
Retenues de garantie à recevoir	3 241	(8 675)	4 616	1 871
Coûts reportés des contrats et produits non facturés	(7 289)	(20 387)	(860)	(13 447)
Stocks	(1 295)	(204)	(2 032)	567
Charges payées d'avance	(3 681)	522	(5 795)	(972)
Augmentation (diminution) des éléments suivants :				
Comptes créditeurs et charges à payer	20 503	44 433	(13 311)	10 495
Retenues de garantie à payer	(5 539)	1 843	(3 252)	(5 616)
Produits reportés	7 235	(534)	8 246	(17 410)
Impôts sur les bénéfices à payer	(1 356)	(1 939)	(1 463)	(1 126)
	(29 440) \$	(18 854) \$	(19 473) \$	(39 986) \$

Autres renseignements supplémentaires :

	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005	2006	2005
Intérêts payés au comptant	1 837 \$	1 982 \$	4 171 \$	2 695 \$
Impôts sur les bénéfices payés au comptant	1 597 \$	149 \$	2 409 \$	2 515 \$

Au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 juin 2006, des immobilisations corporelles totalisant respectivement 371 \$ (1 963 \$ en 2005) et 1 137 \$ (2 308 \$ en 2005) ont été acquises et financées au moyen de contrats de location-acquisition.

Les activités d'investissement et de financement du trimestre et du semestre terminés le 30 juin 2006 qui n'ont pas nécessité de sorties de fonds immédiates comprennent l'acquisition, pour un montant de 64 000 \$, des droits de concessionnaire visant l'exploitation de l'aéroport actuel de Quito et l'augmentation du même montant des produits reportés liés à la concession (voir la note 2 b)).

En juin 2006, la contrepartie Quiport a remboursé à la société certains frais de conception reportés, ce qui a donné lieu à une diminution de 15 236 \$ des autres actifs (c.-à-d. la diminution des frais de conception reportés) et à un accroissement des droits de concessionnaire visant l'exploitation du nouvel aéroport de Quito. Ces variations ont toutes deux été traitées comme des éléments hors trésorerie et n'ont pas été constatées dans les états des flux de trésorerie.

En mars 2006, le principal actionnaire de la société a exercé son option de conversion de titres d'emprunt convertibles d'une valeur nominale de 7 731 \$ en 2 147 566 actions ordinaires, à un prix de conversion de 3,60 \$ l'action. En outre, le capital-actions a été augmenté de 836 \$ pour rendre compte de la composante capitaux propres des débiteurs convertibles qui, auparavant, avait été classée comme composante distincte des capitaux propres (notes 5 et 7).

Comme il est décrit à la note 3, les actionnaires de Derech Eretz ont acquis certaines options détenues par les bailleurs de fonds d'un projet. La quote-part du coût d'acquisition revenant à la société a été chiffrée à 1 460 \$ (1 250 \$ US) et a été financée au moyen d'un emprunt consenti par d'autres actionnaires de Derech Eretz.

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

9. Charges liées aux avantages sociaux futurs

Les charges liées aux avantages sociaux futurs pour les trimestre et les semestre terminés les 30 juin se présentent comme suit :

	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2006	2005	2006	2005
Charge au titre des régimes à prestations déterminées				
Régimes de retraite dont la société est le promoteur	477 \$	481 \$	859 \$	856 \$
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées				
Régimes de retraite dont la société est le promoteur	486	490	911	840
Régimes de retraite à employeurs multiples	5 478	6 159	8 918	9 639
Charges liées aux avantages sociaux futurs, montant total	6 441 \$	7 130 \$	10 738 \$	11 425 \$

10. Informations sectorielles et concentration des activités

La société mène des activités dans quatre principaux secteurs isolables de l'industrie de la construction, soit les infrastructures, les bâtiments, la construction industrielle et les concessions. Avant le trimestre à l'étude, la société présentait les résultats de ses activités liées aux concessions (essentiellement sa participation dans le projet d'autoroute transradéenne) dans le secteur des infrastructures. Cependant, depuis la conclusion des modalités financières de l'entente de concession conférant à la société le droit de propriété et d'exploitation de l'aéroport actuel et du nouvel aéroport de Quito, en Équateur, les activités liées à la propriété et à l'exploitation d'installations par voie de concession constituent une part importante de l'ensemble des activités de la société. La catégorie « Siège social et autres » dont il est question ci-après comprend les charges du siège social et les autres activités qui ne sont pas directement attribuables aux secteurs ainsi que les éliminations intersectorielles.

Infrastructures

Ce secteur comprend tous les aspects de la construction et de l'aménagement des infrastructures publiques et privées, y compris des routes et des autoroutes, essentiellement dans la province d'Ontario, ainsi que des routes à péage, des barrages, des tunnels, des ponts, des aéroports, des installations maritimes, des systèmes de transport ainsi que des centrales hydro-électriques au Canada et à l'étranger. Ce secteur englobe l'exploitation minière, la fabrication et la fourniture de produits de bitume et d'agréats ainsi que la construction et l'installation de systèmes de distribution pour les services publics, notamment les réseaux de distribution de gaz naturel, de télécommunications et d'électricité, les réseaux d'aqueduc et d'égout, ainsi que les systèmes de signalisation routière et d'éclairage des autoroutes, essentiellement dans la province d'Ontario. Les services fournis par le secteur des infrastructures comprennent la construction d'ouvrages d'infrastructures civiles d'envergure au Canada et sur une base sélective, au niveau international.

Bâtiments

Ce secteur se spécialise dans la construction et la rénovation d'immeubles d'habitation, d'établissements institutionnels, d'hôpitaux et d'immeubles commerciaux, dont des centres commerciaux, des immeubles de bureaux, des aéroports, des installations récréatives, des établissements d'enseignement, des ambassades et des tours d'habitation en copropriété. Les travaux dans ce secteur sont surtout concentrés au Canada et dans le nord-ouest des États-Unis. Les services comprennent la construction générale, la gestion de construction contre honoraires, la rénovation de bâtiments et la gestion d'installations.

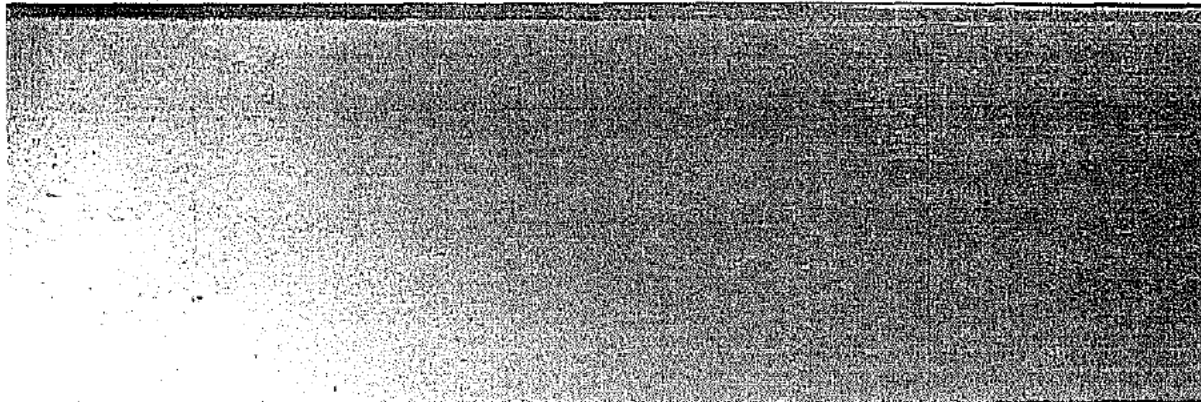
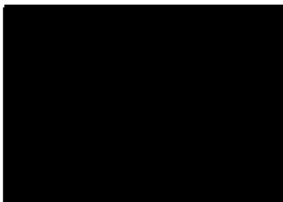
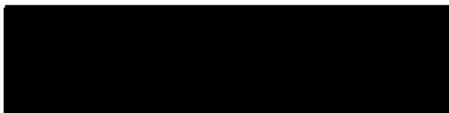
(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

Construction industrielle

Ce secteur comprend toutes les activités de fabrication et de construction industrielle d'Aecon. Ces activités incluent la construction en usine et l'assemblage modulaire dans les secteurs manufacturier, énergétique, pétrochimique, sidérurgique et automobile, notamment la construction de centrales d'énergie de secours, de centrales à combustibles fossiles, de centrales de cogénération d'énergie et de centrales nucléaires en usine de même que la fabrication de canalisations spécialisées de petit et de gros diamètre et la conception et la fabrication de génératrices à vapeur de récupération de chaleur à passage unique pour les industries et les centrales électriques. Quoique les activités de ce secteur soient principalement exercées au Canada et que certains projets soient aussi mis en œuvre aux États-Unis et en Europe, la société vend et installe des génératrices à vapeur à passage unique partout dans le monde par l'entremise d'Innovative Steam Technologies.

Concessions

Ce secteur comprend la conception, l'exploitation et le financement de projets d'infrastructures par voie d'ententes de construction-exploitation-transfert, de construction-possession-exploitation-transfert ou de partenariat entre les secteurs public et privé. Ce secteur se concentre essentiellement sur l'exploitation, la gestion, l'entretien et l'amélioration d'installations dans lesquelles la société détient une participation et qui font l'objet d'une entente de concession. À l'heure actuelle, les participations de concessionnaire de la société comprennent celles dans l'autoroute à péage transisraélienne et dans le projet d'aéroport international de Quito. Ce secteur comprend aussi l'exploitation de l'autoroute 104 dans le Canada Atlantique. De plus, il comprend des activités de développement, par l'entremise desquelles la société recherche des occasions d'affaires et, le cas échéant, trouve, au sein de son organisation et de celles de ses partenaires stratégiques, les ressources nécessaires à la réalisation de projets faisant l'objet d'une entente de concession conclue entre les secteurs public et privé, auxquels la société participe à titre d'investisseur, de constructeur ou d'exploitant.



Groupe Aecon Inc.
Notes afférentes aux états financiers consolidés
30 juin 2006 et 2005

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

Les renseignements par secteur isolable s'établissent comme suit :

30 juin et trimestres terminés à ces dates

	2006				
	Infra-structures	Bâtiments	Construction Industrielle	Concessions	Siège social et autres
Produits	108 408 \$	80 145 \$	67 755 \$	5 009 \$	(2 578) \$
BATA i)	3 213 \$	1 273 \$	2 542 \$	(1 212) \$	(2 995) \$
Amortissement	1 177	85	466	2	226
Bénéfice d'exploitation sectoriel (perte) ii)	2 036 \$	1 188 \$	2 086 \$	(1 214) \$	(3 221) \$
Intérêts et impôts sur les bénéfices					(1 863)
Perte nette					(988) \$
Actif total	216 045 \$	85 048 \$	84 109 \$	180 516 \$	43 126 \$
Actifs incorporels et écart d'acquisition	2 743 \$	2 547 \$	3 750 \$	80 323 \$	- \$
Dépenses en immobilisations	219 \$	14 \$	29 \$	- \$	105 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	3 811 \$	1 273 \$	2 637 \$	(1 212) \$	(4 099) \$

Groupe Aecon Inc.
Notes afférentes aux états financiers consolidés
30 juin 2006 et 2005

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

	2005					
	Infra- structures	Bâtiments	Construction industrielle	Concessions	Siège social et autres	Total
Produits	103 676 \$	108 191 \$	68 690 \$	3 682 \$	(1 261) \$	282 978 \$
BAIIA ii)	5 805 \$	514 \$	2 831 \$	69 \$	(2 784) \$	6 435 \$
Amortissement	1 156	101	493	-	218	1 968
Bénéfice d'exploitation sectoriel (perte)	4 649 \$	413 \$	2 338 \$	69 \$	(3 002) \$	4 467 \$
Intérêts et impôts sur les bénéfices						(2 797)
Bénéfice net						1 670
Actif total	191 108 \$	111 653 \$	67 852 \$	56 475 \$	47 609 \$	474 697 \$
Actifs incorporels et écart d'acquisition	2 676 \$	1 923 \$	3 750 \$	- \$	- \$	8 349 \$
Dépenses en immobilisations	105 \$	41 \$	397 \$	- \$	157 \$	900 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	5 215 \$	514 \$	2 831 \$	69 \$	(4 265) \$	4 364 \$

30 juin et semestres terminés à ces dates

	2006					
	Infra- structures	Bâtiments	Construction industrielle	Concessions	Siège social et autres	Total
Produits	164 305 \$	167 488 \$	120 753 \$	10 608 \$	(3 840) \$	459 314 \$
BAIIA ii)	(271) \$	867 \$	3 469 \$	(1 903) \$	(5 923) \$	(3 761) \$
Amortissement	2 213	198	931	3	451	3 796
Bénéfice d'exploitation sectoriel (perte) ii)	(2 484) \$	669 \$	2 538 \$	(1 906) \$	(6 374) \$	(7 557) \$
Intérêts et impôts sur les bénéfices						(4 378)
Perte nette						(11 935) \$
Dépenses en immobilisations	356 \$	90 \$	271 \$	- \$	179 \$	896 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	236 \$	867 \$	3 554 \$	(1 903) \$	(8 626) \$	(5 872) \$

Groupe Aecon Inc.
Notes afférentes aux états financiers consolidés
30 juin 2006 et 2005

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

	2005				
	Infra- structures	Bâtiments	Construction industrielle	Concessions	Siège social et autres
	Total				
Produits	159 001 \$	185 342 \$	107 714 \$	5 992 \$	(2 199) \$
BALIA i)	3 433 \$	859 \$	910 \$	(1 163) \$	(5 106) \$
Amortissement	2 155	213	933	-	433
Bénéfice d'exploitation sectoriel (perte)	1 278 \$	646 \$	(23) \$	(1 163) \$	(5 539) \$
Intérêts et impôts sur les bénéfices					(5 363)
Perte avant élément extraordinaire					(10 164) \$
Gain extraordinaire					4 122 \$
Impôts sur les bénéfices sur le gain extraordinaire					(678)
Gain extraordinaire, déduction faite des impôts sur les bénéfices					3 444 \$
Perte nette					(6 720) \$
Dépenses en immobilisations	757 \$	114 \$	560 \$	- \$	285 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 550 \$	859 \$	962 \$	(1 163) \$	(8 365) \$

- i. Le BALIA représente le bénéfice ou la perte avant les intérêts, les impôts sur les bénéfices et l'amortissement. Le bénéfice d'exploitation sectoriel (la perte) représente le bénéfice net (la perte) avant les intérêts et les impôts sur les bénéfices. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sont présentés avant la variation des autres soldes liés à l'exploitation. Le BALIA, le bénéfice (la perte) d'exploitation et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation n'ont pas un sens normalisé aux termes des PCGR et sont considérés comme des mesures ne relevant pas des PCGR. Par conséquent, il se peut qu'ils ne soient pas comparables à des mesures semblables que présentent d'autres sociétés. La société a choisi de décrire et de fournir ces mesures afin de transmettre aux actionnaires et aux investisseurs éventuels des renseignements supplémentaires sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.
- ii. Le bénéfice d'exploitation sectoriel (la perte) du secteur de la construction industrielle comprend un bénéfice de 406 \$ tiré de placements comptabilisés à la valeur de consolidation.

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

11. Informations supplémentaires sur la coentreprise Quiport

Conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés, la participation de la société dans la coentreprise Quiport est actuellement comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle, conformément à laquelle la quote-part des actifs, des passifs, des produits et des charges de la coentreprise Quiport qui revient à la société est présentée distinctement dans les états financiers consolidés. Compte tenu de l'incidence importante de la coentreprise Quiport sur les états financiers consolidés de la société et dans le but de fournir des informations supplémentaires sur les activités de cette coentreprise et sur les actifs qui sont donnés en garantie de la dette décrite à la note 2 e), la société a préparé les tableaux suivants, qui fournissent, sur une base consolidée, des données supplémentaires sur les comptes, facilitant ainsi, pour le lecteur, la compréhension des actifs, des bénéfices et des ressources financières sous-jacents de la société.

Bilans consolidés

	30 juin 2006			
	Bilan consolidé, compte non tenu de la coentreprise Quiport	Coentreprise Quiport	Élimination	Bilan consolidé
Actif				
Actif à court terme				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 667 \$	35 675 \$	- \$	49 342 \$
Autres actifs à court terme	316 916	7 898	-	324 814
	330 583	43 573	-	374 156
Immobilisations corporelles	53 886	-	-	53 886
Actifs d'impôts futurs	20 100	-	-	20 100
Droits de concessionnaire	-	80 145	-	80 145
Placement à long terme	42 733	-	-	42 733
Autres actifs	36 069	1 755	-	37 824
Montant à recevoir de la coentreprise Quiport	14 728	-	(14 728)	-
Participation dans la coentreprise Quiport	508	-	(508)	-
	498 607 \$	125 473 \$	(15 236) \$	608 844 \$
Passif				
Passif à court terme				
Dette à long terme	263 047 \$	2 248 \$	- \$	265 295 \$
Montant à payer à Aecon	27 778	39 254	-	67 032
Autres passifs	-	14 728	(14 728)	-
Autres passifs d'impôts	2 922	-	-	2 922
Produits reportés liés à la concession	13 814	-	-	13 814
Débiteures convertibles	-	68 735	-	68 735
	59 574	-	-	59 574
	367 135	124 965	(14 728)	477 372
Capitaux propres				
Capital-actions	133 247	508	(508)	133 247
Surplus d'apport	996	-	-	996
Débiteures convertibles	4 146	-	-	4 146
Déficit	(6 917)	-	-	(6 917)
	131 472	508	(508)	131 472
	498 607 \$	125 473 \$	(15 236) \$	608 844 \$

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

États consolidés des flux de trésorerie

Flux de trésorerie consolidés, compte non tenu de la coentreprise	Semestre terminé le 30 juin 2006			Flux de trésorerie consolidés
	Coentreprise	Élimination		
Quipport	Quipport			
Flux de trésorerie liés aux				
Activités d'exploitation	(19 695) \$	(5 650) \$	- \$	(25 345) \$
Activités d'investissement	(6 604)	(17 900)	15 236	(9 268)
Activités de financement	13 250	59 225	(15 236)	57 239
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(13 049)	35 675	-	22 626
Incidence du taux de change sur les soldes de trésorerie	(286)	-	-	(286)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début du semestre	27 002	-	-	27 002
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin du semestre	13 667 \$	35 675 \$	- \$	49 342 \$

12. Acquisition

Le 24 janvier 2005, la société a acquis la part de son associé dans la coentreprise qui détient une participation de 33,33 % dans une coentreprise de construction chargée notamment de la construction de l'autoroute transisraélienne.

L'acquisition se présente sommairement comme suit :

Actifs nets acquis	
Trésorerie	3 416 \$
Fonds de roulement	533
Comptes débiteurs à long terme	1 693
	<u>5 642 \$</u>
Contrepartie	
Trésorerie	1 520 \$
Gain extraordinaire avant impôts sur les bénéfices	<u>4 122 \$</u>
Impôts sur les bénéfices	678
Gain extraordinaire après impôts sur les bénéfices	<u>3 444 \$</u>

Comme la juste valeur des actifs nets financiers et des actifs nets à court terme acquis dépassait la contrepartie versée, la société a comptabilisé un gain extraordinaire de 4 122 \$ avant impôts sur les bénéfices (3 444 \$ après impôts sur les bénéfices) découlant de cette opération. De plus, comme le montant de la trésorerie acquise de 3 416 \$ dépassait la contrepartie versée de 1 520 \$, la position globale de trésorerie de la société s'est améliorée de 1 896 \$.

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

De plus, la société a accru sa participation dans Derech Eretz Highways (1997) Ltd. (« Derech Eretz »), société propriétaire des droits de concessionnaire de l'autoroute transisraélienne, la faisant passer de 22,2 % à 25 %. Le coût d'acquisition de cette participation supplémentaire s'est chiffré à 4 348 \$ (3 500 \$ US). Des ententes conclues avec l'État d'Israël et les bailleurs de fonds du projet prévoient que, en cas d'exercice de certaines options attribuées à ces parties, la participation de la société dans Derech Eretz serait diluée et ramenée à environ 12 %.

Au cours du deuxième trimestre de 2004, la société a acquis les actifs et les activités de Cegerco CCI Inc., entreprise générale de la région montréalaise spécialisée dans la réalisation et la gestion de projets de construction pour les institutions, les commerces et les entreprises pharmaceutiques. Au cours du deuxième trimestre de 2006, la société a versé 192 \$ (192 \$ au cours du deuxième trimestre de 2005) au titre de l'effet à court terme de 384 \$ comptabilisé relativement à cette acquisition.

13. Opérations et soldes entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés décrites ailleurs dans les notes afférentes aux présents états financiers consolidés, d'autres opérations entre apparentés sommairement décrites ci-après ont été réalisées au cours du trimestre et du semestre à l'étude. Ces opérations sont inscrites à leur valeur d'échange, soit la contrepartie dont ont convenu les parties.

- a) Hochtief, société mère de Hochtief Canada Inc. (« HCI »), a fourni des garanties en vue de soutenir les obligations financières et les obligations liées à l'exécution du projet hydroélectrique de Nathpa Jhakri en Inde, dans lequel la société a une participation de coentreprise (note 6). Au cours du semestre terminé le 30 juin 2006, la société a versé à HCI un montant de 126 \$ (137 \$ en 2005) relativement à ces garanties.
- b) La société et Hochtief sont associées dans une coentreprise concernant le projet de centrale hydroélectrique Eastmain, au Québec.
- c) Le 13 janvier 2006, la société a remboursé à Hochtief un prêt à court terme non garanti de 2 500 \$ que celle-ci lui avait consenti. L'emprunt avait été contracté pour combler une partie des besoins d'apport au fonds de roulement de la société à la coentreprise Eastmain, projet de centrale hydroélectrique situé dans le nord du Québec. Les intérêts courus étaient calculés sur l'encours au taux préférentiel majoré de 1,5 %. Au cours du semestre terminé le 30 juin 2006, la société a versé des intérêts de 39 \$ relativement à ce prêt.
- d) Au 30 juin 2005, la société devait à Hochtief un montant total de 3 000 \$ que celle-ci lui avait consenti sous la forme d'un prêt à court terme non garanti. L'emprunt avait été contracté pour combler une partie des besoins d'apport au fonds de roulement de la société à la coentreprise Eastmain, projet de centrale hydroélectrique situé dans le nord du Québec.
- e) Au cours du semestre terminé le 30 juin 2006, la société a versé à HCI des intérêts de 97 \$ (201 \$ en 2005) relativement aux débentures subordonnées convertibles décrites à la note 5.
- f) Au cours du semestre terminé le 30 juin 2006, la société a perçu un montant de 21 \$ auprès de Hochtief PPP Solutions GmbH au titre de coûts de soumission aux termes d'une entente en vigueur visant à partager ces coûts.
- g) Au mieux de la connaissance de la société, compte tenu des renseignements à sa disposition, et à la lecture de documents publics, une tranche de 800 \$ de l'opération de financement par débentures convertibles de 32 500 \$ réalisée par la société le 17 mars 2005 est détenue par ses dirigeants et ses administrateurs ou par des parties qui leur sont apparentées.

(en milliers de dollars, sauf les données par action) (non vérifiés)

- h) La société a versé des honoraires à un cabinet d'experts-conseils dont l'un des associés est aussi administrateur de la société. Ces honoraires ont totalisé 53 \$ tant pour le trimestre que pour le semestre terminés le 30 juin 2006 (24 \$ pour le trimestre et 50 \$ pour le semestre en 2005).

14. Engagements et éventualités

En juin 2005, le propriétaire du projet de Natipa Jhakri en Inde, Satluj Jal Vidyut Nigam Ltd. (« SJVN ») (auparavant Natipa Jhakri Power Corporation Limited), a informé la coentreprise chargée de la construction du projet, dans laquelle la société détient une participation de 45 %, de son intention d'exiger de la coentreprise des dommages-intérêts liquidés de 27 964 \$ (soit la demande initiale de paiement de SJVN) pour ne pas avoir terminé le projet à temps. Toutefois, comme le retard a été occasionné par différents facteurs qui étaient indépendants de la volonté de la coentreprise et qui ne relevaient pas de sa responsabilité contractuelle, dont une inondation catastrophique en 2002, la coentreprise croit que cette indemnité est injustifiée. De plus, la coentreprise estime que, même dans le cas improbable où elle serait tenue responsable d'une partie du retard (par la voie d'audiences d'arbitrage actuellement en cours), comme celui-ci n'a pas causé de dommages à SJVN, elle ne peut être tenue par la loi de verser des dommages-intérêts. La conclusion de la coentreprise quant à l'inadmissibilité de SJVN à imposer des dommages-intérêts est étayée par deux avis juridiques indépendants. La coentreprise avait déjà présenté contre SJVN des réclamations d'environ 111 664 \$, dont la plus importante partie vise à couvrir les frais de retard de la coentreprise relativement à ces mêmes questions. Ce montant s'ajoute aux 8 773 \$ déjà reçus par la coentreprise et compris dans le bénéfice estimatif de la coentreprise à l'égard de ce projet. En raison de nouvelles constatations soulevées au cours des audiences d'arbitrage, le montant des réclamations a été révisé et se chiffre maintenant à 88 476 \$. Compte tenu de tout ce qui précède, aucune provision n'a été constituée pour l'indemnité de retard et, conformément à la convention comptable de la société précisant que les produits tirés de réclamations ne doivent être constatés qu'une fois ces réclamations réglées, aucun montant n'a été inscrit à titre de recouvrements éventuels découlant de ces réclamations.

Il est à noter que tous les montants mentionnés dans le paragraphe ci-dessus sont le résultat de la conversion de devises en dollars canadiens effectuée au moyen des taux de change en vigueur le 30 juin 2006.

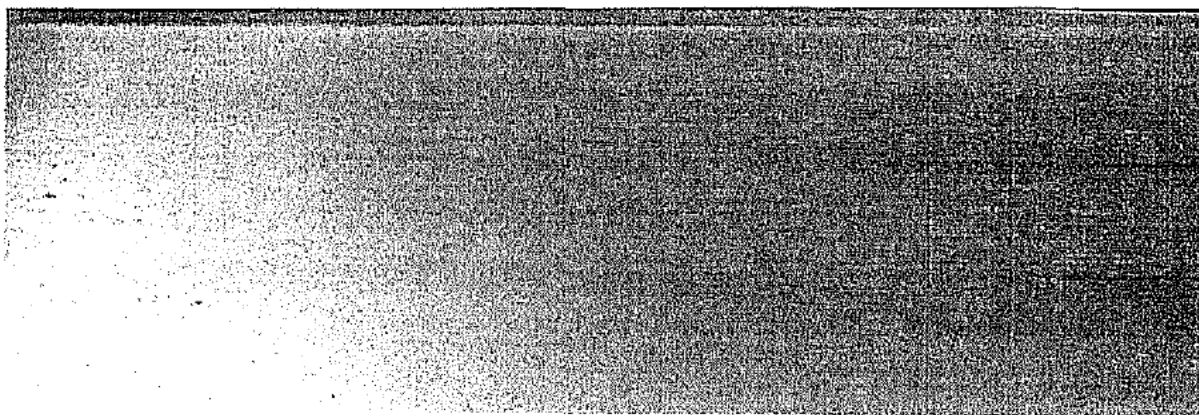
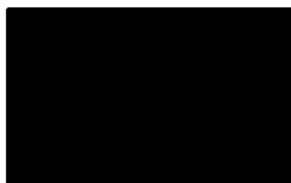
Se reporter à la note 2 pour les engagements et les éventualités relatifs à la participation de la société dans le projet d'aéroport international de Quito.

15. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2006.

Aecon

Groupe Aecon Inc.
20, Carlson Court
Bureau 800
Toronto (Ontario)
Canada M9W 7K6
Téléphone 416-293-7004
Télécopieur 416-293-0271
aecon@aecon.com
www.aecon.com





SHDM

Site Contrecoeur et projet Nouveau Mercier

Qualification des entrepreneurs

Présentation générale de l'entrepreneur

Depuis près d'un siècle, Aecon, et les sociétés qui l'ont précédé, a contribué à bâtir plusieurs des infrastructures canadiennes les plus marquantes – de la tour du CN à la voie maritime du Saint-Laurent, en passant par l'anneau olympique de Calgary et les *Halifax Shipyards*. Mais, plus important encore, nous avons aidé à construire des centaines d'hôtels, d'immeubles à logement, de centres commerciaux, de centres d'art, de bureaux, de ponts, de routes, de systèmes d'égouts, d'usines, de centrales électriques (pour n'en nommer que quelques-uns) qui ne sont pas si connus.

À titre de plus grande société ouverte de construction et de développement d'infrastructures du Canada (TSX : ARE), notre expertise couvre toute la gamme des services incluant, entre autres, la conception, la construction, l'exploitation, le financement, l'approvisionnement, la gestion de projet et la gestion de construction, les clés en main, et les partenariats public-privé. Grâce à ses capacités globales, Aecon apporte des solutions audacieuses et innovatrices à certains des projets les plus complexes du monde en adoptant une approche de partenariat unique en son genre. L'équipe d'Aecon continue à bâtir des projets qui font la différence en encourageant l'innovation et un fort leadership.

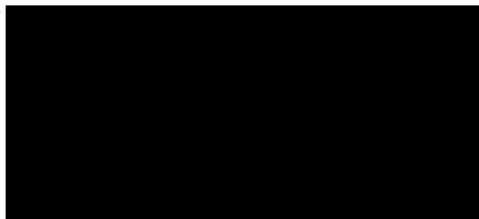
Aecon aspire constamment à être un chef de file qui fait évoluer le domaine de la construction en étant à la recherche de nouvelles solutions facilitant l'émergence de nouvelles pratiques qui permettent de faire mieux, plus rapidement et à moindre coût. Nous articulons cette démarche en fournissant des services professionnels de première qualité basés sur des principes d'intégrité, de respect et d'ouverture envers tous nos clients et partenaires.

Avec des bureaux au travers le Canada (Vancouver, Edmonton, Toronto, Ottawa, Montréal, Québec, Halifax) nous sommes en mesure d'offrir à notre clientèle toute l'étendue de nos services d'un océan à l'autre sur la base de relations durables et fructueuses.

Les activités d'Aecon au Québec

Connu à l'origine sous le nom de Foundation Company of Quebec, Groupe Aecon Ltée, la structure organisationnelle autonome pour Aecon au Québec, offre des services de construction depuis 1958. Avec des bureaux à Montréal, Boucherville et Québec, nous sommes actifs dans tous les secteurs de l'industrie de la construction à travers le Québec.

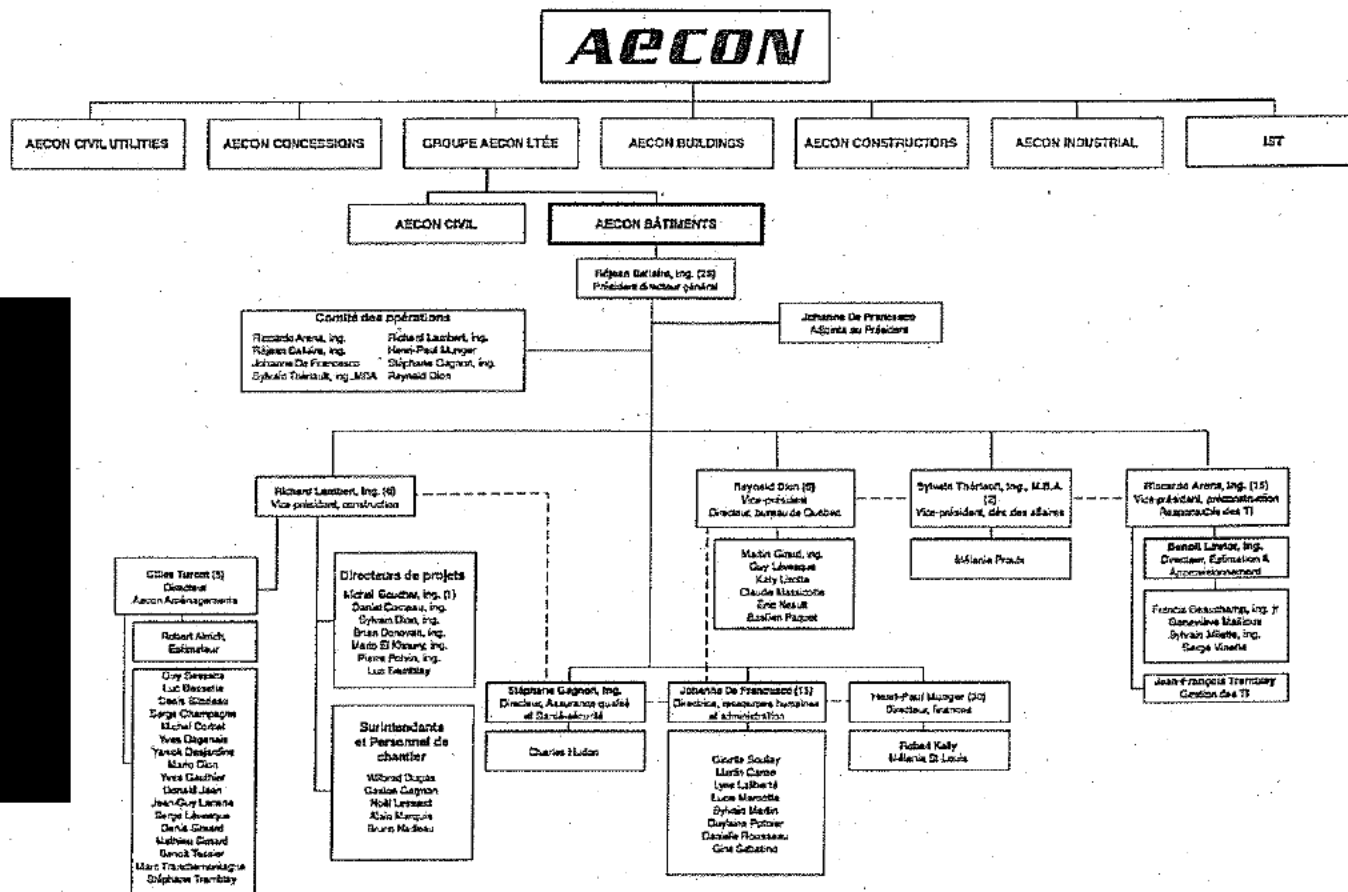
Notre mission est d'offrir des services professionnels de haute qualité et des solutions pratiques pour l'exécution de projets de construction aux propriétaires et aux utilisateurs finaux.

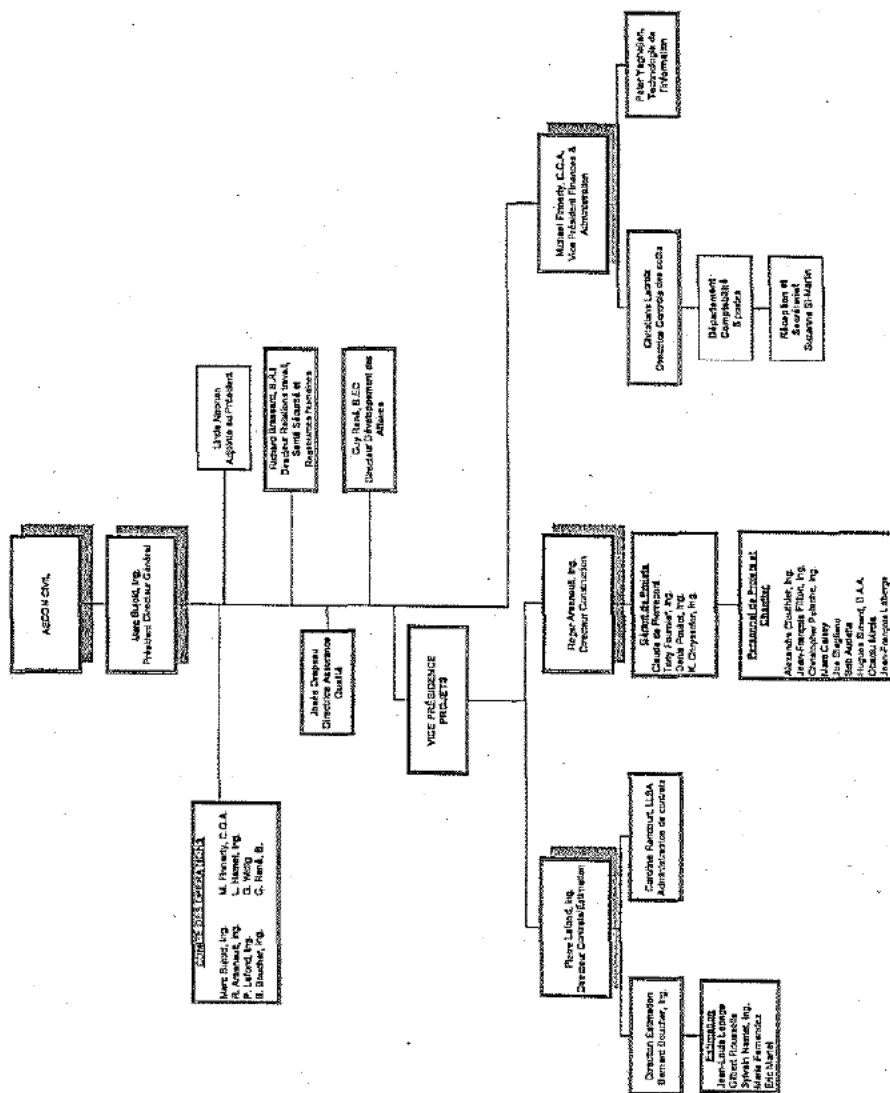


AECON

L'équipe de l'entrepreneur

Dans l'organigramme suivant, le nombre placé entre parenthèses après le nom indique le nombre d'années de service du personnel-clé d'Aecon.





SHDM
Site Contrecœur et projet Nouveau Mercier

Qualification des entrepreneurs

LES BUREAUX D'AECON

AU QUÉBEC :

Aecon Group Ltée
25H, rue de Lauzon
Boucherville, QC J4B 1E7
Tel: (450) 449-6333 Téléc.: (450) 449-6334

2500 Jean-Perrin, office 211
Québec, QC G2C 1X1
Tel: (418) 843-6568 Téléc.: (418) 843-8896

255 Crémazie E. Boul. Suite 300
Montréal, QC H2M 1M2
Tel: (514) 352-0100 Téléc.: (514) 352-0524

AILLEURS AU CANADA :

Aecon Group Inc.
20 Carlson Court, Suite 800
Toronto, ON M9W 7K6
Tél.: (416) 293-7004 Téléc.: (416) 754-8736
Sans frais : 1-877-232-2677

Aecon Atlantic Group
1387 Eastern Passage Highway
P.O. Box 280
Eastern Passage, NE B3G 1M5
Tél.: (902) 429-9341

Aecon Buildings
20 Carlson Court, Suite 800
Toronto, ON M9W 7K6
Tél.: (416) 293-7004

495-100 March Road
Kanata, ON K2K 3G1
Tél: 613-591-3007 Téléc.: 613-591-1138

19217-36 Avenue W.
Suite 200
Lynnwood, WA
U.S.A. 98036
Tél.: (425) 774-2945

AECON



SHDM

Site Contrecreux et projet Nouveau Mercier

Qualification des entrepreneurs

Aecon Industrial - Central Canada - Cambridge

150 Sheldon Drive

Cambridge, ON N1R 7K9

Tél.: (519) 653-3200 Téléc.: (519) 621-8430

Aecon Industrial - Western Canada - Edmonton

6820 Gateway Blvd.

Edmonton, AL T6H 2J2

Tél.: 780-433-9321 Téléc.: (780) 433-8478

Aecon-Fabco - Atlantic Canada - Halifax/Dartmouth

61 Estates Road

Dartmouth, NE B2Y 4K3

Tél.: 902-482-6500 Téléc.: (902) 482-6501

Innovative Steam Technologies

549 Conestoga Blvd.

Cambridge, ON N1R 7P4

Tél.: (519) 740-0757

* Les divisions suivantes sont également situées au 20 Carlson Court, suite 800, Toronto :
Aecon Civil and Utilities, Aecon Concessions, Aecon Constructors, Aecon Construction and
Materials Limited, Aecon Utilities



AECON

Description et expérience des ressources humaines

Pour les projets d'envergure comme celui qui fait l'objet de la présente, nous favorisons une structure d'équipe placée sous l'égide d'un chef de projet (ou directeur de projet) expérimenté qui voit, entre autres, à la planification générale et au suivi des objectifs du projet.

Le chef de projet est secondé de chargés de projets affectés aux différents lots (ou phases de projet) en fonction de leurs spécialités respectives (immeubles d'habitation, édifices commerciaux, travaux civils et infrastructures, etc.). Sur le terrain, les surintendants voient à la bonne marche des chantiers.

Équipe de projet proposée

Aecon, à titre d'entrepreneur général, aura comme responsabilité l'atteinte des résultats, des coûts, de l'échéancier et du contrôle de la qualité. Nous favorisons une approche d'équipe nous permettant de nous concentrer sur les besoins du projet et de promouvoir les actions optimisant le travail de chacun. L'équipe proposée compte plusieurs années d'expertise au sein de l'entreprise et a réalisé plusieurs projets d'envergure de complexité comparable.

Nous avons préparé un organigramme de l'équipe de projet proposée avec les principaux rôles de chacun (voir à la fin de la présente section).

Le rôle du chef d'orchestre de notre équipe est confié à notre chef de projet, Daniel Comeau, ing. M. Comeau compte 21 années d'expérience dans le domaine de la construction à titre de chef de projet. Il aura comme principales tâches la direction générale de tout le projet, et de s'assurer que les objectifs des projets au niveau des coûts, de l'échéancier et de la qualité sont atteints.

Premier chargé de projets travaux immobiliers, Mario El-Khoury, ing. M. El-Khoury compte 15 années d'expérience dans le domaine de la construction à titre de chef de projet. Il aura comme principales tâches la direction générale des travaux sous sa responsabilité, et de s'assurer que les objectifs des projets au niveau des coûts, de l'échéancier et de la qualité sont atteints.

Deuxième chargé de projets travaux immobiliers, Luc Tremblay, M. Tremblay compte 22 années d'expérience dans le domaine de la construction à titre de chef de projet. Il aura comme principales tâches la direction générale des travaux sous sa responsabilité, et de s'assurer que les objectifs des projets au niveau des coûts, de l'échéancier et de la qualité sont atteints.

Chargé de projets travaux Civils, Claude DePierrepont, ing. M. DePierrepont compte 35 années d'expérience dans le domaine de la construction à titre de chef de projet. Il aura comme principales tâches la direction générale des travaux sous sa responsabilité, et de s'assurer que les objectifs des projets au niveau des coûts, de l'échéancier et de la qualité sont atteints.

Premier surintendant travaux Immobilier sera confié à Michel Bouillon, M. Bouillon compte 19 années d'expérience dans le domaine de la construction, à titre de surintendant. Relevant de M. El-Khoury, il aura la responsabilité journalière des interfaces avec vos opérations, du respect du calendrier d'exécution, de la santé-sécurité du chantier et de la qualité des ouvrages.

SHDM
Site Contrecœur et projet Nouveau Mercier

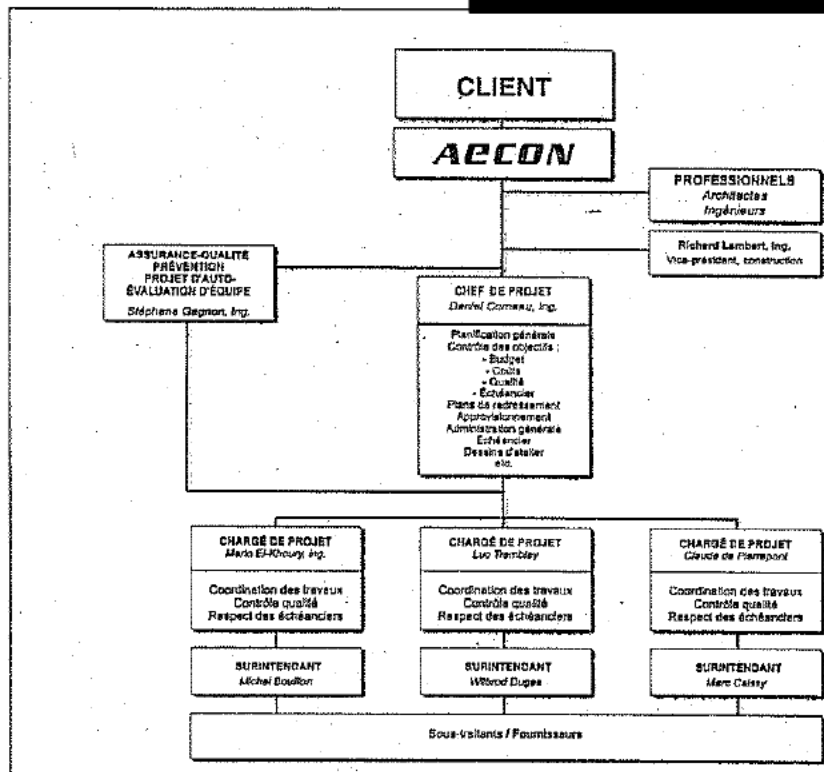
Qualification des entrepreneurs

Deuxième surintendant travaux immobilier sera confié à Wilbrod Dugas. M. Dugas compte 21 années d'expérience dans le domaine de la construction, à titre de surintendant. Relevant de M. Tremblay, il aura la responsabilité journalière des interfaces avec vos opérations, du respect du calendrier d'exécution, de la santé-sécurité du chantier et de la qualité des ouvrages.

Surintendant travaux Civils sera confié à Marc Caissy. M. Caissy compte 22 années d'expérience dans le domaine de la construction, à titre de surintendant. Relevant de M. DePierrepont il aura la responsabilité journalière des interfaces avec vos opérations, du respect du calendrier d'exécution, de la santé-sécurité du chantier et de la qualité des ouvrages.

L'assurance qualité, la prévention et l'évaluation des équipes sera de la responsabilité de Stéphane Gagnon ing. M. Gagnon compte 10 années d'expérience dans le domaine de la construction. Il aura comme responsabilité d'assurer le respect de nos normes et procédures, pour lesquelles nous détenons une certification ISO 9001 : 2000, et le respect de notre programme de prévention (ainsi que celui du client).

M. Comeau relève de Richard Lambert ing., vice-président construction, qui a la responsabilité de l'assignation des équipes de projets et qui est aussi responsable des résultats des projets de toute l'entreprise.



ACCON

CURRICULUM VITÆ

DANIEL COMEAU, ing. CHEF DE PROJET

Pour chacun des projets suivants, monsieur Comeau agissait à titre de chef/directeur de projets. Les responsabilités liées à ce poste incluent, entre autres, la négociation avec les sous-traitants, du contrôle des coûts, du suivi de l'échéancier, de l'administration générale, de la préparation des appels d'offres, et de l'application du système qualité ISO 9000 : 2000.

Formation

Baccalauréat en génie civil, École Polytechnique de Montréal 1985

Associations professionnelles

Ordre des ingénieurs du Québec
Inscription au tableau de l'ordre: 1985

Carrière

Directeur de projets pour Groupe Aecon Ltée (anciennement Cegerco CCI inc.)	depuis 1996
Ingénieur chargé de projets pour Magil Construction Canada Ltée	oct. 1985 à 1996
Surintendant pour Paul Carrier & Associé	mai 1985 à sept. 1985

Principales réalisations chez Aecon

Ailes de la Mode, Centre-ville de Montréal 40 M\$
Client : Groupe San Francisco
Années de réalisation : 2001-2002
Aménagement de la cinquième mégaboutique les Ailes de la Mode dans l'ancien édifice Eaton du centre-ville de Montréal. Le magasin occupe une superficie de 20 900 m² répartis sur quatre étages.

Réaménagement du bâtiment #10 et construction de laboratoires de gestion de la qualité 39 M\$
Client : Merck Frosst Canada inc., Kirkland
Années de réalisation : 1998 - 2000
Aménagement de laboratoires de chimie, de biologie et de pharmacologie de 31 000 pi² dans un bâtiment de recherche existant (bâtiment #10). Construction d'un nouvel édifice de 35 000 pi² regroupant les laboratoires de contrôle de la qualité de la production.

AECOM

Principales réalisations (suite)

Daniel Comeau, Ing.

Pavillon M.H. Wong

37 M\$

Client : Université McGill Montréal

Années de réalisation : 1996-1997

Construction d'un nouveau pavillon de 160 000 pi² qui abrite les départements de génie chimique et de génie métallurgique. Les locaux comprennent des classes, des laboratoires d'enseignement et des installations de recherche.

Réaménagement de l'usine

29 M\$

Client : Galderma Canada inc., Baie d'Urfé

Année de réalisation : 1999

Construction d'une usine moderne à l'intérieur d'un bâtiment existant.

Centre hospitalier universitaire vétérinaire, Saint-Hyacinthe

24,5 M\$

Client : Université de Montréal

Années de réalisation : 2003-2004

Construction de deux pavillons. Le premier édifice est une extension de l'hôpital existant qui abritera des laboratoires, un centre de recherche, des locaux de formation, des bureaux administratifs ainsi qu'un amphithéâtre pour une surface totalisant 53 230 pi². Le second édifice, d'une superficie de 19 300 pi² répartie sur trois étages sera lié par un tunnel à la nouvelle extension. Ceci permettra d'améliorer les services de la clinique des petits animaux.

Réaménagement de l'aéroport Montréal-Trudeau, Phase II, Lot 90.53

12 M\$

Client : Aéroports de Montréal

Années de réalisation : 2004-2005

Réaménagement de plusieurs secteurs de l'aérogare existante, principalement l'ancienne aire d'arrivée des vols internationaux. Les travaux couvrent principalement les travaux de désamiantage et de démolition, de modifications structurales importantes et tous les finis architecturaux. Le défi du projet réside dans l'enlèvement et le remplacement d'une partie de la charpente du bâtiment existant, une opération complexe qui se déroule dans un aéroport en fonction. Le phasage des travaux et l'échéancier constituent les autres aspects critiques du projet.

Rénovation des installations pharmaceutiques

9 M\$

Client : Prométic Pharma inc., Joliette

Années de réalisation : 1998

Rénovation sur 60 000 pi² des installations de l'usine de produits pharmaceutiques. Travaux effectués sans interruption de production

École Selwyn House

7,8 M\$

Client : Association Selwyn House, Westmount

Années de réalisation : 2002-2003

Construction d'un nouveau bâtiment de 29 000 pi² sur quatre niveaux, relié par une passerelle et un tunnel à deux bâtiments existants.

Principales réalisations (suite)

Daniel Comeau, ing.

Nouveau centre d'encans

6,8 M\$

Client : Les Encans Ritchie Bros. Ltée, St-Hilaire

Année de réalisation : 2000

Construction de trois bâtiments de type Butler : 1) Salle d'encan et espace à bureaux de 26,000 pi² plus une mezzanine de 11,000 pi². 2) Atelier de réparation de 32,700 pi². 3) Atelier de soudure de 3,870 pi².

Construction de salles blanches et de bureaux

6,7 M\$

Client : ITF Technologies Optiques, Montréal

Année de réalisation : 2000

Construction de deux salles blanches pour l'assemblage de composantes électroniques et de fibres optiques, ainsi que des espaces à bureaux administratifs.

Construction de quai de transbordement et d'espaces à bureaux

4,5 M\$

Client : Midland Transport Ltd., Dorval

Années de réalisation : 2000-2001

Construction d'un nouveau centre de réaiguillage de marchandise de 40 000 pi² constitué d'une partie bureau de deux étages et une d'une partie entrepôt.

Aménagement de laboratoire de recherche et de bureaux

3,7 M\$

Client : RTP Pharma inc., Île des Soeurs

Années de réalisation : 1999

Aménagement de 16 000 pi² en espaces de bureau, en laboratoires de recherche, en une usine pilote de type cGMP et en espaces techniques.

La Maison du Phare, Enfants et Familles

3,3 M\$

Client : Le Phare, Enfants et Familles

Années de réalisation : 2006

Construction d'un centre de soins pour les enfants malades qui prend la forme d'une maison de type familial où les enfants, accompagnés ou non de leurs proches, pourront séjourner de temps à autre. La Maison (située sur les terrains du Technopôle Angus) permettra d'offrir 24 heures sur 24 une gamme élargie de soins et de services spécialisés répondant aux besoins de ressourcement et de soutien des familles et des enfants, quelle que soit leur maladie.

Agrandissement et réaménagement de bureaux

2 M\$

Client : Cirque du Soleil, Montréal

Années de réalisation : 1998

Agrandissement de 15 000 pi² et réaménagement sur une superficie de 15 000 pi² de l'édifice existant.

ARCON

Autres réalisations

Édifice IBM-Marathon, 1250, boul. René-Lévesque

170 M\$

Client : Marathon Ltd. et IBM Canada Ltd

Années de réalisation : 1988 à 1992

Gérant de travaux pour la construction d'une tour à bureaux de 46 étages de 162 000 m².

Coordination des travaux de construction. Suivi de l'échéancier.

Projet réalisé pour le compte de Magil Construction Canada.

Le Centre Molson – Construction d'un amphithéâtre

163 M\$

Client : Les Consultants du Forum du Canadien CFC inc. et la Compagnie Molson

Années de réalisation : 1994-1996

Gérant de travaux. Construction d'un amphithéâtre de 21 450 sièges, superficie de 90 000 m². Gestion de construction des travaux architecturaux, mécaniques et électriques ainsi que des installations de la patinoire. Administration des contrats et suivi des changements dans ces disciplines. Suivi de l'échéancier. Projet réalisé pour le compte de Magil Construction Canada.

La Maison des coopérants – Construction de nouveaux bureaux

135 M\$

Client : Les Coopérants et la Corporation First Québec

Années de réalisation : 1985-1988

Ingénieur de chantier. Construction d'une tour à bureaux de 35 étages d'une superficie de 90 000 m². Coordination des travaux de construction. Suivi de l'échéancier.

Projet réalisé pour le compte de Magil Construction Canada.

CURRICULUM VITÆ

MARIO EL-KHOURY, ING.
CHARGÉ DE PROJETS

Formation

Diplôme d'ingénieur en structure, Université américaine de Beyrouth 1985

Associations professionnelles

Membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec
Membre de l'Ordre des ingénieurs du Liban

Carrière

Directeur de projets, Groupe Aecon Ltée	depuis 2004
Chef estimateur et gérant de projet, Construction Willibec	2004
Chef estimateur et gérant de projet, Construction T.C. Béco Ltée	2002 – 2004
Chef estimateur et gérant de projet, Construction Arsona	1991 – 2002

Principales réalisations chez Aecon

Résidence Saint-Léonard-sur-le-Parc, Phase I 13 M\$
Construction d'une résidence de luxe pour retraités comprenant 160 unités (studios, appartements de type 2 1/2, 3 1/2 et 4 1/2 pièces) répartis sur 8 étages. La résidence offrira plusieurs services : une piscine intérieure, des allées de quille, un dépanneur, un salon de coiffure et une salle à dîner pouvant accueillir 60 personnes. Superficie totale de 140 000 pi.ca. Construction d'un bâtiment de deux étages qui servira à relier la phase I et la phase II du projet. Cette aile abrite, entre autres, la piscine, les allées de quille et les bureaux de l'administration. Superficie totale 12 000 pi.ca. Ce complexe résidentiel est doté d'un parc agrémenté de fontaines et de sentiers de promenade.

801 Sherbrooke Est 11,5 M\$
Conversion d'un immeuble à bureaux en 101 unités de condominiums au centre-ville de Montréal.

Maison Pie XII 11 M\$
Agrandissement et rénovation d'un centre d'hébergement pour personnes âgées à Rouyn-Noranda, membre du réseau des CHSLD.

Le Montebello 4 M\$
Conversion d'un immeuble à logements en unités de 96 condominiums à Côte St-Luc.

AECOM

Principales réalisations

Mario El-Khoury, ing. (suite)

Principales réalisations antérieures

Chez Construction Willibec

- o Horizon du Roy, 33 condominiums, 3,5 M\$
- o Restaurant Piazza Romana, agrandissement et rénovation, 1,5 M\$
- o Restaurant Méditerranée, 3 M\$
- o Habitations Édouard Montpetit, 1,3 M\$

Chez Construction T.G. Béco Ltée

- o Hydro Québec, rénovation poste Saraguay, 1,8 M\$
- o Hydro Québec, rénovation poste Reed, 1,1 M\$
- o Merck Frosst, rénovation du bâtiment 8, 6 M\$
- o Merck Frosst, rénovation du bâtiment 7, 4 M\$

Chez Construction Arsona

- o CCRIT, agrandissement et rénovation, 3 M\$
- o Centre des loisirs, Ville Saint-Laurent, 8 M\$
- o Centre des loisirs, Sainte Marie, 6 M\$
- o École secondaire Mascouche, 5,5 M\$
- o CUM, rénovation du 2580 Saint-Joseph Est, 3,5 M\$
- o Hôpital Maisonneuve-Rosemont, agrandissement et rénovation, 6,5 M\$
- o Poste de police 42, Service de police de la Ville de Montréal, 6 M\$
- o Centre des loisirs Côte-des-Neiges, 6,5 M\$
- o École secondaire Blainville, 4 M\$

ACCON

CURRICULUM VITÆ

LUC TREMBLAY CHARGÉ DE PROJETS

Monsieur Tremblay possède 15 années d'expérience dans le domaine de la construction en tant qu'estimateur et gérant de projets

Formation

Volet administratif et santé-sécurité, Association de la construction du Québec	2000
Baccalauréat en activités physiques, Université de Sherbrooke	1984
DEC en estimation et évaluation foncière, cégep de Drummondville	1980

Carrière

Chargé de projets, Groupe Aecon Ltée, div. Bâtiments	janvier 2003
Estimateur et gérant de projets, Construction Ferclau inc.	1996-2003
Enseignant en technique de génie civil (estimation), cégep de Drummondville	1993-1994
Estimateur et gérant de projets, Construction Drumco inc.	1989-1995
Éducateur physique, Racquetball Drummond	1984-1988

Principales réalisations chez Aecon

Résidence pour personnes âgées B'nai Brith 10 M\$
Client : B'nai Brith Canada

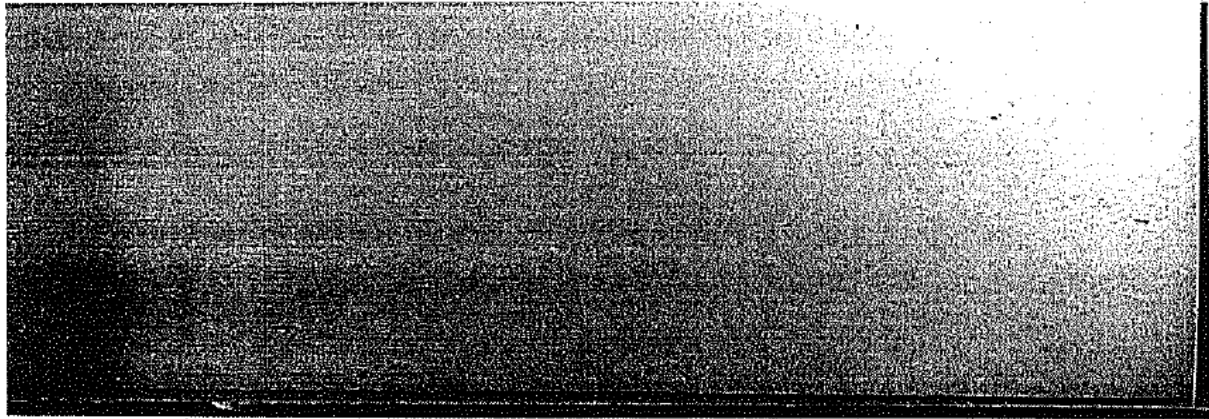
Construction d'une résidence pour personnes âgées comprenant 95 unités réparties sur six étages et un penthouse de 6500 pi.ca. au septième étage (superficie totale de 65 000 pi.ca.).

Condominiums Le 334 Notre-Dame 6,3 M\$
Client : Le 334 Notre Dame

Construction de 33 unités de condo et de 2 stationnements. Le principal défi de ce projet réside dans l'intégration du bâtiment neuf de style contemporain au bâtiment d'une usine désaffectée datant du début du 20e siècle.

Relocalisation du CLSC du Plateau 2,8 M\$
Client : Corporation d'hébergement du Québec
Relocalisation du CLSC Plateau Mont-Royal et aménagement des nouveaux locaux (bureaux, salles d'examen, etc.) dans un bâtiment existant.

AECON



Principales réalisations (suite)**Luc Tremblay**

Aménagement de bureaux 0,25 M\$
Client : Gameloft
Aménagement des bureaux de l'entreprise Gameloft, une société de jeux vidéo, à Montréal.

Autres réalisations

C.F.P. Terrebonne 13 M\$
Structure acier, 3 étages, 100 000 pi². Classes, gymnase, ateliers.

C.F.P. St-Hyacinthe 7 M\$
Dalle structurale au sol et pieux, 35 000 pi². Ateliers mécaniques, classes.

Bacon America 4 M\$
Phases I et II. Dalle structurale et dalle acier. Usine de transformation Bacon. Approuvé par le gouvernement fédéral.

Soprena, Étanchéité (phase I et II) 4 M\$
Agrandissement de l'usine. Structure acier. 50 000 pi².

Construction de l'École St-Basile-le-Grand 3 M\$
École primaire, 35 000 pi².

Hydro-Québec 3 M\$
Poste de commandes et travaux civils.

Centrale thermique Tracy 2,5 M\$
Client : Hydro-Québec,
Nouvelles salles de commande, salles onduleurs, et salles batteries.

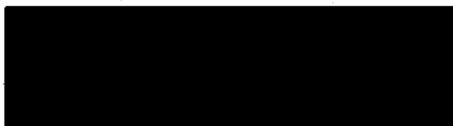
Agrandissement de l'urgence 2,5 M\$
Client : Hôpital St-Vincent de Paul, Sherbrooke
Ajout d'un étage à l'urgence. Structure acier.

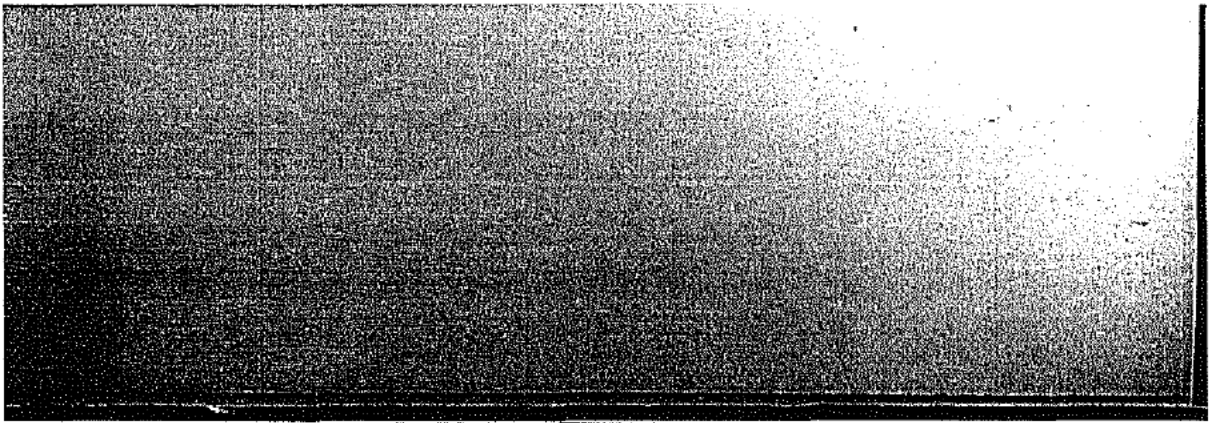
Construction de stations de pompage, Mont Orford 2,5 M\$
Structure béton et bâtiments connexes.

Construction d'édifices à logement 2 M\$
Client : SHQ
Construction de 2 x 16 logements.

Construction d'une église, Sherbrooke 2 M\$
Client: Église des Saints des derniers jours
Structure de bois.

Bibliothèque nationale du Canada 2 M\$
Client : Travaux Publics Canada,
Relocalisation de la Bibliothèque nationale de Canada (Hull).

**AECON**



Principales réalisations (suite)

Luc Tremblay

Rénovation de laboratoires de pathologie vétérinaire 1,5 M\$
Client : Travaux Publics Canada
Laboratoire de pathologie vétérinaire, St-Hyacinthe. Rénovation de laboratoires.

Salle de spectacles 1,5 M\$
Client : Cégep St-Laurent,
Rénovation de locaux et de la salle de spectacles.



ARCON



CURRICULUM VITÆ

WILBROD DUGAS SURINTENDANT

Monsieur Dugas possède plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de la construction à titre de surintendant. Il maîtrise parfaitement les différents aspects de la gestion quotidienne des activités d'un chantier : respect de la cédule des travaux, direction et coordination des corps de métier, vérification de la qualité des travaux, gestion des réunions de chantier, rédaction des rapports de chantier, etc.

Formation

Code de construction du Québec, CNB (Cours C302)	2000 – 2001
Cours de secouriste, Ambulance St-Jean	1999
Cours sur l'enlèvement de l'amiante	1999
Cours de sécurité en milieu de travail	1988
Lecture de plan I, II, et III, Collège Édouard-Montpetit	1985-1987

Carrière

Surintendant, Groupe Aecon Ltée	depuis 2004
Construction Pierre Bourdon	2002 – 2004
Construction Socam	2001 – 2002
Norgéreq Ltée	1998 – 2001

Anciens employeurs :

Au cours des années, Wilbrod Dugas a aussi œuvré chez :

- Planiger;
- Ricci & Fils;
- Verbois;
- Rénovation Optimum

Quelques réalisations à titre de surintendant chez Aecon

Condominiums 334 Notre-Dame 6,3 M\$

Client : Le 334 Notre-Dame

Construction de 33 unités de condo et de deux stationnements. Le principal défi de ce projet réside dans l'intégration du bâtiment neuf de style contemporain au bâtiment d'une usine désaffectée datant du début du 20^e siècle.

AECON

Autres réalisations

Dugas, Wilbrod

CHUM – Aménagement de laboratoires de recherche et d'une animalerie 5,6 M\$

Client : Technopôle Angus

Aménagement de laboratoires de recherche et d'une animalerie pour répondre aux besoins d'un nouveau locataire, le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), qui occupera un étage et demi du Centre des biotechnologies Angus.

Technopôle Angus Phase VII – Édifice multilocatif bureaux 5,6 M\$

Client : Technopôle Angus

Construction d'un édifice écologique (en voie d'être certifié LEED) multilocatif à bureaux et lofts-bureaux au Canada. Ce bâtiment de 54 000 pi.ca. comptera quatre étages.

Topigen Pharmaceutiques – Aménagement d'un laboratoire de recherche 0,25 M\$

Client : Technopôle Angus

Aménagement d'un laboratoire de recherche pour répondre aux besoins d'un locataire du Centre des biotechnologies Angus, Topigen Pharmaceutiques.

Autres réalisations à titre de surintendant

- École des métiers de l'automobile (agrandissement et rénovation);
- Chalet du Parc Morgan;
- Centre Épic/ICM;
- École Marguerite-Bourgeois (Pointe-aux-Trembles);
- Joys Display (Cégep du Vieux-Montréal);
- Place Angrignon;
- Centre Newman;
- Centre Jay-Norris;
- Centre Woolco (entrepôt);
- Édifice Le Colonial (condos-lofts);
- Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal (travaux de rénovation);
- Piscine Saint-Henri (travaux de rénovation);
- Hôtel de Ville de Montréal (travaux de rénovation d'une valeur de 8 M\$, effectués en 16 mois);
- STRSM Longueuil et Saint-Hubert (agrandissement et rénovation des installations).

ACCON

CURRICULUM VITÆ

MICHEL BOUILLON

Surintendant

Michel Bouillon a fait ses débuts dans la construction en 1987. Depuis 2001 il œuvre pour nous à titre de surintendant. Monsieur Bouillon a acquis une grande expérience dans le domaine de la construction et il est sensibilisé à la satisfaction du client et aux contraintes de coûts et d'échéancier.

Formation

Études en meubles et construction, obtention d'un diplôme d'études secondaires en construction II, Polyvalente Armand-Corbeil 1985 – 1987

Acquisition des cartes de compétence : apprenti 2^e année, apprenti 3^e année, menuisier-charpentier

Obtention d'une licence d'entrepreneur en construction résidentielle et commerciale.

Carrière

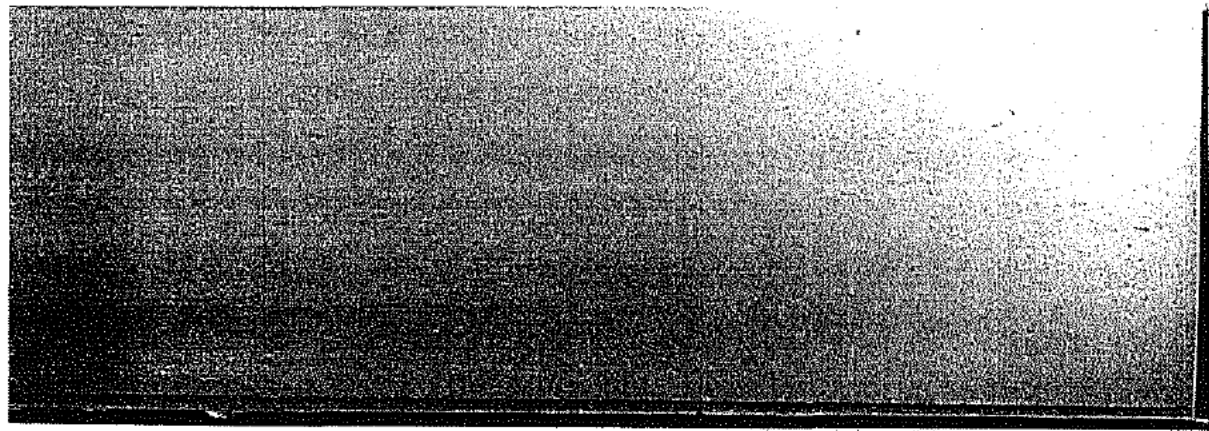
Surintendant, Groupe Aecon Ltée	depuis 2001
Surintendant, Stena Construction inc.	1997 – 2001
Menuisier responsable des chantiers de construction de maisons sur projet domiciliaire	1992 – 1997
Monteur de charpentes et installateur de boiseries	1987 – 1992

Quelques réalisations à titre de surintendant chez Aecon

Les Ailes de la mode, Montréal 41 M\$
Client : Groupe San Francisco
Aménagement de la cinquième mégaboutique Les Ailes de la Mode dans l'ancien édifice Eaton du centre-ville de Montréal.

Cinéma Impérial 4,2 M\$
Client : Centre Cinéma Impérial
Rénovation de la façade du bâtiment et de la salle de cinéma à caractère patrimonial ainsi que du hall d'entrée

AECON



Autres réalisations

Bouillon, Michel

Y des Femmes

2,4 M\$

Client : Y des femmes

Modernisation des infrastructures et rénovation des sous-sols, 2^e, 3^e et 4^e étage (incluant un CPE)

Les Dauphins sur le Parc

1,2 M\$

Client : Les Dauphin-sur-le-Parc

Réfection de l'enveloppe extérieure du complexe de condominiums Les Dauphins-sur-le-Parc, incluant le remplacement des fenêtres, et réfection de la piscine intérieure.

Centrale thermique, CHUM Hôtel-Dieu (Lot 2)

0,9 M\$

Client : Centre hospitalier de l'université de Montréal

Travaux électromécaniques (infrastructure de divers réseaux de plomberie incluant la mise en place et le raccordement d'une unité de traitement de l'air) à la centrale thermique de l'Hôtel-Dieu du CHUM.



AECON



CURRICULUM VITAE

Nom : DE PIERREPONT, Claude

Adresse :

Téléphone :

Citoyenneté : Canadienne

Langues parlées/écrites : Français et anglais

ÉTUDES

Institution Institut Universitaire de Béthune - Béthune
Technologie en génie civil

Autre formation Ambulance St-Jean - secourisme qualifié
Ministère de la main-d'œuvre du Québec - menuisier



EXPÉRIENCES DE TRAVAIL

1996 à ce jour Groupe Aecon Ltée
Montréal, Québec
Gérant de projet & surintendant

1991 à 1996 Harry Vie Inc.
Laval, Québec
Gérant de projet, surintendant, technicien au bureau d'estimation et
de soumission de l'entreprise

1983-1987 Atlas Construction
Laval, Québec
Surintendant

Avant 1983 Grands travaux de l'Est
France
Surintendant



Jan. 1989-Mars 1991	JALTAS INC. Nevis, Caraïbes Surintendant général
Oct. 1988-Déc. 1988	Transurb Atlas Montréal Surveillant de travaux de construction du centre d'entretien de Via Rail.
Fév. 1988-Oct. 1988	Paul Martin Inc. Montréal Surintendant-adjoint à la construction du bâtiment de ré usinage des roues et d'essais de Via Rail.
Juin 1984-Déc. 1987	Atlas construction Montréal, Bécancour Technicien au bureau de Montréal. Surintendant-adjoint à la réalisation des structures de béton du convoyeur de l'aluminerie de Bécancour.
Oct. 1983-Déc. 1983	C.D.Howe LTD Blanc-Sablon Surveillant de travaux à la construction d'un quai en enrochement et d'une plate-forme de remisage pour bateaux de pêche.
Oct. 1979-Sept. 1982	R.I.O. - Régie des Installations Olympiques Montréal Surveillant de travaux à la gérance des travaux de construction du mât olympique.
1983-1984	Atlas construction Inc. Alger, Algérie Adjoint technique au surintendant et par la suite surintendant général à la construction du centre socioculturel.
Juin 1979-Oct. 1979	Hydro-Québec Inspecteur (S-12) à la construction de lignes électriques (division Montréal)
Jan. 1978-Juin 1979	S.E.B.J. LG-2 (James-Bay) Inspecteur principal (grade IV) pour les travaux de la prise d'eau au chantier LG-2 à la Baie James.

2010 0352 02

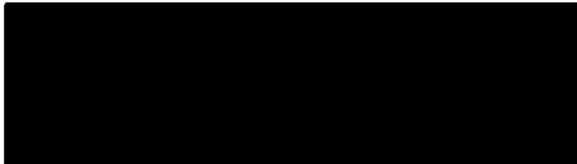
87/111

1975-1977	Grands travaux de l'Est Algérie Surintendant de zone à la construction d'une cimenterie à Zahana en Algérie.
1974-1975	S.E.T.U.B.A. Tchad Conducteur de travaux (surintendant général) à la construction d'usines d'égrenage de coton, d'écoles, de hangars et de pavillons au Tchad en Afrique.
1972-1973	Service Militaire en coopération Tchad Conducteur de travaux (surintendant général) au "Travaux publics" de Sarh au Tchad en Afrique.
1971-1972	Les pavillons Fauvel Pontchartrain, France Conducteur de travaux (surintendant général) à la construction de pavillons (bungalows) à Pontchartrain en France.

Voici la liste des projets sur lesquels M. de Pierrepont a travaillé durant les années 1972 à 2003 :

2003 ...	Centrale Les Cèdres Beauharnois Travaux d'Hydro-Québec
2002/2003	Ponts Mgr Langlois 3 et 4 Gérant de projet
2001	Interquisa Canada Inc. Usine d'ATP – Travaux de béton Structure supportant les silos secteurs TA et TPA Surintendant général
1999/2001 :	Société Immobilière du Québec Projet de l'agrandissement du Palais des Congrès de Montréal Coordonnateur de sous-traitants
1997/1999	Hydro Québec Excavation, bétonnage de la Centrale SM-3 (\$50 M) Estimation – Suivi des travaux

	Ville de Gaspé Construction de l'usine de traitement des eaux usées de Gaspé (\$6.2 M) Gérant de projet
1996	Ville d'Ottawa Excavation, bétonnage d'un tunnel d'écoulement des eaux usées Surintendant général
1995	Garde Côtière du Canada Agrandissement du quai de Sorel Gérant de projet
Sept. 1994	Société d'énergie de la Baie James Bétonnage de la prise d'eau, de la Phase II de la centrale et ouvrages connexes. (LaForge 2 - Baie James) (\$ 20 M) (Entreprise conjointe: Harry Vie - Foundation) Estimation
Juillet 1992	IAF BioChem Pharma Inc. Construction du centre de recherche pharmaceutique - Projet 1000 (Laval) (\$ 15 M) Gérant de projet
Nov. 1991	Communauté urbaine de Montréal Interception des tronçons 6.3, 6.4. Travaux d'excavation, tunnels et puits, coffrage et bétonnage. (Montréal) (\$ 7 M) Adjoint gérant de projet
1989-1991	Hôtel de Grand Luxe Nevis, Caraïbes Projet de 40 M \$(US) Surintendant Responsable de la réalisation d'un projet hôtelier de 200 chambres, avec terrain de golf de 18 trous, 10 terrains de tennis, centre de maintenance et d'entretien du complexe. A partir de plans et devis aux normes françaises, le mandat consistait à convertir en normes impériales le design, à adapter ce dernier ainsi qu'en sa construction selon les conditions de l'île de Nevis.



1984-1988

Atelier d'entretien de Via Rail
Montréal
\$80 M projet

Superviseur / Assistant surintendant

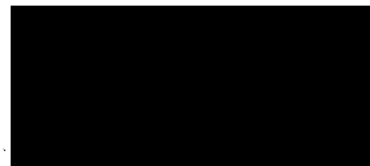
Design et construction de l'atelier d'entretien de VIA RAIL à Montréal incluant: la construction de bâtiments d'environ 30,000 m² (atelier et édifice administratif), cour ferroviaire ainsi que tous les services publics extérieurs (eau, égouts, gaz, vapeur, carburant, etc.).

Oct. 1979

R.I.O. - Régie des Installations Olympiques


Mât Olympique, stade Olympique de Montréal, construction de structure
(\$ 18.5 M)


Surveillance des travaux et coordination des inspecteurs spécialisés, suivi et vérification des avancement et de la facturation.




CURRICULUM VITAE

Nom : Caissy, Marc

Adresse : 

Téléphone : 

Cellulaire : 

Date de naissance : Le 5 septembre 1960

Cartes de compétence de la Commission de la Construction du Québec : Grutier
Ferrailleur
Apprenti opérateur de machinerie lourde

EXPÉRIENCES DE TRAVAIL :

Depuis février 2003 : Groupe Aecon Ltée
Surintendant (Projet routier)


2000 à 2003 : Construction BFC Foundation Inc.
Projet : Petro Canada
Surintendant
Contremaître
Grutier (grue hydraulique et conventionnelle)

1997 à 2000 : Construction BFC Foundation Ltée
Surintendant
Contremaître
Grutier (grue hydraulique et conventionnelle)

Février à août 1997 : Groupe CRT (Côté CRT)
Contremaître sur barge pour la pose de conduit hyprescon

1990 à 1996 : Harry Vie Inc.
Contremaître

- Mobilisation de barges
- Supervision d'équipes de plongeurs
- Rapports écrits
- Compilation des heures



Grutier (grue hydraulique et conventionnelle)
Ferrailleur
Journalier spécialisé

Été 1994 : **Petrifond Inc.**
Forages et drillages de pieux



1989 : **Fertek Inc.**
Ferrailleur

1987 à 1989 : **Transport J.G. White**
Chauffeur de camion
- Dompeur
- Fardier
- « Flat bed »

1984 à 1986 : **Atlas Construction**
Grutier (grue hydraulique et conventionnelle)

Néolect Inc.
Journalier spécialisé

Références : Disponibles sur demande



Expérience du candidat

Fruits de nombreuses années d'expérience dans la réalisation d'une variété de projets de construction, Aecon a su développer au fil des années, en fonction de besoins identifiés par nos clients, un service à haute valeur ajoutée de préconstruction et de construction.

Dans la vie d'un projet, nous croyons que les occasions d'économiser sont uniques et les menaces associées à la dépense, omniprésentes. La phase de préconstruction représente la fenêtre d'opportunités la plus importante en vue de réaliser des économies. Dans cette optique, il est important de maximiser les économies et de contrôler les dépenses en cours de conception, notamment au moment de l'achat d'un terrain, de la sélection des professionnels, de la préparation et du suivi de budgets réalistes, de l'ingénierie des valeurs, de l'analyse de la constructibilité, de la préparation et du suivi des échéanciers, et de l'établissement de la stratégie d'approvisionnement, de réalisation et de mobilisation. C'est également le moment où doivent être prises les décisions qui ont un impact direct sur le coût du cycle de vie de l'ouvrage à réaliser (coûts d'exploitation et de maintien de l'actif), et cela, autant pour des considérations économiques que dans une perspective de développement durable, comme l'obtention d'une certification LEED (*Leadership in Energy and Environmental Design*).

Ainsi donc, le facteur important de notre succès, est notre expertise en préconstruction jumelée à nos capacités de réalisation qui font notre différentiation dans un marché compétitif. Dans la grande majorité des cas, notre expertise en préconstruction permet de dégager la marge de manoeuvre nécessaire à la réalisation des projets. Avec l'aide de notre équipe spécialisée, nous analysons l'ensemble des besoins et des risques potentiels afin d'établir un coût de constructibilité réaliste et prévisible. Nos services de préconstruction constituent une police d'assurance pour atteindre les objectifs des projets et éviter de désagréables surprises à nos clients durant la période d'appels d'offres ou durant la construction.

Projets d'habitation

Aecon a su établir sa marque dans ce secteur, à travers le Canada, en réalisant une gamme variée de projets. Que ce soit pour la construction de condominiums, d'appartements de grand luxe, de résidences pour les aînés, de complexes multirésidentiels locatifs ou pour la conversion d'appartements et d'édifices à bureaux en unités de condominium, nous mettons à la disposition de notre clientèle une équipe expérimentée qui a su faire preuve d'ingéniosité et d'initiative afin de livrer des projets de qualité dans les temps et les coûts projetés.

Nous comptons parmi nos clients autant des développeurs privés que publics, ainsi que des sociétés sans but lucratif comme la Corporation de développement Angus (CDA) pour laquelle nous avons été retenu pour fournir des services d'entrepreneur en construction au site Angus pour une période de deux ans à titre exclusif dans le cadre d'un appel d'offres en 2005.

Projets d'infrastructure

Avec des réalisations dans la construction d'autoroutes, de barrages, de centrales hydroélectriques, de ponts, d'aéroports et d'usines de filtration et d'épuration des eaux, Aecon a

su démontrer quelle maîtrise parfaitement tous les aspects de la construction de grandes infrastructures.

Dans le grand Montréal, notre portfolio est constitué de nombreuse réalisation telles que la réfection de l'autoroute Décarie, la réfection d'aqueduc sur le boulevard Souigny, l'enfouissement de conduites de gaz pour la municipalité de Longueuil, la reconstruction des ponts Monseigneur-Langlois, la réfection d'un tronçon de la 132 et la réalisation d'une usine de filtration pour la municipalité de Valleyfield.

Grâce à son expertise et sa capacité d'orchestrer tous les éléments d'un projet en une solution intégrée, grâce à son approche en préconstruction, AECON sera tout à fait en mesure de rendre à terme la mise en valeur du site Contrecoeur.

Décontamination de sol

Dans le cadre de nos réalisations, nous sommes régulièrement appelés à gérer des sols contaminés. Par l'entremise d'une firme en analyse de sol, nous procédons à la caractérisation du site et identifions la méthodologie à préconiser pour gérer adéquatement la décontamination. En étroite communication et collaboration avec les différents paliers gouvernementaux, nous nous assurons que le site est conforme à toute réglementation avant de procéder à l'implantation de tout ouvrage sur celui-ci.

Nous avons été appelé à gérer de tels sites pour des clients comme la Corporation de développement Angus (CDA) sur le site des Shop Angus, pour l'établissement scolaire privé Selwyn House à Westmount et pour la résidence pour aînés B'nai Brith à Côte Saint-Luc, pour ne nommer que ceux-là.

Mise en marché

Aecon assurera l'ensemble du développement et de la mise en marché du projet de développement immobilier NOUVEAU MERCIER via son service du développement des affaires. Nous mettrons également à contribution une firme externe spécialisée dans ce type de service afin de compléter et appuyer notre équipe. Cette firme sera directement sous la responsabilité de Aecon et sera sélectionnée par appel de qualification. La SHDM, si elle le désire, pourra participer avec Aecon à la sélection de la firme à retenir.

Approche proposée

La gestion et réalisation du site Contrecoeur et le développement immobilier du NOUVEAU MERCIER amènent un certain nombre de défis et d'imprévus qu'il faut absolument réduire au maximum, et cela, avant même la mobilisation d'un chantier. Ainsi, dans le cadre du présent projet, nous mettrons à profit notre programme de gestion de projet afin d'anticiper les éléments clés à contrôler et de circonscrire les risques reliés à la particularité du site, et ce, avant même une mobilisation au chantier. De façon plus précise, le succès de tout projet revient à identifier rapidement avec l'aide de toute l'équipe de projet (SHDM, architectes, ingénieurs, équipe de chantier, équipe de développement et de mise en marché, etc.) les éléments critiques et les risques du projet afin de prendre rapidement les actions nécessaires pour les éliminer ou tout du moins les circonscrire. Ce travail minutieux doit être réalisé préalablement.

Ainsi, une première étape consisterait à une planification méticuleuse de l'ordonnancement des travaux afin d'optimiser l'échéancier. Planifié, revu et approuvé par toute l'équipe de projet (SHDM, les architectes, les ingénieurs, l'équipe de chantier, l'équipe de développement et de mise en marché, etc.), ceci permettrait de définir les différentes phases de construction par zone d'intervention quelles soient consécutives ou juxtaposées.

Un mécanisme de communication efficace entre tous les intervenants doit être défini, connu et respecté de tous. Un représentant de la SHDM et un représentant de Aecon clairement identifiés assureront une communication et un suivi efficace de tout les demandes et directives de chantier. Ici, notre système de gestion de projets permettra une gestion et un traitement efficaces des communications, primordiaux au respect de l'échéancier, des coûts et de la qualité de l'ouvrage.

Un souci tout particulier sera mis sur la sécurité sur le site. Nous assurerons que toute personne qui aura l'autorisation d'accéder au chantier dans le cadre du présent projet recevra et appliquera toutes les consignes de sécurité et de prévention de la SHDM et de notre société.

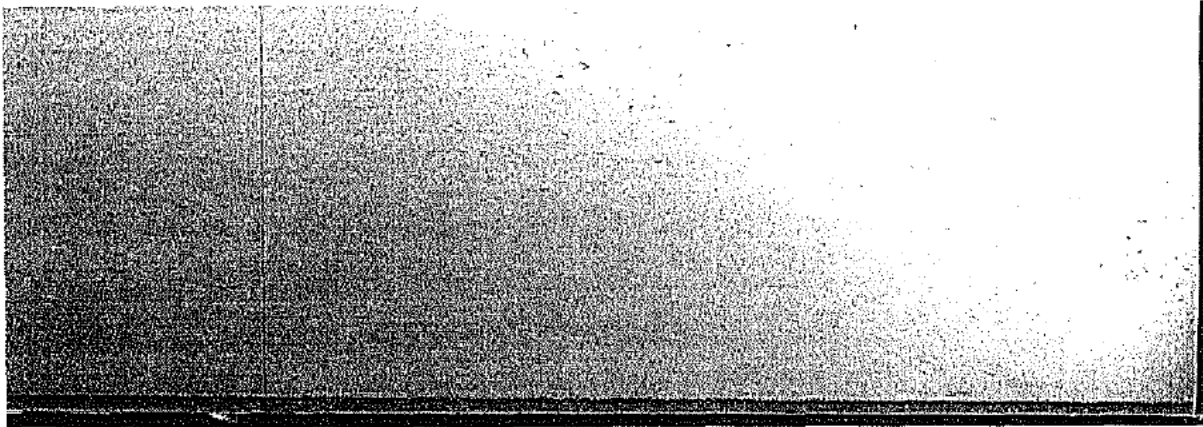
Également, un mécanisme efficace de prise de possession des travaux se doit d'être défini, connu et respecté de tous. Ainsi un mécanisme clair d'inspection complet avec liste de déficiences et délais prescrits de rectification permettra un avancement ordonné des activités du projet en évitant d'avoir à revenir en arrière sur des travaux.

En terminant, nous avons identifié par expérience les précautions qui permettent d'éviter la plupart des éléments à risque. Voici une liste rapide de ces éléments, qui sont intégrés à notre système de gestion de projet pour lequel vous aurez une description sous l'onglet 5 du présent document :

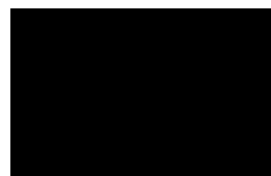
- Dans les projets réalisés en phases, une planification minutieuse et un échéancier détaillé suivi et mis à jour sont primordiaux pour détecter et prévoir les glissements nécessitant des actions de redressement.
- Un système de gestion de l'information (questions et réponses) entre les intervenants comme celui que nous avons développé sur base de données est essentiel pour fournir au chantier l'information nécessaire à l'exécution des travaux sans délais et assurer le maintien d'un rythme constant.

- Un système de contrôle de qualité ISO, avec des points d'inspection et d'arrêt prédéfinis.
- Un système efficace d'isolement des zones de travail afin d'éviter tout risque
- Planifier, coordonner, contrôler et communiquer
- Le dernier item, et non le moindre, travailler en collégialité dans un esprit d'équipe pour faire du projet un succès.





QUELQUES PROJETS RÉALISÉS PAR AECON



Groupe Aecon Ltée

801 Sherbrooke est - Conversion en condominiums

Client
801 Signature.

Emplacement
Montréal, Québec

Valeur du projet
11.5 M\$

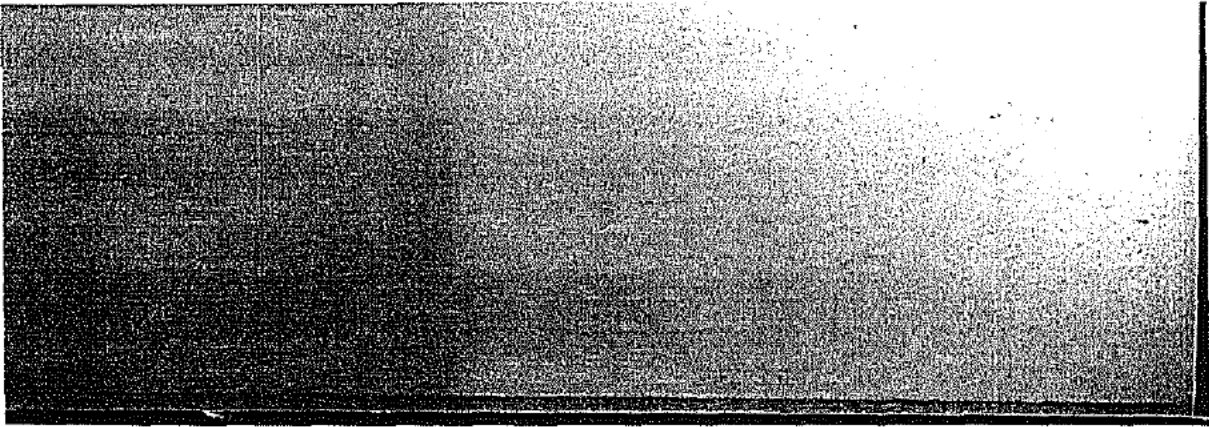
Type de contrat
Entrepreneur général
General contractor

Description du projet
Projet de restauration résidentiel au
centre-ville de Montréal, réalisé avec le
sout



Projet en cours de réalisation
Project under way

AECON



Groupe Aecon Ltée

La Maison du Phare

Cliant

Le Phare, Enfants et familles

Emplacement

Montréal, Québec

Valeur du projet

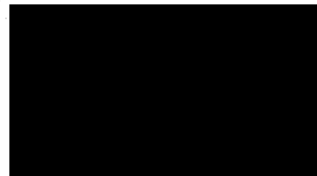
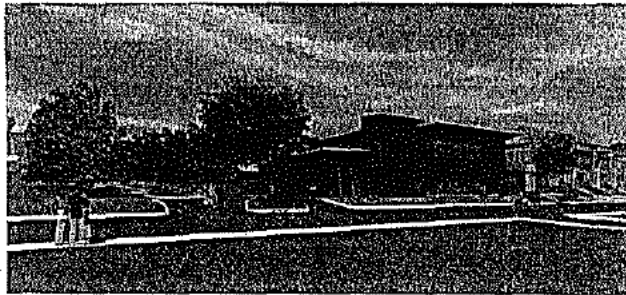
3,3 M\$

Type de contrat

Entrepreneur général

Description du projet

Construction d'un centre de soins pour les enfants malades qui prend la forme d'une maison de type familial où les enfants, accompagnés ou non de leurs proches, pourront séjourner de temps à autre. La Maison (située sur les terrains du Technopôle Angus) permettra d'offrir 24 heures sur 24 une gamme élargie de soins et de services spécialisés répondant aux besoins de ressourcement et de soutien des familles et des enfants, quelle que soit leur maladie.



Projet en cours de réalisation
Project under way

AECON

Groupe Aecon Ltée

Le 334 Notre Dame (condos)

Cliant

Le 334 Notre Dame

Emplacement / Location

Montréal, Québec

Valeur du projet / Project Value

6.3 M\$

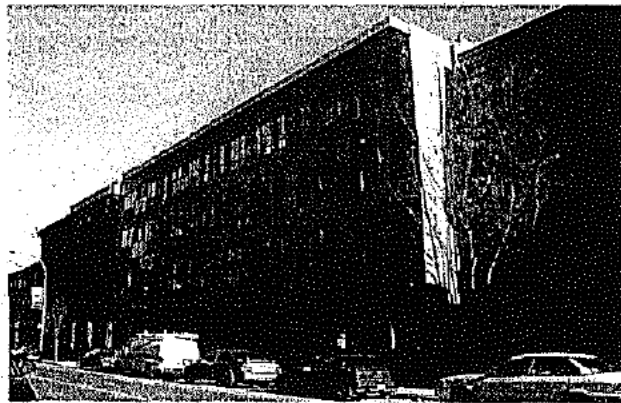
Type de contrat / Type of Agreement

Entrepreneur général
General Contractor

Détails du projet / Project Details

Construction de 33 unités de condo et de 2 stationnements. Le principal défi de ce projet réside dans l'intégration du bâtiment neuf de style contemporain au bâtiment d'une usine désaffectée datant du début du 20e siècle.

Construction of 33 condo units and 2 parking lots. The new part of the building had to be integrated to an old plant from the beginning of the 20th century.



AECON

Groupe Aecon Liée

Client

B'nai Brith Canada

Emplacement / Location

Côte-St-Luc, Québec

Valeur du projet / Project Value

10 M\$

Type de contrat / Type of Agreement

Entrepreneur général /
General contractor

Description du projet / Project Details

Construction d'une résidence pour personnes âgées comprenant 95 unités réparties sur six étages et un penthouse de 6,500 pi.ca. au septième étage (superficie totale de 65,000 pi.ca.).

La résidence aura un stationnement intérieur et accueillera une bibliothèque et une salle à manger au rez-de-chaussée.

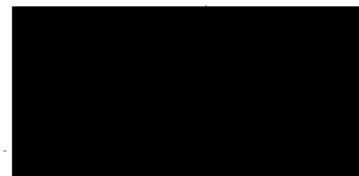
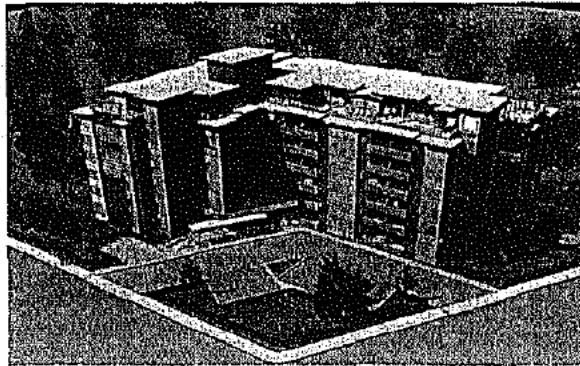
Construction of a seven storey 95-apartment (65,000 sq. ft.) residence for seniors. A 6,500 sq. ft. penthouse will occupy the seventh floor.

The residence will include an underground parking garage as well as a dining room and a library on the ground floor.

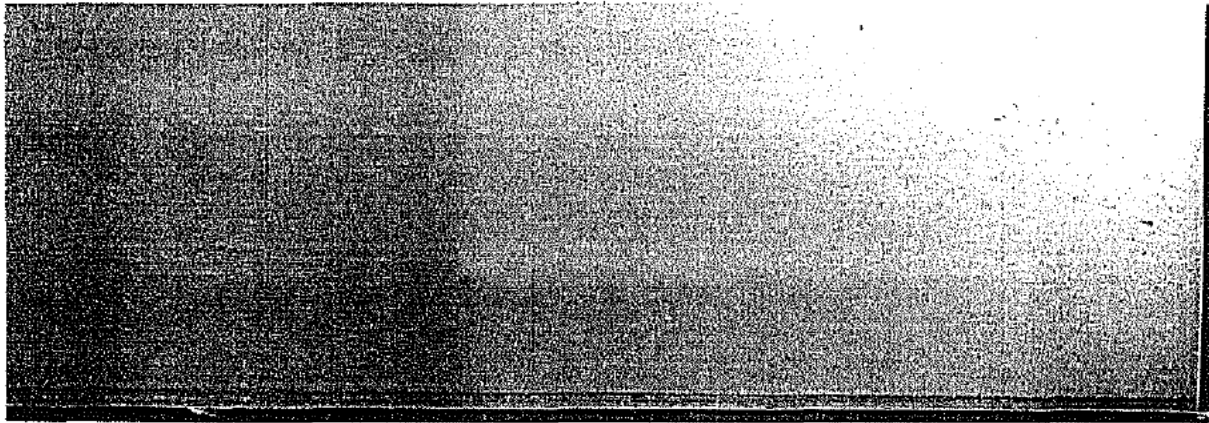
Entreprise conjointe avec /
Joint venture with

Danya Profenna

Résidence B'nai Brith pour personnes âgées / B'nai Brith House for Seniors



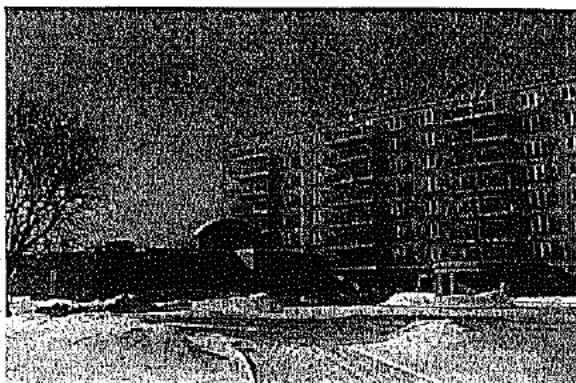
AECON



Groupe Aecon Ltée

Saint-Léonard-sur-le-Parc - Phase I

Cliant
Résidences Saint-Léonard-sur-le-Parc
Emplacement / Location
Montréal, Québec
Valeur du projet / Project value
13 M\$
Type de contrat / Type of agreement
Entrepreneur général / General contractor



Description du projet / Project details

Construction d'une résidence de luxe pour retraités comprenant 168 unités (studios, appartements de type 2 1/2, 3 1/2 et 4 1/2 pièces) répartis sur 8 étages. La résidence offrira plusieurs services : une piscine intérieure, des allées de quille, un dépanneur, un salon de coiffure et une salle à dîner pouvant accueillir 60 personnes. Superficie totale de 140 000 pi.ca.

Construction d'un bâtiment de deux étages qui servira à relier la phase I et la phase II du projet. Cette aile abritera, entre autres, la piscine, les allées de quille et les bureaux de l'administration. Superficie totale 12 000 pi.ca.

Ce complexe résidentiel est doté d'un parc agrémenté de fontaines et de sentiers de promenade.

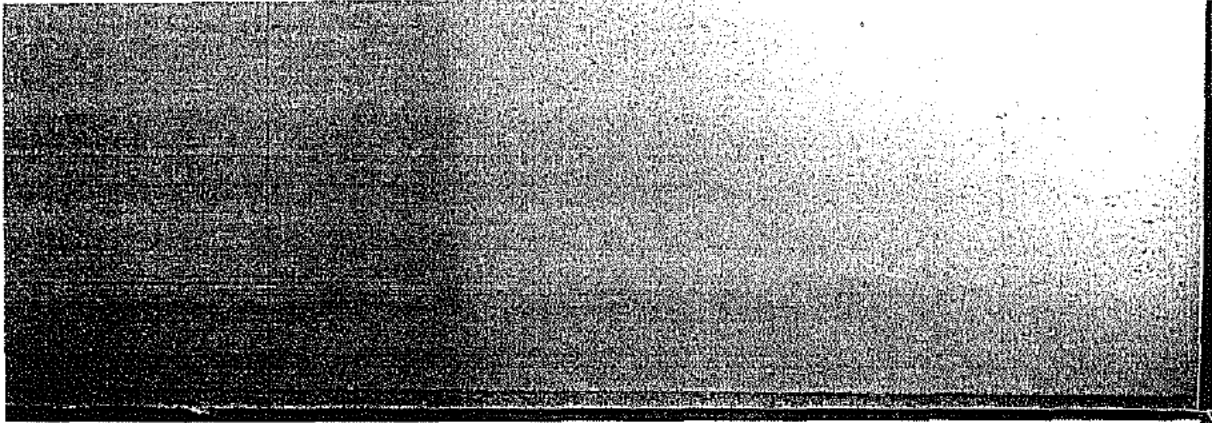
Construction of a prestigious 140,000 sq.ft., 8-storey, 168-unit residence for seniors (studios, 2 1/2, 3 1/2 and 4 1/2 room apartments) that includes an indoor swimming pool, bowling alleys, a hairdresser, a convenience store and a dining room with a capacity of 60 people.

Construction of a 2-storey building that will eventually connect Phase I of the project with Phase II. This building includes the swimming pool, the bowling alleys and the administrative offices. (12,000 sq.ft.).

This complex also features a park for the residents.



AECON



Groupe Aecon Liée

Carrefour de l'économie sociale Angus

Client

Société en commandite Centre de l'économie sociale Angus

Emplacement / Location

Montréal, Québec

Valeur du projet / Project value

3.9 M\$

Type de contrat / Type of agreement

Entrepreneur général
General contractor

Détails du projet / Project details

Construction d'un édifice à bureau
abritant un centre de la petite enfance
(CPE Coeur de Cannelle) et un bistro.

Construction of an office building
including a daycare (CPE Coeur de
Cannelle) and a bistro.



AECON

Groupe Aecon Ltée

Édifice Molson Rachel Building

Client

Société en commandite Rachel Angus

Emplacement / Location

Montréal, Québec

Valeur du projet / Project value

3.99 M\$

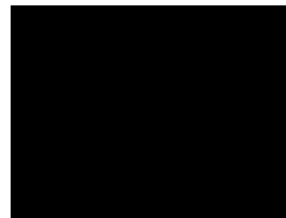
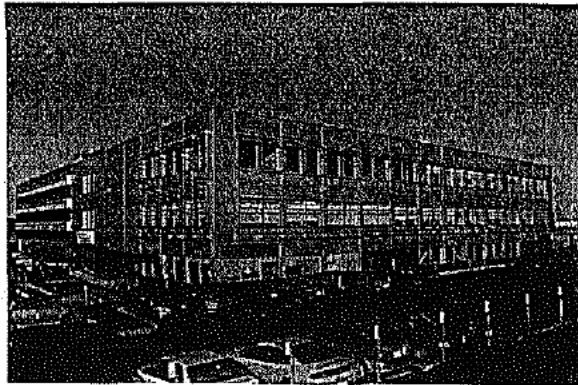
Type de contrat / Type of agreement

Entrepreneur général
General contractor

Détails du projet / Project details

Construction d'un édifice à bureau de trois étages au Technopôle Angus. Les espaces de bureaux offerts sont de type loft (structures apparentes, aires couvertes, etc.)

Construction of a three-storey loft-type (apparent structures, open space) office building at the Technopôle Angus.



AECON

Groupe Aecon Liée

Technopôle Angus Phase VII

Édifice multilocatif Bureaux/Lofts-bureaux Office Building

Client

Société en commandite Multi-locatif
bureau III Angus

Emplacement / Location

Montréal, Québec

Valeur du projet / Project value

5,6 M\$

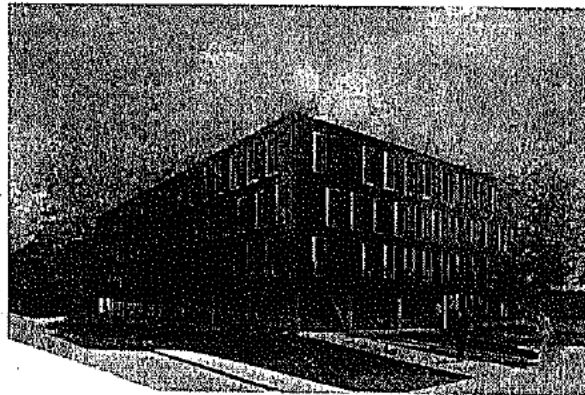
Type de contrat / Type of agreement

Entrepreneur général /
General contractor

Description du projet / Project details

Construction du premier édifice
écologique (LEED) multilocatif à
bureaux et lofts-bureaux au Canada.
Ce bâtiment de 54 000 pi.ca. comptera
quatre étages.

Construction of the first green office
building (LEED) in Canada.
(54,000 sq.ft., 4 stories)



Projet en cours de réalisation
Project under way

AECON

Aecon Civil-Industriel
Div. Groupe Aecon Ltée

Client

Ville de Salaberry-de-Valleyfield

Emplacement

Salaberry-de-Valleyfield (Québec)

Date d'achèvement

En cours

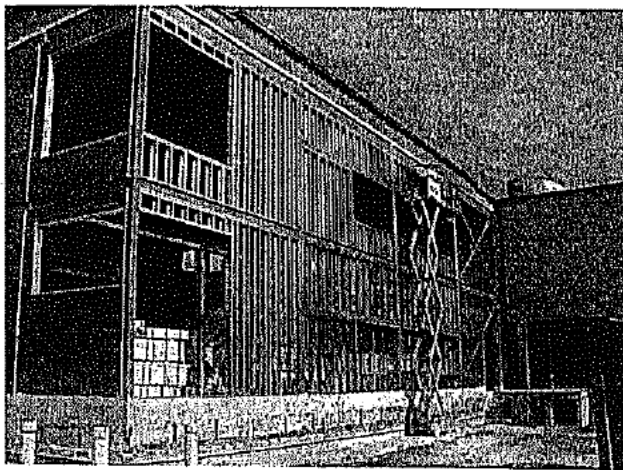
Ingénieur

Les Consultants LBCD

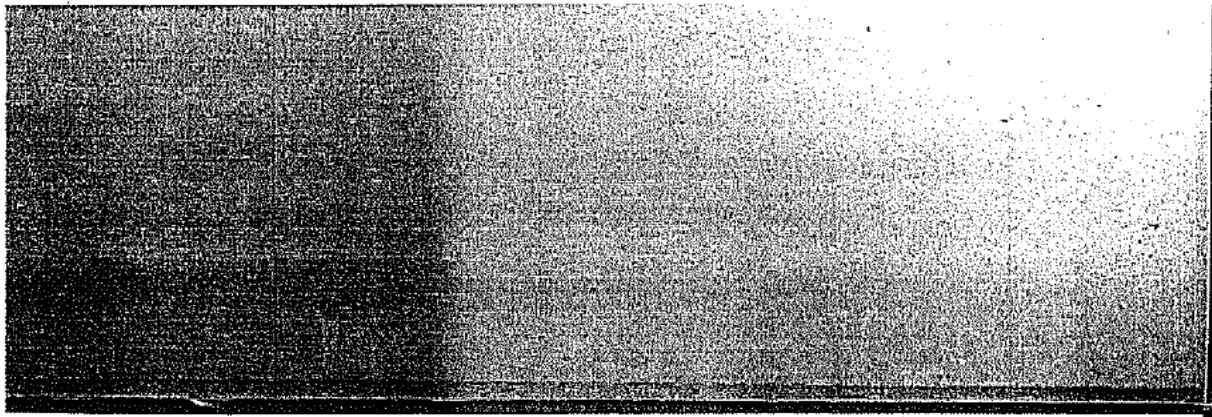
Détails du projet

Ce projet d'une valeur de 13\$ millions consiste en l'agrandissement de l'usine de filtration et à la construction d'un belvédère sur la rivière St-Charles

Usine de filtration de Valleyfield



AECON



Groupe Aecon Ltée

Rénovation d'un tronçon de la route 132

Client

Ministère des transports du Québec

Emplacement

Candiac (Québec)

Date d'achèvement

Décembre 2003

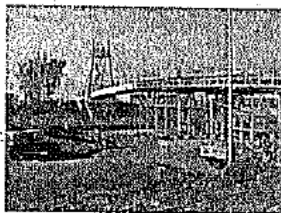
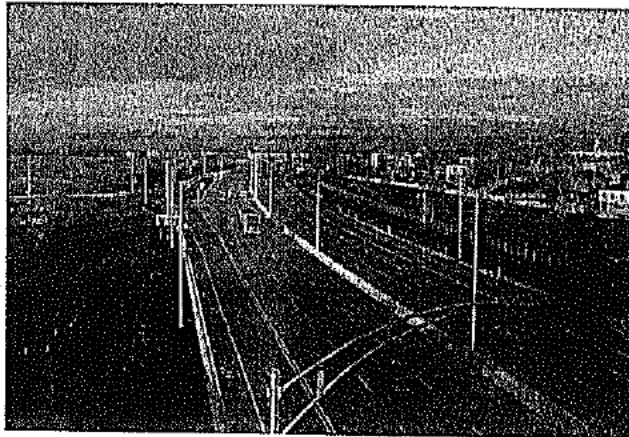
Ingénieur

Dessau-Saprin

Détails du projet

Ce projet d'une valeur de 265 millions visait la route 132 dans les municipalités de Candiac, La Prairie, M.R.C. Roussillon, et la circonscription électorale de la Prairie.

Il incluait la reconstruction en partie de la chaussée, la pose d'un revêtement en béton de ciment et en béton bitumineux, la construction d'une bande centrale en béton de ciment, la fourniture et la pose d'un nouveau système d'éclairage, les modifications aux structures existantes, la construction d'une passerelle piétonnière et l'aménagement d'un brise-vent.



AECON

Groupe Aecon Liée

Client

Ministère des transports du Québec

Emplacement

Beauharnois (Québec)

Date d'achèvement

Juillet 2003

Ingénieurs

Consortium SNC Lavalin / Genivar /
Laboratoire Rochetieu-Eskrie BCD

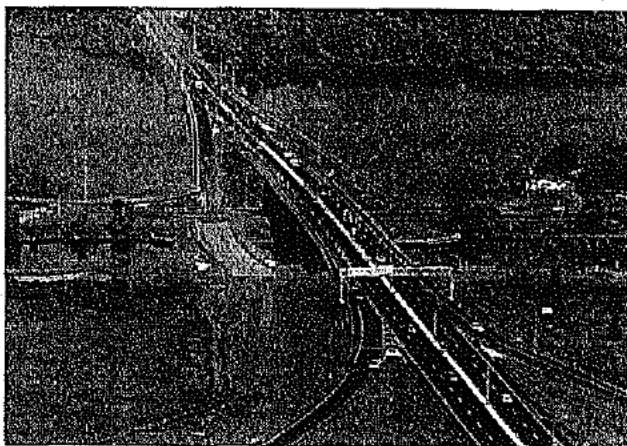
Détails du projet

Ce projet, d'une valeur de plus de 125 millions consistait principalement à la reconstruction du pont en béton existant et la construction d'un nouveau pont à 4 voies au dessus du canal Soulanges.

Le travail en batardeau a nécessité des travaux complexes dans l'eau.

Ce projet d'une grande envergure prévoyait également d'importants travaux de terrassement aux accès du pont.

Reconstruction des ponts Monseigneur-Langlois



AECON

Groupe Aecon Ltée

Cliant

Ministère des transports du Québec

Emplacement/Location

Montréal, Québec

Valeur du projet/Project Value

45 M\$

Ingénieur/Engineer

SCN/CIMA +

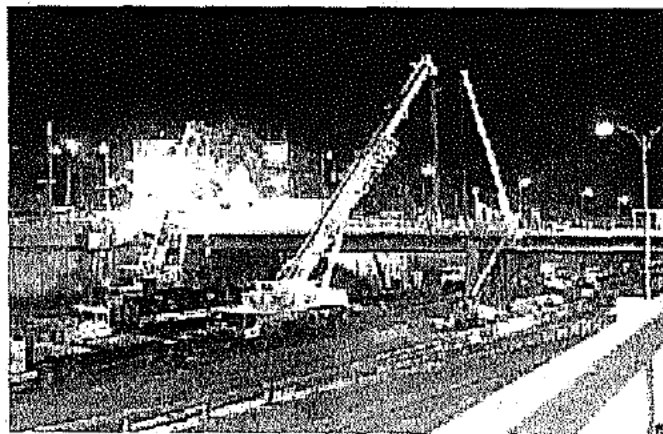
Détails du projet

Gagnant du concours Armatura, ces deux projets de restauration de l'autoroute Décarie à Montréal, répartis sur 2 ans et demi et d'une valeur totale d'environ 485 millions, comprenaient la réfection de 13 viaducs au dessus de l'autoroute, la reconstruction de la glissière de béton sur le haut du mur de soutènement de la voie de service nord et la restauration de ce dernier sur une longueur de 6 kilomètres.

Aecon a dû développer des méthodes de construction particulières à cause des accès et espaces limités, de la gestion de la circulation et la livraison des matériaux. Ce projet a nécessité 250 000 personnes/heure et a été réalisé sur deux quarts.

Les travaux ont été complétés selon l'échéancier établi tout en respectant les normes environnementales concernant le bruit et la pollution.

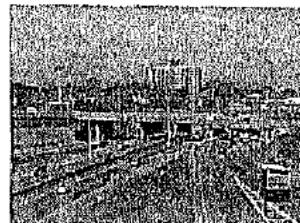
Réfection de l'autoroute Décarie/ Rehabilitation of the Décarie Expressway



Décarie Expressway, a prix Armatura Award-winning project worth approximately \$48 million, was spread over 2 1/2 years and completed in two stages: repairing 13 overpasses, and rebuilding the concrete guardrail along the upper section of the support wall on the northbound service road as well repairing an additional 6 kilometers of this roadway.

Completion of this project necessitated the development by Aecon of a number of sitespecific construction methods: to compensate for access and space restrictions, and to accommodate traffic management needs and materials deliveries.

The project required a total of 250,000 man-hours and was completed in two shifts, coming in on schedule and in compliance with noise and pollution environmental standards.



AECON

SHDM

Site Contrecoeur et projet Nouveau Mercier

Qualification des entrepreneurs

Organisation du bureau du candidat

Au Québec, Aecon emploie 150 personnes, incluant les ressources permanentes techniques et administratives ainsi que les ouvriers de construction, tel que démontré dans les organigrammes présentés sous l'onglet 2 «Description générale de l'entreprise» du présent document.

Support technique disponible

La description de notre méthodologie met en évidence les outils informatiques dont nous disposons pour nos mandats. Nos ressources incluent les logiciels de bureautique courants (la suite Microsoft Office); des logiciels spécialisés génériques (Autocad, MS Project) et des outils personnalisés et uniques (développés par nos gestionnaires de projets).

Méthodologie

Dès l'octroi d'un contrat, nous élaborons le programme d'exécution des travaux (le plan de construction) qui couvre principalement les aspects de santé et sécurité, l'échéancier, l'approvisionnement et le contrôle de coûts, la logistique et la mise en marche. Dans l'élaboration du programme d'exécution, une attention particulière est portée aux interfaces avec les opérations courantes du client afin de minimiser tout inconvénient potentiel.

Échéancier des travaux

Un échéancier de construction est élaboré (sur MS project) et est raffiné durant le déroulement du projet. Les séquences logiques tiennent compte des approbations externes au projet, des approbations du propriétaire, de l'émission des documents pour construction, des pré-achats, des approvisionnements et des activités de construction. Aecon étudie avec une attention particulière toute la logique des activités à exécuter durant la construction, en particulier l'utilisation du site, la logistique des fronts de travail et la séquence détaillée des travaux. L'échéancier est préparé par le gérant de projets. À partir de ce moment, Aecon s'engage dans le processus régulier de suivi, de relance et de mise à jour. La cédule du projet fait partie de toutes les demandes d'appel d'offres et de tous les contrats avec nos fournisseurs et soustraitants.

L'analyse de la disponibilité du matériel et des équipements fait partie de l'étape de planification et de l'élaboration de l'échéancier. Généralement, lorsque le calendrier d'exécution accuse un retard, il ne s'agit pas d'un manque de main-d'oeuvre mais plutôt de matériel qui n'est pas livré à temps. À l'étape initiale du projet, il est impératif d'élaborer un plan d'approvisionnement qui identifie les éléments qui devront être achetés en pré-achat et selon une liste de priorité d'octroi de contrat et d'exercer un suivi particulier sur le cheminement de ces items.

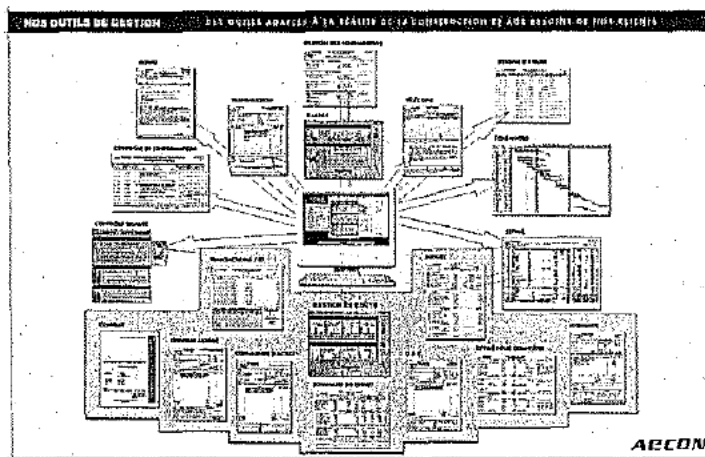
Cet échéancier est mis à jour régulièrement et au besoin. Il est revu avec les intervenants concernés.

Outils de gestion

Aecon a mis au point des procédures exhaustives et éprouvées pour la planification et le contrôle de projets de construction. Ces procédures, supportées par des logiciels dédiés et des formulaires standard dans nos processus de gestion traitent notamment de :

AECON

Le logiciel consiste en une base de données où toutes les entrées peuvent être exportées dans un chiffrier tel que Excel si requis.



Nous pouvons compléter l'information à ce chapitre en soulignant qu'à partir des engagements, les services comptables assurent un contrôle rigoureux des dépenses, des émissions des paiements, de la facturation au client et surtout de la mécanique des déclarations de façon à assurer notre client que les montants versés sont libératoires à son égard.